This is a digital copy of a book that was preserved for generations on library shelves before it was carefully scanned by Google as part of a project to make the world's books discoverable online.

It has survived long enough for the copyright to expire and the book to enter the public domain. A public domain book is one that was never subject to copyright or whose legal copyright term has expired. Whether a book is in the public domain may vary country to country. Public domain books are our gateways to the past, representing a wealth of history, culture and knowledge that's often difficult to discover.

Marks, notations and other marginalia present in the original volume will appear in this file - a reminder of this book's long journey from the publisher to a library and finally to you.

Usage guidelines

Google is proud to partner with libraries to digitize public domain materials and make them widely accessible. Public domain books belong to the public and we are merely their custodians. Nevertheless, this work is expensive, so in order to keep providing this resource, we have taken steps to prevent abuse by commercial parties, including placing technical restrictions on automated querying.

We also ask that you:

+ *Make non-commercial use of the files* We designed Google Book Search for use by individuals, and we request that you use these files for personal, non-commercial purposes.
+ *Refrain from automated querying* Do not send automated queries of any sort to Google's system: If you are conducting research on machine translation, optical character recognition or other areas where access to a large amount of text is helpful, please contact us. We encourage the use of public domain materials for these purposes and may be able to help.
+ *Maintain attribution* The Google "watermark" you see on each file is essential for informing people about this project and helping them find additional materials through Google Book Search. Please do not remove it.
+ *Keep it legal* Whatever your use, remember that you are responsible for ensuring that what you are doing is legal. Do not assume that just because we believe a book is in the public domain for users in the United States, that the work is also in the public domain for users in other countries. Whether a book is still in copyright varies from country to country, and we can't offer guidance on whether any specific use of any specific book is allowed. Please do not assume that a book's appearance in Google Book Search means it can be used in any manner anywhere in the world. Copyright infringement liability can be quite severe.

About Google Book Search

Google's mission is to organize the world's information and to make it universally accessible and useful. Google Book Search helps readers discover the world's books while helping authors and publishers reach new audiences. You can search through the full text of this book on the web at `http://books.google.com/`

A propos de ce livre

Ceci est une copie numérique d'un ouvrage conservé depuis des générations dans les rayonnages d'une bibliothèque avant d'être numérisé avec précaution par Google dans le cadre d'un projet visant à permettre aux internautes de découvrir l'ensemble du patrimoine littéraire mondial en ligne.

Ce livre étant relativement ancien, il n'est plus protégé par la loi sur les droits d'auteur et appartient à présent au domaine public. L'expression "appartenir au domaine public" signifie que le livre en question n'a jamais été soumis aux droits d'auteur ou que ses droits légaux sont arrivés à expiration. Les conditions requises pour qu'un livre tombe dans le domaine public peuvent varier d'un pays à l'autre. Les livres libres de droit sont autant de liens avec le passé. Ils sont les témoins de la richesse de notre histoire, de notre patrimoine culturel et de la connaissance humaine et sont trop souvent difficilement accessibles au public.

Les notes de bas de page et autres annotations en marge du texte présentes dans le volume original sont reprises dans ce fichier, comme un souvenir du long chemin parcouru par l'ouvrage depuis la maison d'édition en passant par la bibliothèque pour finalement se retrouver entre vos mains.

Consignes d'utilisation

Google est fier de travailler en partenariat avec des bibliothèques à la numérisation des ouvrages appartenant au domaine public et de les rendre ainsi accessibles à tous. Ces livres sont en effet la propriété de tous et de toutes et nous sommes tout simplement les gardiens de ce patrimoine. Il s'agit toutefois d'un projet coûteux. Par conséquent et en vue de poursuivre la diffusion de ces ressources inépuisables, nous avons pris les dispositions nécessaires afin de prévenir les éventuels abus auxquels pourraient se livrer des sites marchands tiers, notamment en instaurant des contraintes techniques relatives aux requêtes automatisées.

Nous vous demandons également de:

+ *Ne pas utiliser les fichiers à des fins commerciales* Nous avons conçu le programme Google Recherche de Livres à l'usage des particuliers. Nous vous demandons donc d'utiliser uniquement ces fichiers à des fins personnelles. Ils ne sauraient en effet être employés dans un quelconque but commercial.

+ *Ne pas procéder à des requêtes automatisées* N'envoyez aucune requête automatisée quelle qu'elle soit au système Google. Si vous effectuez des recherches concernant les logiciels de traduction, la reconnaissance optique de caractères ou tout autre domaine nécessitant de disposer d'importantes quantités de texte, n'hésitez pas à nous contacter. Nous encourageons pour la réalisation de ce type de travaux l'utilisation des ouvrages et documents appartenant au domaine public et serions heureux de vous être utile.

+ *Ne pas supprimer l'attribution* Le filigrane Google contenu dans chaque fichier est indispensable pour informer les internautes de notre projet et leur permettre d'accéder à davantage de documents par l'intermédiaire du Programme Google Recherche de Livres. Ne le supprimez en aucun cas.

+ *Rester dans la légalité* Quelle que soit l'utilisation que vous comptez faire des fichiers, n'oubliez pas qu'il est de votre responsabilité de veiller à respecter la loi. Si un ouvrage appartient au domaine public américain, n'en déduisez pas pour autant qu'il en va de même dans les autres pays. La durée légale des droits d'auteur d'un livre varie d'un pays à l'autre. Nous ne sommes donc pas en mesure de répertorier les ouvrages dont l'utilisation est autorisée et ceux dont elle ne l'est pas. Ne croyez pas que le simple fait d'afficher un livre sur Google Recherche de Livres signifie que celui-ci peut être utilisé de quelque façon que ce soit dans le monde entier. La condamnation à laquelle vous vous exposeriez en cas de violation des droits d'auteur peut être sévère.

À propos du service Google Recherche de Livres

En favorisant la recherche et l'accès à un nombre croissant de livres disponibles dans de nombreuses langues, dont le français, Google souhaite contribuer à promouvoir la diversité culturelle grâce à Google Recherche de Livres. En effet, le Programme Google Recherche de Livres permet aux internautes de découvrir le patrimoine littéraire mondial, tout en aidant les auteurs et les éditeurs à élargir leur public. Vous pouvez effectuer des recherches en ligne dans le texte intégral de cet ouvrage à l'adresse `http://books.google.com`

191

THE LIBRARY
OF
THE UNIVERSITY
OF CALIFORNIA

PRESENTED BY
PROF. CHARLES A. KOFOID AND
MRS. PRUDENCE W. KOFOID

CHARLES RIVET
CORRESPONDANT DU *TEMPS* EN RUSSIE

Le Dernier Romanof

LE TSAR ET SA COUR
LES INFLUENCES OCCULTES
RASPOUTINE
POLITIQUE ET POLITICIENS D'HIER
LA RÉVOLUTION
LES FAUTES FRANÇAISES EN RUSSIE

HUITIÈME ÉDITION

Librairie académique PERRIN *et* Cie

IL A ÉTÉ IMPRIMÉ

Vingt exemplaires numérotés sur papier vergé pur fil des Papeteries Lafuma.

LE

DERNIER ROMANOF

DU MÊME AUTEUR

Ciel de Russie. *Impressions et Visions.* Saint-Pétersbourg, 1911 (*épuisé*).

La Russie telle qu'elle est. Payot et Cie, Paris.

CHARLES RIVET
CORRESPONDANT DU *TEMPS* EN RUSSIE

LE DERNIER ROMANOF

LE TSAR ET SA COUR
LES INFLUENCES OCCULTES
RASPOUTINE
POLITIQUE ET POLITICIENS D'HIER
LA RÉVOLUTION
LES FAUTES FRANÇAISES EN RUSSIE

PARIS
LIBRAIRIE ACADÉMIQUE
PERRIN ET Cie, LIBRAIRES-ÉDITEURS
35, QUAI DES GRANDS-AUGUSTINS, 35
1917

Tous droits de reproduction et de traduction réservés
pour tous pays.

M304722

Copyright by Perrin et Cie 1917.

DK262
R48

A MA FEMME

Je dédie ce livre vécu avec elle.

C. R.

R

LE

DERNIER ROMANOF

POUR SERVIR D'INTRODUCTION

> L'ignorance de l'étranger est certainement l'une des plus grandes faiblesses de notre démocratie.

Il semblait, avant mars 1917, que tout avait été dit sur la Russie.

A commencer le cycle des études sur ce pays par les doctes ouvrages économiques parus depuis une vingtaine d'années pour le terminer avec les articles dithyrambiques publiés d'une façon intermittente par les grands quotidiens de Paris ou les informations sensationnelles autant que contradictoires dont la presse s'est vue amplement fournie pendant la guerre, on pouvait croire la matière complètement épuisée.

Il n'en était rien. Il restait beaucoup à dire,

tout à dire presque, à voir l'avidité avec laquelle le public cherche à se renseigner sur la Russie, afin d'essayer d'asseoir enfin un jugement sur ce qui est encore pour lui *terra incognita*.

L'empire du nord fut toujours une énigme pour le Français. Ce dernier avait acquis sur nos alliés le bagage facile d'idées toutes faites, erronées d'ailleurs, serties de fantaisie et de légende. La France lettrée en était restée — à quelque complément près — aux relations de voyages d'Armand Sylvestre et de Dumas le père, dont on fait gorges chaudes chez nos amis. Le *Roman russe* de Voguë fut le dernier bréviaire.

Depuis, bien qu'entrée dans notre orbite politique — n'est-ce pas le contraire qu'il conviendrait de dire — la Russie resta enveloppée dans ses brumes pour la presque totalité de nos compatriotes. « On possède à peine plus de données sur la Russie, à l'étranger, que sur la planète Mars », a pu écrire, sans trop d'exagération, il n'y a pas bien longtemps, le publiciste russe Amphitéatrof.

Pas un membre du gouvernement ou du parlement français qui n'ait pu discourir sur l' « amie et alliée » sans faire sourire de pitié ; ne parlons pas de la masse, son ignorance prête à pleurer.

La presse française n'a pas été plus compétente. Nous lui avons vu avancer, en matière russe, des énormités à peine permises de nos jours, voire pour le mystérieux Thibet. La liberté très relative dont elle a joui pendant la guerre est venue restreindre encore son « pouvoir éclairant » en lui faisant prendre, pour l'expression d'idées déjà confuses, ce tour symbolique qui n'avait été jusqu'ici que le triste privilège des feuilles russes.

Mais la connaissance du sujet et la faculté de tout dire eussent-elles existé que le système établi en France par M. Arthur Raffalovitch, agent du ministère des Finances russe, a toujours été là pour « atténuer » la lumière nous venant du septentrion. Depuis de longues années, M. Raffalovitch, d'ordre de son gouvernement, avait su se ménager les sympathies de nombre de rédactions sous la

forme d'une publicité lucrative et, sans leur demander expressément en retour un appui effectif pour sa mauvaise cause, ce dispensateur des fonds secrets russes obtint du moins des silences tout au moins complaisants, pour ne pas les qualifier de coupables.

Nous nous proposons de dire ici la vérité sur un thème de tous temps si mal traité, au plus grand dommage des Français et des Russes eux-mêmes.

Le problème est ardu. La difficulté n'est point de « raconter » la Russie quand on l'a connue comme nous croyons la connaître, mais de mettre le récit à la portée de la mentalité occidentale. La traduction littérale n'est pas possible, l'écart est trop considérable entre la psychologie russe et celle de l'Occident. Le public européen a constamment commis la faute initiale d'envisager les événements russes sous le même angle que ceux de l'Europe elle-même, avec une logique nullement appropriée à la vie nationale de nos alliés, selon un ordre établi chez nous et non à Pétrograd. Il n'a pas compris la nécessité

d'une *transposition* pour se faire une religion exacte sur les faits transmis sans autre par le télégraphe, faits parfois doublement déformés, inconsciemment d'abord par l'absence de cette « mise au diapason » indispensable et sciemment trop souvent, par le désir de la source d'informations de ne révéler que des demi-vérités.

Indépendamment de cette difficulté que nous qualifierons de technique, la besogne que nous entreprenons est ingrate. On discutera de son opportunité, les timorés trouveront que nous enterrons vite ceux qui furent leurs idoles depuis les embrassades de Cronstadt et de Toulon. Nous la considérons, nous, comme un impérieux devoir à remplir au moment où, reprenant librement son rôle civilisateur, *la France se doit d'adopter vis-à-vis de la Russie une attitude plus conforme à son idéal aussi bien qu'à ses intérêts.*

La guerre a posé bien des problèmes presque insoupçonnés des Français ; parmi eux, la rénovation russe tient une grande place. Une aube nouvelle se lève sur la steppe, une

ère de liberté va succéder au despotisme d'une camarilla. Pour ce demain rêvé et forgé par les Russes et qu'avec eux nous avons vu poindre à l'horizon, la France doit être enfin prête, afin de ne pas répéter ses errements de la veille.

L'Allemagne sait tout ce que nous allons dire, car l'Allemagne connaît admirablement la Russie ; elle aura été — en pleine guerre — beaucoup mieux renseignée sur son compte que le gouvernement français lui-même, parce que plus prête à comprendre le sens exact des informations transmises par les séides qu'elle n'avait cessé de conserver à la Cour de Pétrograd. Dans ces conditions, n'est-ce pas au tour de l' « ami et allié » d'être renseigné sur ce que seuls nos ennemis étaient à ne point ignorer ?

Qu'on ne vienne pas nous taxer de dureté envers la Russie d'hier qui passait aux yeux de la majorité des Français pour leur alliée. La vraie Russie, celle qui vient de se révéler et qui a souffert de notre fait, sera tout entière avec nous dans l'œuvre de réparation

que nous nous proposons d'accomplir. Seuls, les accapareurs du pouvoir, mis aujourd'hui hors d'état de nuire, auraient pu s'en formaliser, mais ces suppôts du despotisme sont précisément ceux qui, exploitant honteusement le régime absolutiste pour le rendre odieux, ont empêché à la fois à la Russie d'être autre chose que ce qu'elle a été jusqu'ici et à l'alliance franco-russe de porter ses fruits.

Le mot d'ordre de ces profiteurs partit constamment de Berlin ; Paris et Londres furent de tout temps leur cauchemar. On comprendra, par conséquent, que la France n'ait point à leur garder un souvenir ; elle ne leur doit pas même un geste d'adieu de bonne compagnie, car ils ne furent que ses adversaires.

Trop longtemps, nos dirigeants ont tu et fait taire — sous l'insidieux et facile prétexte de considérations d'alliance — les agissements de gens qui nous étaient hostiles ; ces agissements ont été non seulement une perpétuelle offense aux principes défendus par notre démocratie, mais ont constitué un

danger pour « l'association » franco-russe. Trop longtemps, par incurie chez les uns ou ignorance de la masse, complaisamment ou par indifférence, la France a fermé les yeux sur la torture de la nation russe. Aujourd'hui que cette nation, ayant enfin conquis droit de cité, se trouve en face de ceux qui l'ignoraient la veille, nous devons nous hâter de réparer nos torts conscients ou inconscients. Le peuple français doit enfin connaître ce que fut la Russie du dernier Romanof au maintien de laquelle il prêta la main. Cet ouvrage n'a pas d'autre but que de la lui faire découvrir, mot paradoxal mais, hélas! trop vrai.

PREMIÈRE PARTIE

LA RUSSIE IGNORÉE

CHAPITRE PREMIER

DES RUSSES EN GÉNÉRAL

Les Russes vus de France. — Les traits généraux du caractère russe. — Une mentalité conséquence du régime politique. — Les classes russes. — Les paysans. — La classe moyenne. — L'aristocratie. — Leurs rapports sociaux.

L'idée qu'on s'est faite du Russe à l'étranger a toujours été rudimentaire. On ne connut guère, chez nous, à côté d'un cosaque, loup-garou de légende, que l'aimable autant que cosmopolite mondain, d'une aménité accentuée par une sorte de félinité orientale, que l'on trouvait jusqu'ici client obligé des Palaces de villes d'eaux ou de stations hivernales.

A ce type s'en joignait un autre, l'étudiant hirsute, rêveur utopique, doux anarchiste ou simplement révolutionnaire, traqué dans son pays, que l'on rencontrait dans les capitales hospitalières aux émigrants ou dans les cen-

tres universitaires. Le plus souvent israélite ou caucasien, ce dernier n'était pas plus représentatif de la race que n'étaient princes bien souvent les hôtes brillants des caravansérails internationaux, dont les larbins se croyaient encore obligés de faire suivre le titre octroyé gratuitement d'une particule inexistante au pays de Tolstoï.

C'est à ces exemplaires que se bornait, pour beaucoup de nos compatriotes, la connaissance des Russes. Ils croyaient cependant les bien connaître car, comme on l'a dit trop justement, la réalité n'a plus aucune espèce d'importance aux yeux du Français lorsqu'il s'est fait une opinion sur quelque chose.

*
* *

En Russie, sous des aspects divers, notre allié laisse découvrir en lui, à quelque classe qu'il appartienne, des traits généraux que nous retrouvons plus ou moins accentués, suivant les influences extérieures, chez la plupart des peuples slaves.

Le Russe est d'une largesse pour se dépenser, pour se donner comme pour juger des gens

et des choses que ne connaît plus notre Occident égoïste et mesquin. Bien qu'une sorte de cruauté se révèle parfois en lui sous l'empire d'excitations, venant contraster avec cette lymphatique mélancolie que traduit si bien son admirable folklore, de façon générale le Russe est infiniment doux et d'une grande bonté native, compatissant comme un vrai chrétien, hospitalier comme un oriental.

Mais s'il a toutes les délicatesses du cœur, il est presque totalement dépourvu de qualités de caractère. L'histoire russe nous en fournit les raisons. Passant, après des siècles de joug tatare, sous la férule des tsars moscovites, le peuple russe en était à ignorer, au xxe siècle encore, l'exercice de la plus élémentaire liberté. L'abolition de son servage date à peine de soixante ans. Tout à la tristesse d'une condition sociale qui, excluant l'individualisme, le mit hors de besoin de perfectionner, d'armer sa personnalité, le Russe a conservé une nature sentimentale, mystique, sans y apporter les correctifs du caractère. Le maître d'abord, l'État au-dessus de lui, ont été tous deux, pour le paysan russe, des tuteurs tyranniques, mais des tuteurs tout de même, enle-

vant au pupille et besoins moraux et soucis matériels. Aussi constate-t-on chez le Russe, une absence à peu près complète de discipline intérieure comme de la notion de la responsabilité. Il est outrancier parce que jeune, enthousiaste en artiste, impulsif en sensitif que ne double point un esprit pondéré ; à la merci souvent d'un caprice, pour ne pas être guidé et soutenu par ce gouvernail et cet aiguillon qu'est à la fois la volonté. Il serait exhubérant de vie si l'apathie voulue par le climat dans lequel il vit, une inertie faite de fatalisme, ne venaient chez lui refréner la vigueur d'une jeune sève. A toute la vivacité d'esprit d'un Latin, s'allie ici le nonchaloir asiatique. Bien que doué d'un grand bon sens, il se laisse aller jusqu'à l'utopie par défaut d'une base que lui aurait donnée plus d'individualité et de sens pratique. Il est plus oriental qu'occidental : le voisinage de l'Asie et son esclavage tatare ont laissé en lui de fortes empreintes Il est enclin aux compromissions par passivité ou pour ne pas avoir toujours — atavisme encore d'un régime absolutiste — le courage de ses opinions. L'a-t-il? Il le pousse alors jusqu'à l'esprit de sacrifice.

Ce peuple nouveau-né à notre civilisation possède, en somme, au moment de sa libération, une mentalité faite de résignation et de dissimulation que lui a façonnée la servitude à laquelle, longtemps, l'ont soumis ses destinées. Son régime politique ne lui a inculqué que des vertus passives, déformant une nature généreuse, atrophiant de belles dispositions. Il a fait de lui un apôtre ouvert à toutes les théories généreuses, mais fermé trop souvent au sens des réalités.

*
* *

On retrouve chez le paysan russe, fortement accusées, les caractéristiques générales du portrait que nous venons de tracer.

Le *Mir*, ce communisme rural, qui faisait de chaque moujik russe un membre de la communauté du village et non un paysan libre vivant sur *sa* terre, a fortement diminué en lui l'esprit d'initiative. Il n'y a pas bien longtemps encore, l'administration guidait chacun de ses pas ; il sait à peine s'orienter seul. L'indépendance ne pourra le mettre, dans les débuts, que dans un cruel embarras.

C'est un être bon, docile, ne manquant pas de finesse mais puéril et naïf comme un primitif. Le régime aboli se servit de lui trop longtemps comme source facile de revenus en lui facilitant la consommation de l'alcool. On se délivrait ainsi de la besogne plus compliquée qui aurait consisté à développer les ressources du pays en augmentant, par des améliorations sociales, les facultés d'achat de la classe rurale. De plus, pendant que le peuple buvait, il n'irait pas demander la nourriture spirituelle que l'on n'avait nulle envie de lui donner. Par son abêtissement on le maintenait sans difficulté dans l'obscurantisme.

Une maneuvre du comte Witte pour renverser Kokovtsof, un discours de l'auteur du monopole de l'eau-de-vie qui se disait effrayé des sommes demandées par son successeur à ce chapitre de ressources, faisant ainsi du budget russe un « budget ivre », frappa le Tsar qui prescrivit l'interdiction de la vente de l'alcool et valut au paysan russe l'abolition de cette nouvelle forme d'esclavage.

Délivré du dangereux nirvanà de sa *vodka* et libéré aujourd'hui des entraves d'une administration soupçonneuse ou des palinodies

d'un clergé à la solde de despotes, le rural russe verra naître en lui le désir de l'effort, le besoin d'activité, la notion de l'économie qui lui manquent. Il acquerra plus de résistance à la tentation, de confiance en soi et, partant, il fera montre de moins de facilité de subordination.

Avec la disparition, en grande partie du moins, de l'ivrognerie, le village russe n'aura plus l'aspect désolé et minable qui frappe douloureusement l'étranger. Son habitant oubliera cette existence bestiale d'illettré, dans laquelle la cruauté du sang tatare le disputait à une douceur de chrétien exalté, cette vie lamentable peinte de main de maître dans l'œuvre de Gorki.

*
* *

La classe moyenne en Russie, classe d'intellectuels ou de gens aisés, date d'hier. Elle est composée soit de fils de paysans à qui l'Université a fait franchir une étape et permis de supprimer, sur leur passeport, la mention de leur première condition pour lui substituer la qualification d' « habitant des villes », soit

de la petite noblesse acquise par le service d'État, dans l'administration ou l'armée. Cette classe s'est grossie de paysans encore, enrichis dans le commerce, les « marchands » de premier ou de deuxième rang, comme les définissait l'étiquetage obligé de la société hiérarchique russe sous le tsarisme défunt.

Cette bourgeoisie naissante, composée ainsi d'éléments disparates, manque d'homogénéité. Elle est très diverse quant au niveau intellectuel, comme elle varie dans ses tendances, suivant l'origine. Les universitaires, les professions libérales se montraient, de façon générale, d'idées avancées ; les fonctionnaires, au contraire, par intérêt, la plupart du temps, les marchands, de par leurs traditions paysannes, se rangeaient parmi les conservateurs. On peut dire, toutefois, que, durant les dernières années du règne de Nicolas II — et surtout depuis la guerre — le gouvernement avait grandement contribué à créer une unité d'opinion politique dans cette classe, à peu d'exceptions près, par son incapacité ou ses crimes révoltant des consciences honnêtes. Aussi, si c'est la foule anonyme qui a déchaîné l'émeute à Pétrograd, en ce mois mémorable

de mars 1917, ce sont les « bourgeois » de la Douma qui l'ont *canalisée* et transformée, avec l'aide de l'armée un instant hésitante, en révolution.

La classe moyenne russe — d'aucuns ont accoutumé de dire les « intellectuels » pour la désigner, appellation inexacte car elle comprend, comme nous l'avons dit, des éléments dont la fortune seule a fait franchir un degré dans l'échelle sociale russe — la classe moyenne, disons-nous, est numériquement infime en regard de la masse rurale qui constitue environ 80 p. 100 de la population. On constate chez elle aussi les traits essentiels que nous donnions plus haut. Ils sont peut-être atténués, dissimulés sous un vernis d'occidentalisme, mais si le Russe cultivé ou simplement de condition plus relevée que le paysan est idéalement doué, par contre il accuse la même absence d'énergie et du sens des réalités qui font comme la marque distinctive de la nation. Nous retrouvons là le rêveur à la riche imagination, superbement ignorant des contingences. Nous retrouvons le poète qui adopte d'enthousiasme les belles idées mais se montre incapable d'en pour-

suivre la réalisation. Il manque de système, de persévérance, se voit dépourvu de talent d'organisation. Il se révèle inconstant, versatile. Faire fond sur lui, serait s'exposer à la déception.

Mais, en revanche, quel maître prestigieux, parfois, que ce « bourgeois » russe dans le domaine de la pensée. Quelle supériorité sur son frère d'occident que la vie moderne a rapetissé à son image, l'envoûtant sous des préoccupations matérielles, l'abaissant à des fins jouisseuses.

Chez le bourgeois russe — comme ces deux mots, en s'accouplant mal, répondent peu à leur objet — comme chez le Russe en général, il n'y a de mesure ni pour le temps ni pour l'espace. La vie réglée de nos pays n'y devient, certes, plus de mise, mais combien la vie tout court y gagne en ampleur ce qu'elle perd en intensité d'action.

*
* *

L'aristocratie russe. Il ne faut pas la confondre toute avec la poignée d'intrigants que nous avons vu graviter autour du morne palais

de Tsarskoïé-Sélo. Les princes Kropotkine, Lvof, Troubetskoï, les comtes Tolstoï et tant d'autres encore, sont parmi les plus purs, les plus beaux défenseurs de la démocratie russe.

Il y a eu une noblesse qui combattit avec le peuple pour le peuple, contre son intérêt de caste. Nous venons de nommer ses meilleurs représentants.

Il y a eu une noblesse se satisfaisant de la jouissance de ses biens, désœuvrée, devenue fonctionnaire ou servant à l'armée par passe-temps, partageant son existence entre ses terres, les capitales et les villes d'eaux étrangères. Elle affectionnait Paris, Biarritz, la Côte d'Azur, Florence, Homburg, les stations du Tyrol. Elle a été cosmopolite par excellence; son action aura été nulle sur les affaires du pays.

Il y a eu, enfin, la noblesse — pour une partie allemande d'origine — dont toute l'activité malfaisante se sera concentrée sur trois noms : Nicolas II, l'impératrice, Raspoutine. Ce sont les Frédériks, les Benckendorf, les Graabe, les Nilof, Voiéïkof, Tatischef, pour n'en citer que quelques-uns. Nous dirons ailleurs son

rôle néfaste voire pour le maître même qu'elle prétendait servir.

Le Russe de qualité est ordinairement d'éducation fort soignée, confié de bonne heure aux mains de gouvernantes et de précepteurs étrangers qui font de lui un polyglotte remarquable. C'est un mondain accompli, grand seigneur de manières, prodigue de son argent et de sa personne. Il s'entend, par son aménité, à plaire à son entourage, il aime à étonner par ses largesses ceux de ses pareils des pays occidentaux à qui des fortunes moindres ou plus de prévoyance demandent une prudente modération.

Sous cet aspect d'Européen séduisant, le Russe se découvre encore. Le désordonné de la vie de l'aristocrate russe dénonce la même absence de discipline que chez ses compatriotes de condition moyenne ou de la classe rurale. Il est indolent et faible de caractère comme eux, comme eux encore il obéit à une impulsion et se soumet à une fantaisie. C'est un esprit parfois, un cœur souvent, jamais un tempérament.

*
* *

Prise dans son ensemble, l'aristocratie s'est montrée relativement bonne pour ses serfs de naguère. Elle vivait le plus souvent avec eux sur un pied de familiarité, de simplicité biblique ; le Russe est démocrate d'essence et l'on n'observait point, dans les relations de nobles à petites gens, cet esprit féodal qui caractérise, par exemple, les rapports entre seigneurs et paysans polonais. Il est à souligner notamment que la noblesse russe a presque toujours été pour quelque chose dans les revendications sociales formulées par le pays sous le règne des Tsars.

Mais ses privilèges, les privautés qu'elle prenait en maintes occasions, sa richesse foncière, fabuleuse pour quelques grands propriétaires de majorats, constituaient un anachronisme dont le moujik, encore que fort peu développé, sentait toute l'iniquité. Aussi, bien que ne nourrissant pas de haine, à proprement parler, contre les descendants de ses *boyards*, la première chose que fit le peuple des campagnes durant la révolution de 1905

fut d'incendier et de saccager leurs domaines.

Si la noblesse terrienne mettait une façon de coquetterie à se faire simple, facile d'abord avec l'homme de la glèbe, elle se montrait hautaine avec le « bourgeois », désavouant ses opinions libérales si elle avait affaire à un intellectuel ou voulant marquer les distances au parvenu qu'était le marchand.

L'intellectuel, pour son compte, rendait avec usure ce mépris à une caste dont la supériorité n'était affirmée que par la force. Il réservait sa tendresse au moujik déshérité, s'employant clandestinement à lui ouvrir les yeux sur la misère de sa condition.

Le marchand, resté paysan par les défauts de cette classe, se montrait aussi retors avec ses anciens compagnons qu'obséquieux pour les puissants de son pays, achetant aux premiers, vendant aux seconds, sans se préoccuper du malheur des uns ni de l'offusquante splendeur des autres. *Beati possidentes* d'ailleurs lui-même, il s'adonnait peu ou pas du tout à la politique qui aurait nui à la prospérité de ses affaires, son unique souci.

*
* *

En Russie, le progrès moderne, jusqu'à présent, s'est superposé sans transition à des mœurs médiévales : le xxe siècle chevauchait le xve. Le moyen âge se révélait à chaque pas, dans les institutions que vient de léguer le tsarisme aussi bien que dans les types à fleur de coin que vous coudoyiez, âmes frustes, vierges, natures d'apôtres que nous connûmes parmi nous en d'autres âges, facies rudes et grossièrement modelés sur lesquels la complexité de notre existence européenne n'a point encore imprimé son sceau de débilité et de mièvrerie. Et, dans un décor de notre époque, à voir ce monde de temps révolus, ces coutumes de siècles passés, ces idées restées le patrimoine de générations disparues chez nous, on éprouvait une véritable impression de chaos. L'aspect extérieur pouvait faire illusion, mais quand on connaissait à fond ce qui était naguère l'empire des Tsars, on se rendait compte de l'énorme distance qui nous séparait d'avec nos alliés. Nous n'étions rapprochés, peut-être, Français et Russes, que par des défauts communs.

Mais la Russie délivrée de ses entraves, entrée maintenant dans la même voie que ses aînées en civilisation, va franchir en les doublant les étapes qui lui manquent pour les atteindre. Moins servile que ses maîtres de la veille dans la copie des méthodes prussiennes, elle retrouvera avec plus d'homogénéité toute sa puissante originalité. Les divers plans qu'elle accuse dans sa structure sociale se tasseront pour se fondre harmonieusement. La Russie se développera, s'organisera, les types qu'elle nous avait donné de connaître, ces déclassés et ces martyrs politiques, ces mystiques illuminés comme ces intrigants ou ces forbans revenus de lointaines Byzances ou de sombres jours de l'histoire de l'humanité vont disparaître. La patrie des Solovief, des Kropotkine, des Kovalevsky, va entrer dans le concert des nations d'Europe pour vivifier notre vieux continent par la fraîcheur de sentiments, l'envolée de néophytes, la sublime naïveté de ces généreux enfants que sont encore nos amis Russes.

CHAPITRE II

LE TSAR ET SA COUR

Nicolas II. — L'impératrice Alexandra Féodorowna. — Les grands-ducs. — La Cour. — Intrigues et influences occultes. — Raspoutine et la tragi-comédie de Tsarskoïé-Sélo.

Figure fugitive qui s'estompait dans le mystère d'un palais inaccessible, l'empereur Nicolas II déroutera un jour les historiens.

Les journaux français l'avaient représenté comme un autocrate éclairé à qui la guerre avait révélé les dangers d'une bureaucratie irresponsable et s'apprêtait à associer aux affaires, désormais, les forces vives de la nation. Illusions ou duperie. Le vrai Nicolas II n'avait malheureusement aucune ressemblance avec ce personnage de fiction. Il portait le même nom, c'était tout.

En réalité, le Tsar ne comprenait pas son peuple, n'avait aucun système, aucune poli-

tique, si ce n'est — par infatuation de lui-même autant que par la religion qu'il s'était faite de l'autocratie — le maintien intégral de l'absolutisme.

On l'a dit faible. Cette opinion est fausse, au moins en partie. Nicolas II a montré, au contraire, en dépit de flottements, une singulière suite dans ses idées et ses actes quand il s'est agi du prestige et de ce qu'il prenait pour les intérêts de la Couronne. Il eut une pensée maîtresse qui aura guidé sa vie : ne pas léguer à ses descendants un patrimoine moindre que celui qu'il reçut de ses aïeux. Il héritait cette conception de son père. Un jour qu'Alexandre III — revenant sur un premier mouvement qui lui avait fait déchirer, en montant sur le trône, le projet de Constitution élaboré par Alexandre II — voulut, à son tour, octroyer une charte à son peuple, le procureur du Synode Pobiédonotsef, consulté, répondit à son maître : « Sire, vous disposez d'un majorat dont vous n'avez pas le droit d'aliéner la plus infime partie. »

Alexandre III se le tint pour dit et ne parla plus de Constitution. Son fils, qui avait un culte pour sa mémoire — culte auquel nous

aurons été redevables de sa fidélité à l'alliance — se conforma à l'exemple de celui qu'il avait voulu prendre pour modèle. Et Nicolas II avait coutume de dire en une phrase qui le résumait : « Il y a deux journées à marquer d'une pierre noire dans mon existence : celles de Tsoushima et du 17 octobre 1905. »

La défaite d'Extrême-Orient et la Constitution accordée à la révolution étaient deux blessures dont il ne se guérit pas.

Aussi comprenait-on aisément, quand on connaissait ce trait fondamental de la psychologie du souverain, sa persistance à s'entourer de gens qui, en fait, le desservaient. Un Soukhomlinof, un Gorémykine, un Maklakof, un Schturmer, un Protopopof, pour ne parler que de ses derniers ministres, n'avaient garde de l'entretenir d'autre chose que de la nécessité du renforcement du pouvoir absolu. Gorémykine, interprétant en courtisan la sagesse patriotique de la Douma, au lendemain de la prorogation ordonnée par lui, venait lui dire, il n'y a pas deux ans : « J'en demande pardon à Votre Majesté, j'ai failli avoir peur, peur d'une révolution dont on me menaçait si nous renvoyions les Chambres ;

mais nous avons affaire à des enfants ! » Soukhomlinof, portant beau dans son uniforme de hussard de Grodno, venait, de son côté, lui affirmer que son armée, archiprête pour une guerre éventuelle, était à sa dévotion. Plus tard, Protopopof, concurremment avec Raspoutine, Protopopof perdu, affolé par les perspectives grandioses qu'il croyait devoir s'ouvrir devant lui, arrivait à son tour pour faire chorus avec le paysan madré de Pokrovsk et assurer au maître que Dieu et les esprits approuvaient l'œuvre saine accomplie sous les auspices de tels conseillers.

Cette atmosphère factice de confiance créée autour de sa personne cadrait trop avec les idées propres qui l'agitaient pour lui faire prendre longtemps au sérieux les avis salutaires qui ne lui ont pas manqué. Les dignitaires de l'empire prenaient peu volontiers sur eux le rôle ingrat de ces courriers de l'antiquité, porteurs de mauvaises nouvelles aux potentats. Pourtant, il s'en est trouvé pour ce geste audacieux.

Le comte Vorontsof-Dachkof, lieutenant-général du Caucase, qui avait été un ami personnel d'Alexandre III, présentant, peu

avant la guerre, son rapport à Nicolas II, au palais de Livadia, lui dit avec une crânerie qui lui était particulière, à l'issue de la conversation officielle, en remplaçant par le tutoiement le langage solennel du haut fonctionnaire : « Maintenant il faut que je te parle. Sais-tu qu'avec tes Raspoutine, tu vas à ta perte, que tu joues le trône de ton enfant ? » L'admonestation fut longue, le vieux serviteur éloquent. L'empereur, effondré sur un divan, termina l'entretien en s'écriant dans un sanglot : « Pourquoi Dieu m'a-t-il confié une si lourde tâche ? » Le lendemain, Vorontsof-Dachkof l'apercevait dans le parc, jouant avec son fils et le même Raspoutine !

Et ce fut, avant encore, M. Goutchkof, dénonçant à la Douma le scandale de la présence de ce paysan sadique à la Cour et faisant prévoir de funestes conséquences. Ce fut M. Kokovtsof, prévenant loyalement, lui aussi, le Tsar de l'effet produit dans le pays par les basses intrigues de courtisans. Ce furent MM. Sazonof, Krivochéine, le général Polivanof, signant une adresse pour demander au monarque de ne pas proroger la Douma,

mesure dangereuse proposée par Gorémykine. Ce fut M. Rodzianko, venant apporter très courageusement au palais les échos pénibles des réquisitoires du Parlement.

L'empereur avait une aversion marquée pour tous ceux qui venaient ainsi lui dire la vérité. MM. Kokovtsof, Sazonof, Krivochéine, le général Polivanof payèrent de leur poste, les uns après les autres, leur loyale attitude ; on peut trouver là également la raison déterminante du départ de M. Trépof. M. Rodzianko, que l'empereur appelait « l'archidiacre » pour sa voix de basse prophétesse de malheur, s'était aliéné par sa franchise, lui aussi, la sympathie de son souverain.

Celui-ci ne faisait appel, d'ailleurs, au concours de collaborateurs de leur valeur, que lorsqu'il avait peur. Il devenait alors prévenant, confiant, proposant de lui-même ce qu'il avait refusé la veille. Mais dès que sa peur diminuait, il commençait à tendre des pièges au ministre au parler franc, à lui jouer des tours, puis, un beau matin, il le « démissionnait ». Despote, il n'avait pas le geste souverain du maître qui frappe et qui casse, sûr de lui. C'est dans l'ombre que Nicolas II atteignait

ses adversaires ; il était faux et fuyant, froid et insaisissable.

Tout ce qui pouvait amoindrir le pouvoir suprême était systématiquement écarté par lui. Dès qu'un ministre prenait de l'importance aux yeux de l'opinion, il était marqué : sa démission l'attendait. M. Sazonof dut la sienne, en partie, à sa grande popularité. Quand Stolypine fut assassiné sous ses yeux, le monarque n'eut pas un élan vers cet homme qui avait voulu consolider son trône, et il quitta le théâtre où venait de se passer le drame sans même s'approcher du blessé qui, râlant, fit encore un suprême effort pour bénir d'un signe de croix le César pour qui il mourait. « Stolypine m'éclipsait », fut toute l'oraison funèbre qu'eut, des lèvres impériales, le premier ministre, au lendemain de ses funérailles.

Nicolas II n'a pas su se faire aimer, voire par ses plus proches serviteurs. Lui-même, en dehors des siens, n'affectionna rien ni personne. Défiant, parce que trop souvent abusé, il ne se livrait à aucun de ses proches. Il eut des favoris, mais pas de confidents. Il disgraciait et renvoyait ses ministres les plus

dévoués avec une facilité qui indisposa la plupart de ceux qui avaient assumé la lourde tâche de gouverner sous son égide. Le comte Witte, Kokovtsof, le procureur du Synode Samarine, M. Sazonof, malgré leur attachement sans bornes, furent congédiés comme des laquais. Son fidèle commensal, le prince Orlof, subit leur sort pour avoir critiqué Raspoutine. Avant eux, le comte Witte, connaissant les aîtres du palais de Tsarskoïé-Sélo, disait un jour, désabusé, au général Kouropatkine qui allait faire son premier rapport de ministre de la Guerre : « Surtout, ne croyez pas aux bons yeux que vous allez voir ! »

Son égoïsme était immense comme son ennui. On ne lui connaissait aucun goût, il ne faisait rien avec passion, ni même avec entrain. Pour lui plaire, il fallait le flatter ; pour conserver ses faveurs, il fallait le distraire et, surtout, ne pas lui parler d'affaires sérieuses, ni lui indiquer des difficultés ou des obstacles. Il s'offensait des résistances comme il manifestait une véritable aversion pour la discussion ; aussi se montrait-il toujours, en apparence, de l'avis de celui qui parlait. Combien

de ministres qui crurent avoir convaincu leur souverain pour ne point s'être entendu faire d'objection et qui, le lendemain, apprenaient par un journal que leur santé exigeait le repos !

En dehors, d'ailleurs, de son acte de foi sur la divinité de l'absolutisme, le dernier autocrate russe se montrait faible de caractère, incapable de prendre une décision, ouvert à toutes les suggestions de son entourage, ce qui lui faisait contremander ce qu'il avait ordonné quelques instants auparavant.

L'influence allemande se fit certainement sentir chez Nicolas II ; ses résistances premières aux réformes polonaises, sa répugnance à faire des concessions au temps venaient en partie, à n'en pas douter, des conseils intéressés de Guillaume II, transmis par la Tsarine. Jamais, cependant, le prestige indiscutable du souverain allemand aux yeux de son parent n'aurait pu faire abandonner à ce dernier sa ligne de conduite vis-à-vis de la France : l'ombre d'Alexandre III était plus puissante que la parole charmeuse du Kaiser.

Séparé de son peuple et des contingences extérieures par l'écran des intrigants de la

Cour, le Tsar n'apparaissait au public qu'en vision fugace, à quelque cérémonie officielle. Il avait alors un air timide, inquiet, des gestes nerveux et saccadés. Il ne se sentait à son aise, dans son élément et sans méfiance qu'au milieu de son armée. Dans un mess d'officiers de la garde, à quelque fête de régiment, Nicolas II s'abandonnait, devenait loquace, familier. Il s'y grisait parfois.

Le lendemain, dans la tristesse du parc blanc de neige du paisible Tsarskoïé-Sélo, l'empereur redevenait l'autocrate distant, déroutant par une mentalité à part, le potentat semi-asiatique que ses ministres n'abordaient jamais sans appréhension.

C'était celui qui, au cours des échauffourées révolutionnaires de 1905, répondait à un dignitaire qui venait, tremblant, lui annoncer l'émeute déchaînée dans la capitale : « Quels temps intéressants nous vivons ! » Et ajoutait en français : « Moi, ça m'asticotte ! »

Le Tsar a vu ce qui se passait autour de lui. Mais, à son sens, le bien de son peuple ne demandait pas une diminution de prérogatives tenues de droit divin. Le mystique qu'il était n'a pas estimé devoir céder ce qu'il

considérait comme un devoir de conserver intact.

Il reprenait à son compte, et avec plus de raisons, lui semblait-il, qu'un monarque d'Occident, ces paroles de Guillaume II : « Mon pouvoir royal me vient de la grâce de Dieu ; il ne vient ni des parlements, ni des assemblées, ni des votes populaires. » Ceux qui lui parlaient de concessions indispensables lui apparaissaient comme se trompant grossièrement ou coupables de lèse-majesté. Le peuple murmurant outrepassait ses droits. De même qu'il désirait sincèrement, peut-être, le bonheur de ses sujets, qu'il croyait pouvoir leur assurer dans l'asservissement, il signait sans un regret l'arrêt de mort de ceux qui commettaient le crime de vouloir leur émancipation.

Nous voulons citer, pour corroborer nos dires, cet article du *Novoïé Vrémia*, paru au lendemain du coup d'État.

« Lorsque l'empereur Nicolas monta sur le trône, écrivait le journal de Pétrograd, un horizon éblouissant s'ouvrait devant lui, il lui était permis alors de caresser les plus brillantes espérances. Las, quand il reçut peu d'années

après, les délégations de représentants de la nation, tout ce qu'il trouva à répondre à leurs timides demandes de libertés fut : « Allez, « messieurs, et abandonnez vos illusions ! » La Russie voulait vivre librement et en communion étroite avec son souverain et celui-ci n'y vit que rêveries insensées. Ses paroles, d'ailleurs, n'ont toujours causé que le désespoir ou d'amères déceptions.

« Il semblait un moment que la guerre russo-japonaise d'abord et la guerre actuelle ensuite lui avaient dessillé les yeux. Il n'en était rien, on le vit rester sourd à l'appel du pays tout entier, à la voix de la Douma, de la noblesse, des Zemstvos, du Conseil de l'Empire.

« Pour avoir placé sa raison personnelle et sa volonté au-dessus de celles de la nation russe, la couronne et le sceptre, dont se sont trop servis des valets de la Cour, se sont échappés de ses mains. »

Trop de fourbes courtisans l'avaient encensé en idole pour qu'il s'imaginât être un objet de haine. Le Tsar, mal conseillé, plus mal aiguillé encore par une conception fausse de ses devoirs et de ses droits, a vu grandir

le mécontentement de ses sujets mais n'en sut pas dégager une leçon. « — Comment s'écria-t-il, quand l'un de ses mauvais génies, l'amiral Nilof, son chef de pavillon, lui remit la dépêche du président de la Douma annonçant le soulèvement, une révolution à Pétrograd ? » L'exclamation d'un Louis XVI !

Et l'irrésolu qu'était ce têtu de fondre en larmes devant l'immensité d'un malheur qui le frappait brutalement sans qu'il en eût, jusque-là, discerné les approches.

Les icônes devant lesquelles se prosternait ce souverain moyennageux, aux heures d'accablement, lui avaient laissé supposer, dans leurs enluminures byzantines, que le temps n'avait pas marché depuis le boyard Michel Romanof, son ancêtre, et le premier tsar élu de sa dynastie.

*
* *

Il est délicat de toucher à une femme, à cette femme surtout, l'impératrice Alexandra Féodorowna, qui nous fut doublement hostile comme Allemande et comme souveraine.

Et pourtant, il est impossible de tracer un portrait ressemblant du Tsar détrôné, si on ne l'accompagne d'une esquisse, tout au moins, de celle qui symbolisa l'ambiance de Nicolas II.

Alexandra Féodorowna, petite princesse de Hesse, resta longtemps une figure effacée dans le sillage d'un monarque qui ne s'annonçait point lui-même comme appelé à jouer un rôle transcendant dans l'histoire de son pays. La jeune souveraine, mariée comme celles de son rang, n'exerçait, au début, aucun pouvoir sur celui auquel la destinée seule la liait. Le timide Nicolas s'était vu donner une maîtresse captivante par un père

désireux de lui voir plus de virilité ; il s'en était tenu à cette liaison et son mariage avec une étrangère qui lui était intellectuellement supérieure, ne fut tout d'abord pour lui que l'une des inéluctables obligations de sa charge.

La Tsarine, de son côté, ne parut pas nourrir, pour l'impérial compagnon qu'on lui avait donné, un sentiment autre que celui que peut faire naître une vie commune.

Elle avait trouvé, à la Cour, un bel officier dont elle fit le « héros de son roman », lui vouant une profonde affection dont les échos défrayaient la chronique clandestine de la capitale.

Bien que l'on prétende à Pétrograd que ce soit peut-être gratuitement que l'on ait attribué la paternité du grand-duc Alexis au Tsar, la naissance de cet enfant resserra les liens du ménage. Chez Alexandra Féodorowna, la mère devait faire taire la femme, laquelle, d'ailleurs, allait perdre d'assez mystérieuse façon l'objet de ses pensées.

Cette mort, jointe à une inquiétude religieuse qui se manifestait déjà, au trouble laissé dans son esprit par la vision révolutionnaire de 1905, la fit se pencher tout

entière sur le berceau du chétif rejeton des Romanof qui créait une intimité, une communauté de soucis pour l'avenir, entre les deux époux. Ce fut à dater de ce moment qu'elle prit dans l'esprit et la vie de son mari la place qu'y avait conservée jusqu'alors sa belle-mère, l'impératrice douairière.

Elle ne s'en servit malheureusement pas pour diriger l'indécis Nicolas II vers des idées plus modernes que son étroite conception de l'autocratisme. Plus ouverte, par son origine, aux idées d'Occident, elle aurait été susceptible d'aérer cette Cour asiatique qui n'avait copié celles d'Europe que dans leurs vices ou leurs défauts. Femme de tête, elle était à même de comprendre le danger qui la menaçait, elle et les siens, à vouloir s'isoler dans des conceptions d'un autre âge au milieu d'un monde qui voulait vivre avec son époque.

Elle ne le put. La perte d'un être cher, les appréhensions pour un fils adoré, la peur inexpliquée que lui donnait cette Russie mystérieuse, restée fermée pour elle, d'où montaient, confus, des grondements, avaient peu à peu amené la froide Germaine de naguère, néophyte orthodoxe, à un état d'exaltation

mystique qui confina à des troubles pathologiques. Cette mentalité maladive lui enleva toute faculté d'observation. Elle se laissa bercer par les vivats officiels qui accompagnaient les rares déplacements du couple impérial, prêta l'oreille aux flagorneurs et la huguenote de la veille se soumit aux pratiques grotesques ou sadiques de Grégoire Raspoutine, ce Cagliostro sibérien dont elle imposa la présence à son faible mari, sur lequel son influence devenait exclusive.

On ne l'aima jamais, on fut vite à la haïr lorsqu'elle sortit de sa réserve première pour intervenir dans toutes les affaires de l'État, faisant nommer ou démissionner ministres, hauts dignitaires, prélats dont les noms lui étaient chuchotés par ses commensaux. Une série de télégrammes adressés par elle au Tsar et dont le gouvernement provisoire a autorisé la publication, montrent combien elle s'occupait des affaires politiques. Ces dépêches sont rédigées en anglais car l'impératrice parlait assez mal le russe malgré vingt-trois années de séjour en Russie. Elles sont signées, comme celles du Tsar, des noms familiers que se donnaient les deux époux. L'une d'entre

elles, datée du 27 décembre, faisant allusion au procès du trop fameux policier Manassévitch-Manouïlof, secrétaire particulier de Schturmer et arrêté pour chantage, est ainsi conçue :

« Je vous demande d'arrêter immédiatement le procès Manouïlof. Le tribunal semble devoir être très sévère pour lui. Arrêtez tout dans votre propre intérêt. C'est absolument nécessaire pour la paix de votre esprit. — Alec. »

Le Tsar répondit : « J'arrêterai le procès sans retard. — Niki. » Et Alexandra d'exprimer sa satisfaction par ces mots : « Je vous remercie pour votre noble ordre d'hier. — Alec. »

Réactionnaire russe, la Tsarine fut encore patriote allemande, entretenant des relations suivies avec son pays d'origine. Le Kaiser sut les mettre à profit. C'est par la Tsarine qu'il transmettait ses messages, ses idées ou ses suggestions à son cousin.

A prendre ainsi — de par une psychologie devenue spéciale — les mauvais côtés de son rôle, l'impératrice ne pouvait que desservir les causes chères aux cœurs de ses sujets.

Elle desservit sa propre famille en tenant Nicolas II dans une atmosphère confinée de cloître où le malheureux se voyait tiraillé entre les respectueuses remontrances d'un Kokovtsof ou d'un Rodzianko, les flatteries d'un Maklakof ou d'un Protopopof et les pitreries religieuses de Raspoutine qu'il prenait pour l'un de ces « maly douchi », simples d'esprit, émanations de Dieu, par qui les Tsars moscovites, comme nos rois jadis avec leurs bouffons profanes, se laissaient tutoyer et invectiver.

C'est dans cette retraite inaccessible au monde extérieur qu'Alexandra Féodorowna, travaillée par sa confidente la Vyroubova, maîtresse de Raspoutine, exerçait son empire. L'Allemande manœuvrait pour sa patrie première ; la mère, en elle, incitait l'époux à maintenir le pouvoir dans ses formes surannées pour le règne à venir de ce frêle Alexis Nicolaévitch qui formait le trait d'union dans un ménage mal assorti. Et le Tsar de céder, bon époux et bon père, s'excusant de sa faiblesse, un jour, en répondant aux objurgations du comte Kokovtsof : « Ah ! vingt Raspoutine plutôt qu'une femme hystérique ! »

Cette femme a eu un beau geste. Elle aussi, comme il y a un peu plus d'un siècle l'Autrichienne, sera partie en beauté.

— « Vous n'avez devant vous qu'une sœur de charité », dit-elle aux émeutiers franchissant les grilles du palais déserté par sa garde cosaque.

Nicolas II a eu une parole émouvante, lui également, dans sa sincérité : « On m'a trompé ! »

Comprit-il qu'au-dessus des conseillers intéressés, il y aura eu une coupable, une inconsciente coupable, l'impératrice elle-même, Marie-Antoinette que l'Histoire qui se répète avait placée aux côtés de Nicolas Romanof pour le claquemurer dans un Trianon byzantin, à l'air vicié de religiosité maladive, où les fenêtres se fermaient comme sur un vent mauvais aux effluves venues du pays tout entier, chargées des aspirations d'un peuple qui se fût tenu prosterné devant son Tsar, si celui-ci avait, durant son règne, fait un seul geste méritant d'être applaudi.

*
* *

Les grands-ducs auront formé, depuis quelques années, un milieu retiré du monde de la Cour, ne prenant aucune part aux intrigues politiques qui se nouaient dans l'entourage du souverain. Ils ne faisaient qu'assister, navrés, à la farce sinistre jouée à Tsarskoïé-Sélo. Leur influence eût été certainement salutaire au trône si, dans le cercle très fermé du couple impérial, la famille avait pu conserver quelque poids.

Au début du règne, les frères de l'empereur défunt, les grands-ducs Vladimir, Alexis et Paul jouirent d'un certain crédit auprès de leur neveu. Puis, ces grands seigneurs, peu habitués par leur aîné à s'immiscer dans les affaires de l'État, attirés par Paris et rebutés par le provincialisme d'une Cour calquée sur celle d'un petit État allemand, cessèrent d'eux-mêmes, peu à peu, de se tenir en contact étroit avec Nicolas II.

Vladimir et Alexis moururent, laissant des souvenirs plus vivaces dans notre capitale que dans une patrie trop triste pour ces

joyeux viveurs. Le grand-duc Paul, veuf d'une princesse de Grèce, se voyait banni pour avoir épousé morganatiquement en 1902 la comtesse de Hohenfelsen, qu'il avait fait divorcer d'avec le comte Pistolkhors, officier de la Garde.

Avec ce dernier oncle qu'il éloignait pour satisfaire le puritanisme de son épouse, il restait à Nicolas II, comme parenté directe, deux sœurs et un frère, le grand-duc Michel, le préféré de leur mère.

Michel Alexandrovitch, ressemblant quelque peu physiquement à Alexandre III, en avait aussi la loyauté. Seulement, comme lui toujours, d'esprit lourd, d'intelligence plutôt moyenne, il ne s'est montré d'aucun conseil ni d'aucun secours pour le Tsar. Il fut exilé à son tour pour un mariage romanesque avec la fille d'un avocat, à qui l'on décerna par la suite le titre de comtesse en lui donnant le nom de l'un des domaines de son mari, Brassovo. Le grand-duc Paul et lui revenaient en Russie au commencement de la guerre.

Les deux sœurs du Tsar vivaient fort effacées dans leur palais de Pétrograd. La grande-duchesse Olga avait épousé un Oldenbourg,

la grande-duchesse Xénia, le grand-duc Alexandre Mikhaïlovitch. Le gendre de la grande-duchesse Xénia est précisément ce prince Youssoupof, comte Soumarok-Elston, l'un des justiciers de Raspoutine.

Comme membre proche de la famille et moins incolore que les précédents, on comptait encore la tante du monarque, veuve du grand-duc Vladimir, la grande-duchesse Marie Pavlovna de Mecklembourg. L'empereur passait pour la craindre. D'une vive intelligence, libre d'allures, naturellement majestueuse, elle en imposait visiblement, en tout cas, à son neveu, lequel a toujours été d'une excessive timidité auprès des femmes.

Le palais de Marie Pavlovna était devenu le lieu de réunion des Romanof, tenus écartés du chef de la dynastie par la soupçonneuse Alexandra. On a dit de celle que l'on appelait « la grande-duchesse Vladimir », qu'elle rêvait de voir l'un de ses fils remplacer un jour sur le trône le falot personnage dont chaque acte précipitait la perte. Sa conversion à l'orthodoxie, elle princesse allemande, fut interprétée dans ce sens; on a vu depuis que le grand-duc Cyrille, probablement sur son

conseil, a été le premier rallié à la révolution. Si de semblables projets ont véritablement été nourris par Marie Pavlovna, ils ne prouveraient nullement en faveur de sa perspicacité. Ses trois fils, Cyrille, Boris et André ne jouissaient, en effet, d'aucune popularité. Le premier, marié à la propre belle-sœur de l'impératrice, femme divorcée du grand-duc de Hesse, n'avait eu qu'une heure de célébrité comme survivant du cuirassé *Pétropavlovsk*, coulé pendant la guerre russo-japonaise. Le second ne s'était signalé que par le scandale d'une vie de fête. Le troisième était presque un inconnu.

Après les « Vladimir » venaient toute la kyrielle des cousins dont les rejetons ne portaient même plus le titre de grands-ducs afin d'éviter que la liste ne s'en allongeât indéfiniment. Il convient de citer tout d'abord les fils de feu l'ancien feld-maréchal, grand-duc Michel, les « Mikhaïlovitch[1] », le grand-duc Nicolas, historien réputé, membre associé de l'Institut de France, le Philippe-Egalité de la famille, se sentant plus à l'aide dans notre

1. La terminaison *evitch*, *ovitch*, veut dire fils de..., *evna*, *ovna*, fille de...

démocratique Paris, où il cultive de chaudes amitiés, qu'en cette Russie Raspoutinienne qu'il stigmatisa courageusement; le grand-duc Serge, grand maître de l'artillerie et le grand-duc Alexandre, époux de la sœur de l'empereur.

Puis venaient les « Nicolaévitch », le grand-duc Nicolas, le généralissime de 1914-1915, dont le Tsar prit ombrage en voyant sa popularité et qui se ruina dans l'esprit de la Tsarine par les façons cavalières que la noblesse de son caractère lui avait fait adopter vis-à-vis de Raspoutine. Le grand-duc Nicolas Nicolaévitch aura été un soldat dans toute l'acception du terme. Bien qu'il méprisât comme il convenait Nicolas Romanof, il ne voyait en lui que son souverain et se montrait le plus soumis des sujets, le plus déférent des subordonnés, pendant que son homonyme, Nicolas Mikhaïlovitch, socialisant qu'il était, affectait la plus parfaite désinvolture.

Il nous revient en mémoire un épisode, infime en soi, qui montrait les trois Nicolas sous leur véritable jour. C'était, il y a cinq ans, pendant les fêtes du centenaire de 1812, dans la plaine de Borodino, au pied de cette re-

doute de Chévardino où l'on venait de procéder à l'inauguration de la stèle érigée par le Souvenir français aux morts de la Grande Armée. L'empereur y assistait. Nerveux, inquiet, comme toujours, il frisait machinalement sa moustache, l'œil se portant non sans effarement sur les assistants, des Français familiers que l'on ne pouvait tenir à distance ainsi qu'on venait de le faire, durant ces journées commémoratives, pour le populaire russe. On signait un procès-verbal d'inauguration que le général de Torcy allait emporter en France. Les grands-ducs, les uns après les autres, apposaient leur paraphe au-dessous de celui de leur souverain. Quand vint le tour de Nicolas Nicolaévitch, faisant ce qu'aucun de ses prédécesseurs n'avait cru devoir faire, il s'approcha du Tsar et, talons joints, la main à la visière, il lui demanda : — Puis-je signer ?

— Certes, lui répondit, d'un air fatigué, Nicolas II.

Pendant ce temps, nous rejoignant à l'écart où nous nous trouvions avec notre ami Jean Ajalbert, venu assister à cette exhumation de l'Epopée, Nicolas Mikhaïlovitch, les mains dans

les poches de son grand uniforme de chevalier garde, disait, bonhomme :

— Laissons cette petite fête de famille et parlons d'autre chose...

L'ancien commandant en chef des armées russes a un frère, le grand-duc Pierre, marié comme lui à une princesse monténégrine ; ce dernier, rien moins que courtisan, fuyait la Cour, habitant en Crimée la plus grande partie de l'année.

Enfin, venaient les « Constantinovitch », de tout jeunes gens dont le père, Constantin, mort pendant la guerre, s'était adonné aux arts et laisse des pages de musique appréciée.

Le grand-duc Paul, dont nous parlions tout à l'heure, rentré en grâce, était redevenu un assidu de Tsarskoïé-Sélo. Il ne put, néanmoins, éviter l'exil à son fils, le grand-duc Dmitri, impliqué dans le meurtre du paysan sibérien.

Les filles de l'empereur, dont l'aînée, Olga, fut tour à tour destinée à ce même Dmitri et au prince royal de Roumanie, ne jouaient, elles non plus, aucun rôle marquant au Palais. Trop jeunes pour y tenir une place en vue, elles se

voyaient même supplantées, dans le cœur de leurs parents, par le tsarévitch Alexis, que l'empereur et l'impératrice, tremblants pour sa santé délicate, entouraient d'attentions. Pour complaire au père et à la mère, aussi bien que pour prendre hypothèque sur l'avenir, l'entourage avait fait de ce garçonnet gâté et volontaire, le centre de la Cour.

*
* *

La Cour ! Elle avait perdu tout éclat depuis la révolution de 1905. A dater de cette époque, pour se mettre lui et les siens à l'abri des attentats, le Tsar avait quitté ce Palais d'Hiver contre lequel était venue déferler, il y a douze ans, la première vague populaire. Il s'était établi en permanence aux portes de Pétrograd, dans le paisible Tsarskoïé-Sélo, tout empli de l'ombre de la grande Catherine. Là, dans le cadre sans faste d'une demeure aux proportions modestes, Nicolas II se sentait à son aise, moins écrasé que dans l'immense bâtisse de sa capitale, plus en sûreté aussi, derrière les cavaliers cosaques du Kouban qui veillaient à ses portes. L'impératrice y recou-

vrait un peu de tranquillité d'esprit, elle qui avait été fortement éprouvée par la vision de ce peuple venu la prière aux lèvres et fusillé sans miséricorde sous ses fenêtres, durant les affreuses journées révolutionnaires d'octobre.

Depuis cette réclusion, les fêtes et les galas avaient pris fin. Seules avaient été maintenues quelques réceptions indispensables, cérémonies obligatoires dont on s'acquittait comme s'il se fût agi de corvées et où, le plus souvent, la grande-duchesse Marie Pavlovna remplaçait l'impératrice malade, égarée par ses terreurs maternelles ou religieuses.

Le protocole s'était relâché, la vie traînait, languissante. Les aides de camp de service, des ministres venus faire un rapport, étaient les uniques visiteurs du dehors pour rompre la monotonie d'une existence retirée. Les hôtes ordinaires se bornaient à quelques dignitaires, Frédérics, le ministre de la Cour, vieillard gâteux de soixante-dix-huit ans qui avait encore de l'allure mais, avec un mauvais esprit, n'avait que cela, Voïéïkof, Nilof, suivants obséquieux, sans valeur personnelle, Benckendorf, maréchal de la Cour décoratif, mais aussi insignifiant que ses compagnons. On

savait, dans ce cénacle, bomber un torse, roidir une jambe, faire sonner des éperons mais on n'y fit, malheureusement, jamais sonner de vérités. « Cela durera bien autant que nous », telle était la devise.

A côté de ce monde chamarré de dorures et d'ordres, cette domesticité titrée, de garde aux portes ou aux antichambres, le palais de Tsarskoïé abritait encore deux personnes, deux êtres bien disparates et pourtant alliés, une femme de « distinction » et un moujik illettré : la Vyroubova et Raspoutine.

C'étaient là ces « forces occultes et irresponsables » dont il fut tant parlé et que dénonçaient à la Douma les députés de droite et de la gauche, le comte Bobrinsky, M. Pourichkevitch, comme M. Milioukof ou les socials-démocrates Skobelef et Tcheidzé, ce « pouvoir souverain scandaleux » contre lequel s'insurgeait la noblesse réactionnaire elle-même, en des résolutions votées dans ses congrès.

*
* *

Anna Vyroubova avait été l'une des demoiselles d'honneur de l'impératrice, étant encore

Mlle Tanéïef, fille du directeur de la Chancellerie particulière de l'empereur. Elle devint, dès le début, la préférée d'Alexandra Féodorowna, bien qu'au physique comme au moral elle fût de la plus grande vulgarité.

Elle épousa un officier de marine, Vyroubof, mais cette union dura peu. Le mari demanda à l'empereur, après une scène orageuse au palais même, l'autorisation de divorcer.

Le général O... dont nous parlions tout à l'heure, qui avait su faire battre le cœur de la passive Alexandra Féodorowna, venait de mourir dans des conditions restées inexpliquées, en arrivant au Caire, où il s'était rendu pour soigner une maladie subite. La Tsarine, douloureusement frappée, fut atteinte d'une crise violente de neurasthénie. Elle ne voulait voir personne et consigna sa porte. Mme Vyroubof seule, restée à la Cour sans charge définie, partagea la claustration volontaire de la souveraine qui, pour ne point passer sans compagnie des nuits sans sommeil, lui avait fait dresser un lit dans ses appartements privés. Des bruits malveillants coururent à ce moment au sujet de la jalouse et exclusive amitié dont l'impératrice entourait son ancienne

demoiselle d'honneur, devenue, sans autre titre, son inséparable compagne et la dépositaire de ses plus intimes pensées. Mlle Tanéïeff devint pour tous *la Vyroubova*, maritorne sans grâce, ressemblant plus à une économe de pension bourgeoise qu'à la confidente d'une impératrice, mais par qui il fallait passer si l'on voulait obtenir avec certitude quelque charge ou quelque faveur dépassant l'ordinaire des choses.

La Vyroubova, omnipotente sur le cœur de la Tsarine, allait faire partager sa puissance à l'être grossier et malpropre dont cette corpulente personne — qui l'eût soupçonné à la voir — était devenue l'amante passionnée, à ce Raspoutine sur lequel, croyons-nous, toute la lumière n'a pas encore été complètement faite hors de Russie, encore que depuis que les plumes ont été déliées, on se soit beaucoup occupé du personnage.

Nous avions essayé, en 1914, après le *Lokal Anzeiger* d'en donner le portrait en pied dans le *Temps*. On hésita à le publier. La France avait des scrupules, combien regrettables, ignorés de l'organe de la Cour allemande, malgré les étroites relations de cette dernière

avec Tsarskoïé-Sélo. Nous allons reprendre tardivement, à notre sens, cette étude complexe en la mettant à la portée de mentalités occidentales, car nous entrons, avec Raspoutine et ses commensaux, dans le plus pur byzantinisme.

*
* *

Depuis longtemps déjà, de par le mysticisme du pays, la cour des Tsars avait connu la présence et l'influence de thaumaturges, d'innocents qui pouvaient dire au maître redouté ce que n'osaient les plus grands dignitaires de l'empire, d'exaltés ou de spirites, Savonaroles, Cagliostros ou Nostradamus, simples hystériques autrefois, devenus avec le temps charlatans profitant de la naïveté ou de la cupidité de leurs contemporains.

Nicolas Ier eut son Koréïcha, moujik inspiré. Alexandre III consultait un prêtre qui faisait des miracles, le père Jean de Cronstadt, dont la mémoire a été prétexte à la formation d'une secte de violenteurs de jeunes filles, les Joannites, laquelle existe toujours.

Avec Nicolas II, nous eûmes d'abord un

magnétiseur, un Français, Philippe, de Lyon, appelé à Pétersbourg, il y a quelque quinze ans, pour « suggérer à l'impératrice de donner au trône un héritier » attendu de toute la Russie.

Puis vint un illuminé, le moine Illiodore. Raspoutine les éclipsa tous ; nous faillîmes cependant le voir remplacer par un Juif américain, descendu au Grand Hôtel de Pétrograd, à qui ses expériences d'occultisme attirèrent une clientèle presque aussi nombreuse que celle du rustre sibérien. Dans les tout derniers mois du règne de Nicolas II, on nous parla même d'une sourde-muette dont les grognements étaient interprétés par de graves personnages et de dignes dames — devait-on assez rire sous cape — comme des paroles venues d'En Haut, que l'on se devait de faire entendre à la Tsarine.

Un jeune et beau moine monténégrin, Mardary, conquit également les faveurs des hautes sphères. Il allait succéder à Raspoutine si la révolution n'était venue mettre un terme à ces turpitudes.

Raspoutine vivant sut rester maître du terrain, en dépit des efforts de camarillas con-

currentes à la sienne. Le gaillard était de taille à tenir tête aux cabales.

*
* *

Tout au fond de la *taïga* sibérienne, dans le gouvernement de Tobolsk, au district de Tumen, existe un village perdu que devait illustrer celui dont l'histoire russe aura à enregistrer le règne scandaleux. On le nomme Pokrovsk. Comme la plupart des habitants des agglomérations de ces régions, les gens de Pokrovsk sont d'anciens forçats libérés des geôles proches, devenus cultivateurs pour vivre mais restés délestés de scrupules et jamais à court d'expédients. Le langage paysan les flétrit d'un terme — fort approprié d'ailleurs en l'occurrence, — qui est la pire insulte pour le moujik russe : voleurs de chevaux.

Grégoire Raspoutine naquit en 1871 de la famille la plus misérable d'entre les plus pauvres du village. Son père se nommait Efim. On avait ajouté à ce nom pour lui faire un état civil, le sobriquet de *Raspoutine*. Le hasard fait bien les choses ! Raspoutine voulait dire *le dissolu* par altération du mot « raspoutnik ».

Le fils allait pleinement justifier le sobriquet déjà mérité par le père. Et le triste sire en tira fierté plus tard quand, pour faire cesser les plaisanteries faciles auxquelles ce nom et la vie de débauche de son porteur donnaient trop facilement naissance, la Tsarine lui fit donner le nom de *Novy*, le Nouveau. « Raspoutine suis, avait-il accoutumé de dire, à la manière d'un Rohan, Raspoutine resterai ! »

Le jeune Grégoire enfreignit à ce point la morale pourtant relâchée de ses semblables, que le tribunal des paysans de Pokrovsk lui fit administrer le fouet, à plus d'une reprise, pour des délits commis au préjudice de ses voisins, de connivence avec deux compagnons de prédilection, le jardinier Barnabé et Striap-chef.

M. J.-W. Bienstock, dans une biographie du drôle fort documentée [1], rappelle que les archives du tribunal de Tobolsk conservent trois dossiers d'affaires où l'inculpé est Grégoire Efimovitch Raspoutine : la première concerne un vol de chevaux, la seconde un faux témoignage, la troisième le viol d'une vieille

1. Parue dans le *Mercure de France*.

mendiante et de deux fillettes de douze et treize ans.

Un jour, Grégoire eut à conduire en voiture dans un village voisin du sien, un prêtre qui jouissait parmi les paysans sibériens d'une grande vénération. Cet homme de bien voulut convertir le réprouvé dont la mauvaise réputation était notoire. Il crut y avoir réussi car, à compter de cette rencontre, Raspoutine parut changer de vie. Il séjourna quelques temps dans un monastère des environs, à Verkhotourié, pour reparaître à Pokrovsk, confit en dévotion. Il se fit *strannik*, c'est-à-dire quêteur, errant de village en village pour la construction supposée d'églises. Le matois avait trouvé sa voie ; exploiter la superstition religieuse de ses congénères lui sembla source facile de profits et de considération. Il joua au cénobite, adopta un jargon incohérent qui faisait impression sur les primitifs de son entourage ; il ne parlait plus que par paraboles et ce coin déshérité de Sibérie devint la Judée de cet imposteur que l'on gratifia bientôt du nom de ces paysans, véritables moines laïques qui vont prêchant la bonne parole et que l'on appelle vénérables, *staretz*.

Il acquit un ascendant marqué sur les femmes et compta bientôt de nombreuses Madeleines; ses admiratrices et ses disciples formèrent une sorte de confrérie où l'érotisme le disputait à la religion. Le chef, d'ailleurs, en avait posé les bases en une loi qu'il fit adopter ultérieurement non seulement à la Cour que présidait une demi-folle, mais même dans les salons les plus fermés, subitement ouverts devant ce dispensateur des biens terrestres.

« Le salut est dans la contrition, avait imaginé de dire le rusé compère, la contrition ne peut venir qu'après le péché. Péchons donc, mes sœurs, pour mériter notre salut! » « En péchant avec moi, ajoutait-il lorsqu'il fut parvenu au faîte de sa puissance, le salut est d'autant plus certain que j'incarne l'esprit saint! »

Mais les paysans de Pokrovsk, pour moins cupides ou moins corrompus que les gentes dames de la capitale, ignorant la névrose ou la soif des honneurs, n'adoptèrent pas tous cette doctrine. On a souvenir de plaintes qui furent adressées par le clergé local au Synode. L'une d'elles décrivait les scènes du sabbat

auxquelles se livraient les adeptes de Grégoire. Voici ce document :

« On se réunit nuitamment dans la campagne autour d'un bûcher sur lequel on répand de l'encens et des plantes aromatiques. On y met le feu et, se tenant par la main, hommes et femmes dansent une ronde autour du brasier en répétant sans arrêt : « Seigneur, pardonne-nous le péché en raison de notre repentir ! » La ronde s'échevèle, les paroles ne deviennent plus que des balbutiements et lorsque la chaîne se disloque autour du feu qui s'éteint, hommes et femmes se laissent choir et s'accouplent au hasard. Les hommes arrachent à leurs compagnes un ruban ou un morceau de leur robe pour savoir avec qui « ils ont éprouvé leur chair » et il arrive que le père reconnaît sa fille, la mère son fils. »

Ces plaintes, loin de nuire au novateur, attirèrent l'attention sur lui ; l'autorité ecclésiastique prescrivit même au clergé du lieu d'instruire Grégoire Raspoutine. Sa réputation faisait tache d'huile ; on venait à lui de fort loin pour baiser son caftan, se faire imposer les mains par ce saint qui, comme dans tous les cas d'auto-suggestion, passait guérisseur.

Des dames de Tobolsk se joignaient aux naïves paysannes, sa renommée franchit les frontières de son gouvernement.

Raspoutine devint ambitieux ; la bêtise humaine qu'il avait vue sans fond, l'avait rendu confiant en lui-même.

Le supérieur du couvent de Verkhotourié, où il avait fait un court séjour, l'ayant muni d'une lettre de recommandation pour le père Jean de Cronstadt, il abandonna sa femme et ses deux filles et s'embarquait à Tobolsk un beau matin de l'année 1904, à destination de la lointaine capitale.

Le père Jean accueillit fort bien celui qu'on ne nommait encore que le vénérable ; il le présenta à plusieurs prélats qui se laissèrent séduire par la piété du saint homme et l'introduisirent dans la maison la plus difficilement accessible de Pétersbourg, celle de la comtesse Ignatief, salon de princes de l'Église et de dévotes, de hauts fonctionnaires civils et de grands chefs militaires où, sous prétexte de religion, on s'adonnait fort activement à la politique.

Raspoutine devint bientôt l'oracle de ce cercle ; sur la foi de ses premiers introducteurs,

dont l'archevêque Théophane, estimé à juste titre, on fit tout de suite grand cas des lieux communs qu'il débitait dans son parler pittoresque de rural. Chacun de ses truismes provoquait l'admiration des vieilles dames. Les jeunes ne tardèrent pas à faire chorus, pour ménager le butor que l'on sentait en passe de devenir important.

Le paysan débauché, tartufe ignare, fut décrété truchement du Seigneur ; on le sacra voyant, intercesseur, prophète, parcelle de la divinité. Il devenait célèbre, d'une célébrité dont les échos parvinrent à Tsarskoïé-Sélo par la bouche d'une des premières conquises, la Vyroubova.

Les portes du palais impérial s'ouvrirent devant lui. A partir de ce moment, il ne lui fut plus possible de dénombrer ses fidèles. Il en avait dans tous les mondes, paysans et paysannes abusés, bourgeois croyants. Mais il les comptait surtout parmi les plus grandes dames d'une aristocratie dégénérée par l'alcool, névrosées à qui cet homme qui sentait le bouc inspirait des idées lubriques ou arrivistes éhontées qui toléraient les privautés répugnantes de Grégoire afin d'obtenir par son

entremise de l'avancement pour des maris, des frères ou des amants.

Son ascendant sur l'impératrice fut prodigieux. Raspoutine, dont les yeux clairs dans un cercle de bistre avaient une fixité vraiment troublante, la magnétisait, la conseillait et la calmait. Il la tutoyait et la subjuguait par des rappels constants de quelque parole de l'Évangile à laquelle il donnait une forme originale. Une lettre d'Alexandra Féodorowna dont l'*Outro Rossy* a donné copie récemment prouvera l'empire que Raspoutine avait pris sur elle :

« Comment vous remercier pour tout ce que vous êtes pour moi, écrivait la tsarine au grand favori. Mettre sa tête sur votre épaule, ne rien dire, sentir seulement la joie de la paix et de l'oubli ! Quelle bénédiction divine ! Je vous remercie de m'avoir donné ce bonheur.

« Pardonnez-moi toutes mes imperfections. Je demande à être bonne et une vraie chrétienne, mais c'est si difficile ! Combien il est malaisé de surmonter ses mauvaises habitudes. Mais vous m'aiderez. Vous ne me quitterez pas, car je suis faible et je vous aime et n'ai foi qu'en vous seul.

« Aidez Anna (Vyroubova). Elle a de grands ennuis. Vous savez tout. Dieu veuille que nous nous rencontrions bientôt. Je vous embrasse. Pardonnez-moi et donnez-moi votre bénédiction. Votre fille : A. » Des lettres conservées à Pétrograd sont de véritables épîtres d'amour.

Il sied cependant de mettre fin aux calomnies qui firent du thaumaturge plus que ce qu'il n'était en réalité pour son auguste pénitente. La malheureuse se traînait bien à ses genoux, consentit même — c'est un grand-duc qui en témoignait — à des attouchements révoltants, mais son visage ruisselait de larmes, c'était là la coulpe d'une exaltée et non l'extase d'une Messaline. Le drôle, pendant ce temps, la bénissait au nom du Dieu dont il était le porte-paroles. Il se flatta, il est vrai, d'avoir toutes les faveurs de cette pauvre femme ; interrogé, un soir de débauche, dans un restaurant de nuit de Moscou, sur la source de son pouvoir, cet ignoble personnage se livra à une exhibition obscène et précise qui fixa les assistants. Il mentait, ce pouvoir-là, il ne l'exerçait que sur une suivante et une collection de névropathes cherchant

des sensations nouvelles ou des bénéfices immédiats.

Dans cet ordre temporel, l'homme qui avait reçu le don divin « de guérir des passions voluptueuses » s'acquitta infatigablement de sa mission; les carrosses armoriés de belles « repenties » stationnèrent chaque jour plus nombreux devant la porte du modeste appartement occupé par lui à la Perspective Anglaise d'abord, à la Gorokhovaïa ensuite.

La bacchanale qui commença alors n'a pas de nom. Les scènes qui se déroulaient au domicile de *Gricha*, comme on l'appelait parfois en employant le diminutif de son nom, dans les établissements de bains[1] ou les appartements princiers où il était l'hôte choyé, ne peuvent se décrire; l'abjecte bassesse de ses sujettes ne saurait, de même, se qualifier. Boccace était vieux jeu pour ce

1. « Le prophète me raconta, avec force détails, comment il s'était baigné avec Mme Vyroubova et avec d'autres dames; comment il avait prodigué ses consolations à la nourrice des enfants impériaux et à d'autres femmes; comment, dans la cellule du père Macaire, à Verkhotourié ces femmes lui avaient témoigné leur amour. » *Extrait d'une lettre du moine Illiodore.*

« Saint père », comme l'appelait l'impératrice ; les comédies d'exorcisme qu'inventait l'érotomane pour « délivrer ses filles spirituelles du démon de la chair » auraient fait pâlir d'envie feu le marquis de Sade. Et des pères — nous en pourrions nommer — lui livrèrent leur fille, des maris leur femme.

Un jour, dans une famille d'un grand nom, Raspoutine, à qui l'on avait donné pour voisine de table une vieille dame outrageusement décolletée, eut le geste de Tartuffe de Molière et, jetant sa serviette sur une gorge sans attraits, il s'écria avec le sans-gêne que lui donnait sa toute-puissance : « Cache donc ça. » Au sortir du dîner, il enlaça la taille, sous les yeux des parents ravis, d'une jeune fille, mineure encore, qu'il entraîna dans un salon voisin. Comme il en revenait, quelques instants après, une respectable douairière, prise elle aussi par la folie commune, se pencha vers la personne qui nous rapporta ces scènes, en lui murmurant : « Ce bon saint père ! N'est-il pas juste qu'il jouisse, lui aussi, de quelque plaisir terrestre ! »

Nous disions un jour à un diplomate étranger avec lequel nous nous entretenions de cette

orgie : « C'est Byzance. — Non, nous répondit-il, c'est Charenton ! »

*
* *

La Vyroubova avait été des premières à vouloir se faire exorciser par ce mâle vigoureux qui tranchait sur les mièvres sigisbées de son monde. Comme nous l'avons dit, ce fut elle qui l'introduisit au palais et présenta à l'impératrice celui dont elle devint l'esclave, car cette matrone charnue, ne rappelant en rien une duchesse de Chevreuse, avait la sensualité d'une morphinomane.

Raspoutine, qui acceptait comme naturelle son extraordinaire fortune, se comporta tout d'abord en dévot devant celle qu'entre familiers il appelait la « petite mère ». On ne pouvait effaroucher une néophyte. Il la subjugua à ce point par sa faconde et son imperturbable assurance, qu'elle exigea de ses filles des examens de conscience quotidiens avec le digne homme, manifestation évidente de la divinité, ce, au grand scandale de la gouvernante qui quitta, épouvantée, une maison incompréhensible pour sa claire raison d'Anglaise. Le

grand-duc héritier fut immédiatement aussi parmi ses ouailles. L'empereur admettait, comme l'avaient fait pour d'autres ses aïeux, les déclamations enflammées de ce fakir sibérien. Il supportait cette atmosphère de vice et d'aberration pour avoir la paix dans son ménage.

Cependant, le haut clergé s'émouvant des scandales quotidiens du « saint père », la Douma, par la bouche de M. Goutchkof, s'indignant de l'hospitalité donnée à ce forban par la famille impériale, on décida un jour, non sans regret, de se séparer de lui. On lui intima l'ordre de regagner son village natal. Le Tsar et les siens étaient alors en villégiature à Spala. Raspoutine partit, mais en s'éloignant il déclara à Alexandra Feodorowna : « Vous chassez l'homme du Seigneur. Dieu se vengera en vous frappant dans ce que vous avez de plus cher ! »

En cours de route, il déclarait : « Je ne dépasserai pas Moscou, vous verrez. On me rappellera. »

Et, effectivement, par une coïncidence malheureuse pour le sort des Romanof eux-mêmes, le tsarévitch tombait malade à ce

moment-là. L'impératrice, affolée, vit le doigt de Dieu dans ce qui n'était que hasard. Un télégramme lui manda de revenir sur le champ.

Et Grégoire revint, plus fort que jamais; il allait pouvoir se livrer librement, ouvertement, à sa débauche éhontée, à ses intrigues; qu'avait-il besoin désormais de tunique de Nessus, puisqu'on allait le tenir maintenant au palais comme *mascotte* du frêle héritier!

Il était devenu tabou, le comprit et le fit bien voir. Avec les croyants il joua encore au saint, par habitude, en leur disant : « Si tu me repousses, Dieu t'abandonnera ». Aux sceptiques, il parla un langage plus terre à terre mais non moins convaincant : « Si tu ne m'obéis pas, je saurai te faire punir par mes amis! » De cette façon, il avait toutes les clientèles. A côté de la sarabande de femmes hystériques ou simplement pratiques, nous eûmes effectivement la ruée des hommes ambitieux, en mal de portefeuilles ou de prébendes. Le pouvoir de Raspoutine devint illimité. Devant lui s'abaissaient les personnages les plus considérables; quiconque l'ignorait en prétendant le remettre en place, était en effet immédiatement destitué. Le véritable empereur c'était

lui, par le truchement de la Vyroubova agissant à son tour sur l'impératrice. L'autre, Nicolas II, ne faisait qu'apposer son paraphe sur les décrets de cette trinité.

Devant les sursauts de la conscience populaire, après les conseils d'un Vorontsof-Dachkof, on éloignait à nouveau pour un temps l'imposteur. Il partait alors, accompagné à la gare Nicolas par une foule de fidèles. Il feignait de regagner la Sibérie, mais rentrait tôt après, réclamé par la souveraine.

L'archevêque Théophane, tout aux remords d'avoir permis à ce misérable de devenir malfaisant et confus d'avoir prétendu « sentir en lui la voix de Dieu », l'évêque Hermogène, un de ses anciens protecteurs également, le moine fanatique Illiodore — qui ferait à lui seul un chapitre de l'histoire mystique de la Russie — un moment l'ami dupé de Raspoutine, essayèrent les uns et les autres, dans des intentions louables, de déboulonner cette divinité en dénonçant ses pratiques. Raspoutine fit amende honorable pour la forme et, fort de ses relations, tira vengeance de ses accusateurs. Hermogène fut envoyé dans un couvent, Théophane en Tauride et Illiodore,

traqué par la police, dut se réfugier à Christiania, d'où les autorités russes parvinrent à le faire partir, à la suite de circonstances que nous rapporterons tout à l'heure.

Le pauvre Illiodore était assez vite revenu de son erreur première sur le compte de Raspoutine. Rapportant dans une lettre ses impressions sur l'apostat dans les débuts de leur connaissance, Illiodore nous a laissé un curieux document dont voici quelques passages. « Au cours de son voyage à Tsarytsine avec Mgr Hermogène, Gricha me demanda de faire avec lui la tournée de mes ouailles. On le reçut partout comme un ange du ciel. On le saluait jusqu'à terre, les gens cultivés comme les autres. Quant à lui, dans toutes les maisons où il pénétrait, il embrassait les femmes jeunes et jolies, écartant celles qui avaient pris de l'âge.

« C'est pendant son séjour à Tsarytsine, que Gricha s'isola, un jour, pendant quatre heures, dans la compagnie d'une jeune fille, religieuse au couvent de la ville, à laquelle il voulait prodiguer ses consolations. Je n'ai connu ces faits que trois ou quatre mois plus tard.

« A la fin de novembre, Gricha m'emmena au village de Pokrovsk, d'où il était originaire. Pendant le voyage, qui était assez long, je m'efforçai de découvrir en Gricha le témoignage de sa valeur, de son pouvoir miraculeux ou de ses dons exceptionnels. En vain. Mon compagnon me parla presque exclusivement des femmes. Et les propos qu'il m'adressa, relatifs à mon influence sur celles que je dirigeais, me remplirent d'un sentiment de gêne et me firent douter gravement de la sainteté de mon interlocuteur.

« Au cours d'un autre voyage, il me parla du Tsar et de la Tsarine. « Pour le Tsar, me dit-il, « je suis le Christ... Le Tsar et la Tsarine me « saluent, ils s'inclinent devant moi. Les en- « fants du Tsar se prosternent à mes genoux, « ils me baisent les mains. » Il me dit bien d'autres choses encore; je rougissais en l'écoutant.

« Nous arrivâmes à Pokrovsk, où je me mis à observer plus attentivement mon hôte. Il vivait largement; il possédait une belle maison, garnie de tapis précieux, d'icônes, de portraits, de cadeaux de Leurs Majestés. Mais bien qu'il fût toujours mis avec beaucoup de re-

cherche, les *moujiks* du pays le considéraient comme un vaurien ; les popes médisaient de lui, au point de me considérer moi-même comme un gredin, parce que j'étais lié avec lui. L'archevêque de Tobolsk, Antoine (celui qui est actuellement à Tver), lui marquait la même hostilité. Pour tous ces gens, Gricha n'était qu'un fripon, un *Khlist*, un débauché. »

Mais, par contre, à Pétrograd, le « saint père », protecteur efficace du petit Alexis, triomphait de tous les obstacles. Son insolente suffisance ne connaissait plus de bornes.

Un jour de Pâques — ceci se passait pendant cette guerre — il déjeunait chez la sœur de la Vyroubova. On attendait cette dernière qui devait arriver de Tsarskoïé-Sélo. Quand elle pénétra dans la salle à manger, elle tenait à la main un petit paquet. Elle le remit à Grégoire en disant :

— « C'est un présent de Sa Majesté qui a passé une partie de la nuit pour que je puisse vous l'apporter ce matin, car l'impératrice tient à ce que vous revêtiez ce qu'elle a cousu de ses mains, dès aujourd'hui, après votre sainte communion. » Raspoutine défit le paquet : c'était une chemise de soie bleue, che-

mise russe dont il avait accoutumé de se vêtir comme tous les paysans, flottant sur un pantalon très large rentré dans des bottes à soufflets que Raspoutine portait vernies.

— « Nous verrons cela après, fit-il d'un air dépité en jetant le don de la souveraine sur un meuble derrière lui, maintenant, mangeons. » Et il plongea les mains dans le plat que lui tendait un valet, car le rustaud, était-ce pour se moquer de façon plus raffinée des êtres serviles qui le flagornaient, ne se servit jamais que de ses doigts pour manger dans les vaisselles de prix de ses hôtes.

*
* *

Un jour, las des plaisirs lascifs et devenu insensible aux présents de ses solliciteurs, — lesquels devaient passer pour arriver à lui par une sorte de garde du corps, ce Striaptchef, son ancien compagnon de maraude de Pokrovsk et par la sœur de Barnabé, l'autre compagnon, élevée au rang de secrétaire pendant que le frère allait devenir évêque, en laissant dans ces antichambres des sommes variant avec la situation du quémandeur, — un jour donc,

disons-nous, le guérisseur du malin voulut faire de la politique.

Il y réussit. Son opinion prévalut là encore, aussi bien dans le domaine intérieur qu'en matière extérieure, bien que le madré fût dépourvu de la plus élémentaire instruction. Un de ses amis, le prince Andronikof, escroc influent, dut lui montrer sur la carte, lorsque la guerre survint, où se trouvaient la France, la Russie et l'Allemagne!

Il se perdait dans les idées et s'embrouillait dans les programmes. Mais qu'importait? N'étaient-ce pas là débats terrestres et les solutions qu'il énonçait en termes bibliques, seules à retenir, n'étaient-elles pas dictées par l'Eternel?

On bouda le Japon, un moment, à la Cour, parce que le grotesque conseiller avait dit en voyant sortir le baron Motono du cabinet du Tsar qui venait de le recevoir en audience : « Méfions-nous de ces diables! »

On fut pour la guerre à outrance quand Grégoire eut déclaré, en parlant des Allemands : « Il faut leur f... sur la g... »

Les sentiments belliqueux tombèrent ensuite, en entendant de la bouche de l'oracle,

stylé par la Tsarine et ses créatures : « La guerre est une chose épouvantable à laquelle on doit mettre fin. » Ceux, innommés, mais qui comprenaient la haute bureaucratie, les Allemands d'origine intronisés à la Cour, un Frédérics, un Benckendorf, un Schturmer, auxquels venaient se joindre la réaction à la dévotion du Kaiser, ceux, enfin, que l'on appelait le « parti allemand », crurent pouvoir triompher ce jour-là. Nous dirons ailleurs comment ils s'employèrent à préparer la paix séparée. Le grand-duc Nicolas s'était mis une première fois en travers de louches manœuvres, la Douma les fit échouer par la suite, la révolution y devait mettre définitivement fin.

Mais le peuple russe eut à boire la coupe d'amertume jusqu'à la lie. Il dut supporter de voir se succéder à la direction du pays toute une kyrielle de gens que l'homme de Dieu faisait de toutes pièces, en adressant à qui de droit des billets griffonnés de sa grosse écriture malhabile, billets dans lesquels il tutoyait les destinataires. Gorémykine eut un haut-le-corps en recevant le premier chiffon de papier où Grégoire l'appelait sans façon « Petit vieux » — *Staritchok*.

Néanmoins Gorémykine fut tout de même obligé de s'incliner devant l'étoile d'un firmament nouveau pour lui, car cette étoile avait commencé à resplendir de toute sa clarté sous le ministère de son prédécesseur Kokovtsof. C'est en effet Raspoutine qui eut l'idée de faire donner à ce dernier comme collaborateur le gouverneur Maklakof qui lui avait adressé force sourires pendant un voyage en province du couple impérial qu'escortait le mystagogue. C'est encore Raspoutine qui soutenait Soukhomlinof, bien que les relations du général avec l'Autrichien Altschiller pour les fournitures de l'armée, dont on se partageait les bénéfices, fussent de notoriété publique. C'est toujours Raspoutine qui fit nommer ou démissionner ministres, prélats, grands dignitaires depuis 1913.

— « Je ne sais pas suffisamment lire et écrire pour être ministre moi-même », avouait-il un jour. Il était mieux que cela.

Il connaissait suffisamment les aîtres de la demeure impériale pour savoir introduire ceux qui plairaient. Il suffisait en effet de *plaire* à Nicolas II pour lui voir ratifier dans un oukase le choix du conseiller de sa femme. Soukhom-

linof avait plu par sa belle prestance dans son uniforme de hussard aux brandebourgs d'or, puis il avait un ton si rassurant. Maklakof, lui, avait plu parce qu'il était fort drôle. Son propre frère, le député libéral qui le haïssait, ne nous avait-il pas dit à nous-même : « Il serait mieux au cirque que dans son cabinet de ministre de l'Intérieur. »

Après un conseil des ministres où il avait été question d'affaires graves, on retenait souvent, à Tsarskoïé-Sélo, et Soukhomlinof et Maklakof, parce que tous deux joyeux compagnons. La famille impériale se réunissait, quelques intimes étaient admis. Pour oublier la séance et se distraire un peu on demandait à Maklakof, célèbre par sa faculté d'imitation, de « représenter » tel de ses collègues ou de « faire » la panthère. Ce talent spécial lui valait une carrière. Quand on entendait aboyer dans les couloirs du palais on savait que M. Maklakof, ministre d'un département écrasant en une époque difficile, venait d'arriver et s'annonçait lui-même.

— Nicolas Alexiévitch, imitez-nous la panthère !

Maklakof ne se faisait jamais prier. Il se

tapissait sous un canapé, poussait le rugissement d'un fauve en rut puis, sortant à quatre pattes de dessous le meuble, faisait un bond énorme et retombait dans un fauteuil. Les grandes-duchesses et le tsarévitch riaient aux larmes, « les Majestés », comme disait la Vyroubova en parlant le français, daignaient sourire. On oubliait le conseil des ministres, le pouvoir et ses tristesses, le peuple et ses misères.

— Nicolas Alexiévitch, « faites »-nous donc la panthère !

Pour avoir publié — après le départ de Maklakof, dont le renvoi fut causé par les émeutes anti-allemandes de Moscou en 1915 — un article intitulé : « Le saut de la panthère amoureuse », un journal moscovite, l'*Outro-Rossy*, se vit frappé de 3.000 roubles d'amende. La vérité n'était pas bonne à dire, il n'y a pas bien longtemps encore en Russie, l'auteur de ces pages eut, plus d'une fois, à s'en convaincre à ses dépens.

Bien qu'il sût mieux que personne tout le crédit dont jouissait Raspoutine, le grand-duc Nicolas Nicolaévitch eut le beau courage de le renvoyer du Quartier Général où l'intrigant

s'était rendu, poussé par ceux dont il était le perroquet, pour lui parler d'une paix nécessaire, disait-il, au bien de l'empire.

Raspoutine vint conter au grand-duc une de ces calembredaines qui réussissaient si bien auprès de crédules par bêtise ou par intérêt.

— « La guerre est une calamité, Altesse. Il faut que tu y mettes fin. La Vierge m'est apparue en songe et m'a dit qu'il fallait conclure la paix. Je viens t'informer de sa volonté.

— Quand as-tu vu la Vierge? répondit Nicolas Nicolaévitch.

— Il y a trois jours.

— Tiens! comme c'est curieux, moi aussi je l'ai vue, mais il y a deux jours seulement et elle m'a dit : « Raspoutine va venir te voir. Il te conseillera une paix séparée. Ne l'écoute pas, mais chasse-le comme un misérable qu'il est. S'il insiste, fais-le fouetter et c'est ce que je vais faire, canaille, si tu ne f... pas immédiatement le camp d'ici! » Ces façons cavalières ont été l'une des raisons déterminantes de l'envoi de Nicolas Nicolaévitch au Caucase.

*
* *

Dispensateur des faveurs impériales, Raspoutine en fit l'usage le plus extraordinaire qui soit. Il faudrait un volume pour le récit de ses exploits. On conféra un jour, sur sa demande, le titre d'Excellence à un spéculateur fort connu, Manus, maître chanteur avéré, un de ces malfaiteurs dont chaque acte frise le code, mais que des lois insuffisantes protègent contre leurs victimes et qui était parvenu, comme son protecteur, des plus bas fonds de l'échelle sociale à la plus scandaleuse fortune. Manus, Excellence ! La police même en frémit alors d'indignation, et ce n'était pas peu dire.

Raspoutine ne se contenta pas de ces succès provocants. Pour montrer qu'il ne doutait de rien et qu'il se moquait de tout le monde il fit... des saints. Son ami de jadis à Pokrovsk, Barnabé, de jardinier qu'il était de son état, avait été ni plus ni moins sacré évêque sur sa demande. Il faudrait la plume d'un Rabelais pour conter les facéties de ce prince de l'Église orthodoxe qui s'adressait à ses ouailles

dans un langage peu châtié, en des sermons du plus haut comique que les journaux, avec un sérieux imperturbable et sous prétexte de répandre la bonne parole, reproduisaient parfois, pour la plus grande joie de leurs lecteurs.

Mgr Barnabé voulut perpétuer sa mémoire dans son diocèse. Il convainquit son compère Raspoutine de faire canoniser par le Synode un ancien métropolite de l'éparchie. La procédure était en bonne voie quand la guerre éclata. Le ministre des Voies de communication qu'on avait consulté — pourquoi le ministre des Voies de communication? — fit remarquer que si l'on faisait un nouveau saint, il en résulterait une affluence de pèlerins et que l'on pouvait craindre un encombrement peu désirable, en un tel moment, des lignes de chemins de fer. Le Synode, frappé de cette objection, décida d'ajourner la canonisation jusqu'à la fin de la guerre. Barnabé et Raspoutine voulurent passer outre et le premier, de sa propre autorité, canonisa le métropolite sans se plus soucier du Très saint Synode. Il fut mandé d'urgence par celui-ci à Pétrograd. S'y étant rendu, on l'admonesta

comme il convenait ; il déclara alors ne plus reconnaître cette autorité et refusa de se rendre aux convocations ultérieures. Le Synode l'envoya quérir, il se cacha chez le prince Andronikof, troisième larron. On mit la police à ses trousses, il fit filer les policiers pour les dénoncer à Raspoutine. Le Synode déclara qu'aucune canonisation n'était valable sans son consentement et la ratification de l'empereur. Il répondit que le saint avait été reconnu par l'impératrice et que cela suffisait. Assuré de l'impunité, il retourna tranquillement à Tobolsk. En passant par Moscou, il demanda à voir Samarine, procureur honnête, par exception, du saint Synode. Celui-ci, écœuré de la sinistre comédie que faisaient jouer à l'Église des aventuriers comme Raspoutine et Barnabé, refusa de le recevoir. Samarine fut remercié peu de temps après, l'évêque triomphait dans son diocèse, Grégoire Novy à Pétrograd et leur saint resta canonisé.

*
* *

Les haines soulevées par Raspoutine avaient provoqué contre lui un premier attentat. Au

cours de l'un de ses voyages en Sibérie, à la gare de Tumen, une femme du peuple — qui paya son geste par l'internement dans une maison d'aliénés — lui tira un coup de revolver, le blessant au bas-ventre. Elle voulait venger Illiodore, éclipsé à Pétrograd par le charlatan et banni sur ses instances lorsqu'il fut devenu son ennemi. Le moujik, vigoureux, se remit de sa blessure après être resté deux semaines entre la vie et la mort, journées mortelles pour l'impératrice à laquelle, par ordre, on télégraphiait des nouvelles chaque jour. On dit que l'empereur les lisait aussi fort attentivement, mais avec une autre attente que sa femme. Il caressait l'espoir d'être délivré, sans retour possible, d'un personnage compromettant que sa pusillanimité devant l'irrascible Allemande lui interdisait de chasser.

Quelques mois après cette première tentative, en 1915, le député de droite Khvostof, appelé au ministère de l'Intérieur sur la recommandation de Raspoutine, résolut de se défaire d'un protecteur encombrant qu'il voyait, par surcroît, devenir un danger national. Khvostof, que cette résolution louable n'em-

pêchait point d'être, lui aussi, un des produits les plus extraordinaires de cette fin de régime, avait à sa solde un certain Rjewsky, ancien officier, devenu policier et journaliste. Ce Manouïlof au petit pied avait servi peu avant la guerre de truchement au général Soukhomlinof, comme interviewer complaisant, pour faire insérer dans les journaux de la capitale, aux fins d'une opération en Bourse, la déclaration retentissante : *La Russie est prête !* que toute la presse française avait reproduite comme parole d'Évangile.

Rjewsky, compromis, taré, était passé au service de police du ministre de l'Intérieur. Khvostof le chargea d'aller trouver Illiodore, réfugié à Christiania, pour demander à ce dernier de convaincre quelques-uns des partisans enthousiastes qu'il comptait toujours en Russie, parmi les paysans de Tsarytsine notamment, de débarrasser la patrie de l'antéchrist, le flagellant Raspoutine. Rjewsky partit pour la Norvège, offrant de la part de son maître 200.000 roubles à Illiodore pour l'exécution du plan.

Mais Schturmer, alors premier ministre, fut averti par le garde du corps Striaptchef, l'in-

séparable de Raspoutine, du complot tramé contre ce dernier. Striaptchef avait été mis au courant par la propre maîtresse de Rjewsky, se vengeant d'un amant qui la battait. Il nous fut alors donné d'assister à un imbroglio de mélodrame. Rjewsky, qui s'apprêtait à un second voyage, fut provoqué sous un prétexte futile, dans le train même qui l'emmenait, par un officier aposté tout exprès. Scène violente et l'on descendit au poste de gendarmerie de la station frontière finno-russe — Biéloostrof — pour s'expliquer. On prétendit retenir le voyageur pour liquider cet incident. Rjewsky fit un beau scandale, déclina sa qualité, parla de sa mission, en fournit les preuves. C'est ce que voulait la police ralliée au parti de Raspoutine. Rjewsky avait donné dans le piège qu'on lui tendait et livré Khvostof à ses adversaires. Il fut arrêté à son retour dans la capitale par les policiers de Schturmer, dirigés par Manouïlof, pendant que ses dénonciateurs étaient appréhendés, la même nuit, par les sbires de Khvostof. Pauvre Russie !

Rjewsky fut déporté en Sibérie, malgré une lettre de plates excuses adressée à Ras-

poutine, Khvostof était « démissionné » et remplacé par Schturmer qui cumula les fonctions de président du Conseil avec celles de ministre de l'Intérieur, pendant que son séide Manouïlof recevait le titre d'Excellence pour avoir contribué à sauver la mascotte du tsarévitch !

Ce n'était pas tout. Les gouvernants russes réussirent à persuader aux autorités norvégiennes qu'Illiodore était un indésirable et le firent éloigner de Christiania. L'ancien moine, redevenu Serge Troufanof, se réfugia aux États-Unis. Il emportait avec lui un manuscrit de ses mémoires, auquel, dit-on, s'était intéressée la mission Ford et que voulurent lui acheter les dirigeants de Pétrograd, afin d'empêcher la publication d'un ouvrage qui étalait, dans toute sa misère, la tragicomédie de Tsarskoïé-Sélo.

Au mois d'octobre dernier, les *Mémoires* d'Illiodore commencèrent à paraître dans la revue américaine *The Metropolitan*. Puis, la publication cessa soudain. On a prétendu que cette interruption fut motivée par une pression de l'ambassade de Russie à Washington et du métropolite orthodoxe aux Etats-Unis.

Troufanof — alias Illiodore — laissa courir le bruit que 25.000 dollars lui avaient été offerts par ces mêmes personnages avec la liberté de retourner en Russie, s'il renonçait à rendre public ce qu'il était un des rares à connaître ; il aurait refusé et intenta même un procès à ses éditeurs américains. A quel mobile ceux-ci cédèrent-ils en réalité ? On l'ignore. Il nous fut rapporté qu'étant israélites, les Juifs de Russie les prièrent de cesser une publication qui aurait pu devenir prétexte à de nouvelles exactions de la part du gouvernement russe. Quoi qu'il en soit, de ce côté encore, Raspoutine l'emportait.

*
* *

Mais toutes choses ont une fin. Le paysan obscène, dont le nom n'était prononcé qu'avec dégoût par les gens de saine raison, devenait de plus en plus périlleux pour le tsarisme. Si le souverain ne s'en apercevait point suffisamment, les monarchistes le voyaient pour lui. D'étonnante qu'elle avait été sous M. Kokovtsof, de prépondérante avec Gorémykine, l'influence du gredin devenait omnipotente

avec un Schturmer. Aux dénonciations des gauches, se mêlèrent les protestations des droites. M. Pourichkévitch, député conservateur, montait à la tribune de la Douma, dans les derniers mois de 1916, pour s'écrier : « Il ne faut plus que la seule carte de visite de Raspoutine suffise pour placer aux plus hauts degrés de la hiérarchie les êtres les plus abjects vendus et revendus. Les fondements de notre idéal sont ébranlés. Raspoutine est aujourd'hui plus dangereux que le faux Dmitri de notre histoire l'était en son temps. Debout, messieurs les ministres ! Allez au Quartier général et suppliez le Tsar d'empêcher que Raspoutine reste plus longtemps le directeur de la politique russe ! »

Mais n'était-ce point parler à des sourds ? Les pantins ne pouvaient rien contre celui qui tirait les ficelles, les créatures ne pensaient nullement se retourner contre leur protecteur. Les grands-ducs eux-mêmes, qui se voyaient souffleter dans leur amour-propre par l'arrogance de ce moujik ne respectant rien ni personne, restaient impuissants auprès de leur parent dont toute volonté disparaissait devant les scènes qui lui étaient faites.

Un coup de force seul pouvait donc débarrasser la Russie. Les milieux conservateurs s'attachèrent à cette planche de salut, alors que les libéraux, plus conscients des racines profondes du mal, savaient que Raspoutine mort, la corruption subsisterait. Un homme politique de gauche, devenu membre du Gouvernement provisoire, à qui nous demandions, il y a quelques années, si des patriotes éclairés n'avaient point songé à supprimer un être aussi malfaisant, nous répondait spirituellement en russe : « A quoi bon ! *Raspoutine* (le dissolu) parti, la *raspoutié* (dissolution) restera ! »

Nous venons de dire que les gens de droite nourrissaient des illusions à cet égard.

Le député Pourichkévitch avait été l'organisateur infatigable d'un train-réfectoire qui se rendait sur les fronts pour procurer aux officiers, avec le confort d'une maison roulante, une nourriture un peu meilleure que celle de leurs mess improvisés. Ce fut dans ce train que se complota la mort de Grégoire. Le grand-duc Dmitri assistait à la réunion.

A quelque temps de là, pour mettre la sentence à exécution, le prince Youssoupof, comte

Soumarok-Elston, marié à la princesse Irène, fille de la grande-duchesse Xénia, sœur elle-même de Nicolas II, invita Raspoutine à un souper qu'il donnait au palais luxueux que possède son père sur le canal de la Fontanka. La fête, à laquelle le grand-duc Dmitri Pavlovitch et Pourichkévitch prenaient part, se prolongea fort avant dans la nuit. Le moujik de Pokrovsk se montra plus insolent que jamais devant cette fine fleur de l'aristocratie russe. Que se passa-t-il exactement ? Les versions du drame diffèrent dans les détails : les conjurés ont gardé leur secret, le grand-duc Dmitri ne s'est pas même rendu à ce sujet aux objurgations de son père.

Le surlendemain matin, le 1er janvier 1917, le cadavre de l'homme devant qui avait tremblé tout l'empire, était retrouvé sous la glace, près du pont Pétrovsky, à cette lointaine promenade de Pétrograd, le bois de Boulogne de la capitale russe que l'on nomme le quartier des îles. Le corps portait deux blessures faites par deux coups de feu, l'une à la poitrine, l'autre dans le dos.

La douleur de l'impératrice ne peut se mesurer qu'au ressentiment qu'elle éprouva

pour ceux soupçonnés d'être les auteurs du meurtre. Sur son ordre personnel — l'empereur était au Quartier général, — le prince Youssoupof était arrêté à la gare Nicolas, au moment où il prenait le train pour la Crimée. Elle télégraphiait le 31 décembre à Nicolas II : « Ordonnez à Maximovitch d'arrêter Dmitri en votre nom. Il a désiré me voir aujourd'hui, j'ai refusé. » Et le jeune grand-duc Dmitri s'entendait intimer de garder les arrêts dans ses appartements. Son père, au Quartier général avec le Tsar, informé de ce qui se passe rentre à Tsarskoïé-Sélo, de même que Nicolas II, rappelé par son épouse.

Le grand-duc Paul demanda la mise en liberté de son fils. Le souverain ne lui répondit que par une promesse vague pour écrire le lendemain à son oncle :

« Cher ami Paul. Je ne puis, à mon vif regret, lever les arrêts de Dmitri tant que l'enquête ne sera pas terminée. J'ai prescrit qu'on se hâte et que l'on soit doux avec lui. Tout cela est pénible, mais n'est-il pas seul coupable de se trouver mêlé à cette affaire, par suite d'une imprudence? Je prie Dieu que Dmitri sorte de là à son honneur et sans

aucune tache. Cordialement ton « Nicolas ».

« Cette lettre, raconta depuis le grand-duc Paul, me tranquillisa. Je vis mon fils qui me jura être innocent. Je lui proposai de téléphoner à Nicolas pour lui demander une audience. Il me répondit, les larmes aux yeux, que ses mains n'étaient pas rougies du sang de Raspoutine. Il le jura sur la tête de sa mère.

« J'ai pour habitude d'ajouter foi aux paroles de Dmitri. Je le crus donc encore cette fois, mais je résolus de faire moi-même une enquête sur les circonstances de l'assassinat.

« Je sus par mon fils cadet Vladimir, ami de Youssoupof et par des personnes me paraissant au courant, que le meurtre fut perpétré après une conférence avec Pourichkévitch. Mon fils assistait bien à la réunion, mais il ne tira pas sur Raspoutine. *Celui-ci a été tué de deux coups de revolver à la poitrine et dans le dos tirés par Youssoupof et Pourichkévitch.* Mon fils refusa de s'étendre sur les détails de l'attentat. Il me déclara avoir fait le serment de ne rien divulguer.

« Le 5 janvier, au cours du dîner, on me téléphonait : c'était mon fils Dmitri.

« Le général Maximovith sort de chez moi,

« me dit-il et m'a annoncé que cette nuit, on « m'envoyait en Perse. Venez à la gare m'ac- « compagner. »

« Les paroles de Dmitri me bouleversèrent. Je pris ma casquette, mon pardessus, et je courus à pied au palais Alexandre. L'empereur ne me reçut pas. « Dites-lui que je n'ai « pas le temps, me fit-il répondre par un « laquais, il peut attendre ! »

« Durant la nuit mon fils fut expulsé de Pétrograd ; parmi les personnes qui l'accompagnaient se trouvait la fille de ma femme, Mme Derfelden. Lorsqu'elle rentra à la maison, elle trouva la police qui perquisitionnait chez elle, on lui signifia de garder les arrêts dans son appartement.

« Ainsi que nous le sûmes plus tard, la perquisition et l'arrestation de Mme Derfelden avaient été motivées par une séance de spiritisme qui avait eu lieu chez le ministre Dobrovolsky : l'esprit de Raspoutine était apparu et avait ordonné à Protopopof, l'un des assistants, l'arrestation de la fille de ma femme.

« Après plusieurs jours d'arrêts — c'est toujours le grand-duc Paul qui parle — elle

obtint enfin une audience de Protopopof. Ce dernier l'accusa d'avoir été l'auteur du meurtre de Raspoutine. « Avez-vous vu le sphinx ? lui « dit-il. Regardez-le et il vous hypnotisera, « ce sphinx c'est le sage Raspoutine. »

« Mme Derfelden sortit de chez le nouveau thaumaturge affolée et terrorisée. Le lendemain, Protopopof, qui s'était mis à remplir le rôle tenu par Raspoutine jusque-là, dit à l'empereur : « J'ai reçu hier une charmante dame « venue pour m'assassiner, mais j'ai pu influer « sur elle de telle sorte que nous nous som- « mes quittés bons amis. Cette femme était « Mme Derfelden. »

« L'empereur félicita son ministre d'avoir échappé à la mort, fit sur lui plusieurs fois le signe de la croix en manière de bénédiction et lui dit :

— « Que Dieu vous donne une longue vie, afin que vous puissiez longtemps encore être utile à la patrie. »

Raspoutine était ressuscité, Protopopof, ainsi qu'il essaya lui-même d'en convaincre Alexandra Féodorowna, le réincarnait. L'ancien député libéral, celui qui tenait à Paris un langage d'Européen par lequel il charma tous

ses auditeurs, s'était mis au diapason de Tsarskoïé-Sélo. Il avait fait sienne cette maxime que nous développait un jour le ministre réactionnaire Casso, à qui nous reprochions amicalement de se montrer plus royaliste que le roi alors qu'en son for intérieur cet ancien élève de Condorcet était quasi-républicain : « Que voulez-vous, il faut hurler avec les loups ! »

On n'osa point toucher au député Pourichkévitch que l'on savait gardé par des fanatiques, membres d'associations d'extrême-droite, comme l'*Alliance de l'archange Saint-Michel*, qu'il avait fondées. Le jeune grand-duc inculpé rejoignit le général Baratof en Perse, le lieu qui lui avait été assigné pour son exil ; on ordonnait à Youssoupof de résider sur l'une des terres de ses parents, dans le gouvernement de Koursk. L'enquête officielle, menée par le ministre de la Justice Makarof, avait cependant abouti à un non-lieu. Protopopof fait remplacer ce réactionnaire honnête par le sénateur Dobrovolsky, homme sans scrupules avec lequel on reprend l'instruction en sous-main et qui demande à l'esprit du « saint Père » de lui indiquer ses meurtriers.

On croirait rêver. Et pourtant nous avons vécu, chapitre par chapitre, cette lamentable histoire. Nous avons vécu, les initiés, dans cet affreux cauchemar de la Russie raspoutinienne qui piétina tout : honneur, morale, patrie. Pour intensifier si possible l'horreur de cette trop longue orgie venait encore se greffer le grand drame de la guerre, soutenue héroïquement par une France debout, pendant que les héritiers de Raspoutine étaient tout entiers à servir les rancunes et les folies d'une malheureuse déséquilibrée. On envoyait pour la forme, des soldats se faire massacrer aux fronts, souci secondaire. Il importait avant tout de satisfaire aux caprices des maîtres ; de mander d'urgence pour eux des régiments tatares, afin de garder un palais pour lequel le meurtre de Raspoutine était un lugubre avertissement.

Le peuple faisait entendre plus haut ses murmures ; pour en éviter le bruit aux oreilles d'Alexandra Féodorowna, les polichinelles à sa dévotion préparaient une Terreur blanche.

CHAPITRE III

LE GOUVERNEMENT RUSSE D'HIER

Le simulacre d'organisme constitutionnel. — Les ministres. — Le Parlement. — Les véritables maîtres des destinées russes : les *tchinovniks* demeurés *la Garde d'Ivan*. — Origines et traditions prussiennes. — L'emprise allemande. — Le régime policier et ses crimes.

La Russie n'avait de constitutionnel, hier encore, que le nom. L'almanach de Gotha lui donnait invariablement depuis 1905 la définition paradoxale suivante : monarchie constitutionnelle sous un tsar autocrate. C'était encore de l'exagération. Les réformes introduites sous la pression de l'opinion, la convocation d'une Douma qui devait, en théorie, constituer la représentation nationale, n'apportèrent en réalité aucun changement à l'ancien état de choses. Le système restait le même : la bureaucratie russe, plus royaliste que le roi, plus autocrate que le souverain, n'abandonnait

rien de sa puissance et de ses prérogatives.

Comme nous l'avons développé ailleurs, les idées maîtresses du Tsar ne l'inclinaient point à diminuer son pouvoir; il fut, en conséquence, l'allié naturel de la caste administrative pour poursuivre avec elle un but commun : reprendre ce qu'on avait dû céder devant l'émeute.

Aussi vit-on Nicolas II recruter exclusivement au sein de sa bureaucratie les hommes qu'il appelait à gouverner. Fonctionnaires sans initiatives comme sans autre désir que celui de se conformer aux ordres reçus, les ministres du dernier tsar — exception faite pour Witte, Stolypine, Sazonof et, en partie, Kokovtsof — n'auront joué aucun rôle dans l'histoire de leur pays, si ce n'est d'avoir contribué chacun à creuser plus profondément le gouffre entre dirigeants et dirigés. Valets cupides ou simplement bornés, timorés ou opportunistes, ils auront été sans plus les exécuteurs des volontés impériales ou des caprices de favoris.

La représentation populaire, nous le démontrerons autre part, se voyait jugulée par des gouvernants ne relevant que du pouvoir

suprême et soucieux de ne point la laisser empiéter sur les prérogatives du monarque. Pour la mieux brider et refréner ses moindres écarts, l'absolutisme avait maintenu à ses côtés la Chambre haute, ce Conseil de l'Empire dont les membres se recrutaient, pour une grande part, parmi des fonctionnaires encore, nommés là en fin de carrière, en manière de récompense pour les services rendus. Le Conseil de l'Empire se montra aussi mal disposé à l'égard de la « parvenue » que l'étaient tous les bénéficiaires du régime. Son activité se borna à contrecarrer les timides essais de législation libérale de la Chambre basse. Aucune des innovations de la Douma ne put trouver grâce devant lui. Bien mieux, dans son zèle conservateur, le Conseil de l'Empire fit même parfois opposition à la volonté de l'empereur ; dans la question polonaise notamment, il refusa de ratifier le self-government municipal que Nicolas II, pour tenir un engagement pris par feu Stolypine et une promesse faite à un mort encore, le général Skalon, ancien général gouverneur de Varsovie, voulait octroyer au Royaume.

Si l'assistance du Conseil de l'Empire lui était insuffisante, le conseil des ministres avait encore un moyen de neutraliser toute action parlementaire. Il faisait jouer l'article 87 des Lois fondamentales, lequel lui donnait le droit d'édicter des lois sans le concours des Chambres.

La Douma, en somme, n'avait qu'une voix consultative et, encore, la plupart du temps ne la consultait-on que pour la forme.

*
* *

Ministère et Parlement, d'ailleurs, n'auront été, en Russie, que des appellations pour l'entendement de l'opinion européenne. Comme le disait Nicolas Ier pour son époque, l'empire avait continué à être gouverné par 30.000 chefs de bureaux. La véritable maîtresse des destinées russes était en réalité sa caste administrative, cette machine compliquée qui commençait avec les puissants fonctionnaires des chancelleries de la capitale pour finir par les bas officiers de police ou les petits scribes des institutions locales. Satrapes de haut rang ou de mince importance, ces bureau-

crates formaient une armature rigide dans laquelle on emprisonnait un peuple comme en un moule immuable, malgré la marche du temps.

Le tsar Ivan le Terrible, pour imposer son autorité et asseoir l'autocratie, avait formé une garde, exécutrice aveugle de ses ordres sanglants : l'*opritchina*. Elle se livra à toutes sortes de violences et de crimes, incendiant, tuant et pillant pour, selon l'expression consacrée, « balayer la trahison[1] ». Elle ne disparut pas avec le despote mais prit peu à peu une forme nouvelle. Pierre le Grand en fixa le statut en introduisant chez elle la *table des rangs* qui répartissait les fonctionnaires en douze classes ou *tchines*, conservées jusqu'à nos jours. Le modèle était en Prusse, ce fut sur lui que le rénovateur russe calqua l'administration de son empire, faisant des boyards ou des Menchikof de la veille des « conseillers secrets », des « conseillers d'Etat » ou des « assesseurs de collège ». L'*opritchina* ne faisait que changer de nom, les *opritchniki*

1. Les membres de cette garde portaient un balai à la queue de leurs chevaux, emblème qui signifiait qu'ils avaient « à balayer la trahison comme une ordure ».

devenaient des *tchinovniks*, gens à tchines, à titres et prérogatives qui allaient constituer toujours, néanmoins, la *garde d'Ivan*, oppresseurs du peuple bien plus que ses aides ou ses conseillers.

La forme et les noms se transformèrent, mais le fond demeura le même. La grande raison de l'institution, copiée sur la Prusse, fut de consolider et de développer l'absolutisme, de dompter bien plus que d'administrer la Russie, afin — ainsi qu'au siècle d'Ivan le Terrible — de « balayer la trahison ».

Avec l'accroissement de la Russie, l'*opritchina* nouvelle grandit également pour devenir un organisme bureaucratique énorme, colossal qui se superposa au pays pour le maintenir dans les traditions de son passé. Les mœurs de cette caste ont été peintes et stigmatisées par Gogol, dont la comédie le *Réviseur* est d'un tragisme puissant que son génie cacha sous le rire.

Le développement social de la Russie n'a été qu'une lutte perpétuelle entre la nation et la bureaucratie. Le conflit entre le pouvoir et le peuple, qui fait le sujet d'un chapitre de cet ouvrage, n'est pas autre chose que la

guerre sourde que ce même peuple eut à mener pour se dégager de la camisole de force du *tchinovnik* asservisseur.

*
* *

L'exécution des lois, l'administration tout entière se trouvaient entre les mains des tchinovniks que les distances, la veulerie de grands chefs ou la propre culpabilité de ces derniers faisaient maîtres absolus de leurs administrés. Ceux-ci, pour se soustraire à des règlements appliqués à la lettre ou aux abus de potentats, ne trouvèrent qu'un remède : la corruption de leurs tyrans. La *vsiatka*, le pot-de-vin, était la seule manière, suivant les cas, soit de tempérer le zèle d'un fonctionnaire ou, au contraire, de le réchauffer. La presse et la littérature russes pullulent de récits, d'anecdotes sur la corruption de la bureaucratie. Elle était inimaginable, entrée à ce point dans les mœurs que vous remettiez de la main à la main, sans même la pudeur d'une enveloppe, au bureaucrate dont vous faisait dépendre un instant le hasard de l'existence, le viatique qui allait le stimuler ou le

refroidir, que ce bureaucrate fût général, amiral ou simple secrétaire d'un commissariat de police. Les sentiments de l'honneur, du devoir et des responsabilités étaient littéralement atrophiés dans ce monde très spécial.

Le député social-démocrate Tchenkhéli pouvait formuler, de la tribune de la Douma, en mai 1916, cette trop juste accusation contre l'administration impériale :

« Le régime autocratique et bureaucratique, sous lequel se dissimule la négation de toutes les garanties du droit de l'individu, constitue le terrain le mieux approprié pour faire fleurir la corruption.

« Dans toute la Russie, on ne pourrait pas trouver un seul homme capable de prétendre qu'il lui soit possible de vivre sans elle. La guerre actuelle a transformé les formes habituelles de corruption en une concussion impudente au grand jour. Il n'est pas resté une petite vis dans le mécanisme de l'État, qui n'ait subi un « graissage » complet, suivant l'expression qui sert à désigner la corruption chez nous. C'est un vrai souper de carnaval. Tandis que la peste rôde tout autour,

des milliards sont empruntés et 25 p. 100 de ces sommes sont dépensés pour la corruption des tchinovniks. Cela va si loin que sans corruption, un citoyen ne peut même plus se procurer du pain, des pommes de terre ou du sucre. »

De fois à autres, devant l'énormité d'un scandale, on prenait des mesures; elles consistaient le plus souvent dans la nomination d'une commission sénatoriale chargée d'enquêter sur les faits incriminés. Mais, comme généralement les fonctionnaires compromis appartenaient à tous les degrés de la hiérarchie, sans excepter parfois le ministre lui-même, l'instruction se terminait par une série de rapports sans action et, avec le temps, on classait l'affaire sans aucune sanction.

Vénale, la bureaucratie russe se montrait encore incapable d'une besogne productive. La caste étant réputée pour sa faiblesse devant des arguments trébuchants, on s'était ingénié à ne laisser jamais dépendre d'un seul individu une décision à prendre. La Russie des Tsars aura été le pays des commissions et des sous-commissions, prétextes à palabres et à procès-verbaux, lesquelles faisaient traî-

ner des années durant la solution des plus élémentaires questions.

La caste administrative recrutait généralement ses membres dans la noblesse médiate trouvant trop ennuyeuse la vie sur ses domaines et venue dans les villes afin d'y jouir de la société et s'y livrer à sa passion du jeu. A cette catégorie supérieure, destinée aux postes importants, quelles que soient l'incapacité ou l'absence de scrupules du postulant pourvu qu'il ait des relations, se joignait celle des petits bourgeois ou des fils de paysans, ronds de cuir infimes qui, pour la parcelle de pouvoir détenue par eux, ne s'en trouvaient pas moins représenter de très sérieux obstacles à toute innovation, réforme ou initiative.

Dans une séance consacrée le 19 juin 1916 par le Conseil de l'Empire à la discussion de la loi sur la responsabilité des fonctionnaires — car ceux-ci ne furent jamais responsables que devant leurs chefs, — le prince Eugène Troubetzkoï, membre libéral de cette assemblée, donnait la caractéristique suivante de l'administration russe :

« Il y a un abîme entre la société et la classe des fonctionnaires. C'est là un phéno-

mène pathologique qui doit attirer l'attention des institutions législatives. Nulle part le fonctionnaire n'est autant discrédité qu'en Russie. Le mot *tchinovnik* ne peut être exactement traduit en aucune langue étrangère, et cela vient de son sens péjoratif.

« Le phénomène pathologique auquel nous avons affaire consiste en la division de toute la population de la Russie en deux classes : les fonctionnaires et les autres éléments de la population.

« Qu'est-ce qui fait, dans la guerre présente, la faiblesse de la Russie ? C'est cette fatale division. Quand nos armées recommencent une glorieuse offensive, pourquoi donc avons-nous peur de nous réjouir ? Pourquoi les doutes qui viennent refroidir notre enthousiasme ? Un seul mot suffit pour répondre : *tchinovnik*. »

L'orateur mettait le doigt sur la plaie. Continuateur zélé des *opritchniki*, le fonctionnaire voyait avant l'intérêt supérieur du pays l'intérêt de sa caste. Il ramenait tous les problèmes sociaux et toutes les questions politiques à cet angle de vision. La patrie n'était intéressante que pour autant qu'il était permis

à la bureaucratie de profiter d'elle, sous prétexte de la servir.

*
* *

De plus — et ce fut là une des raisons essentielles de la défiance de la nation comme de la scission qui s'accusa davantage avec la guerre entre administrateurs et administrés — réactionnaire et d'origine allemande, la caste bureaucratique était portée d'instinct vers l'empire militariste, féodal et oppressif de l'ouest, vers le système Steuer bezahlen und Maul halten. La Russie pouvait dire avec le prince Troubetzkoï qu'elle nourrissait une véritable suspicion à l'endroit de tchinovniks ne pouvant prendre leur parti d'une rupture avec un pays où était établi un système politique suivant leur cœur, plus honnêtement appliqué, toutefois, on doit à la vérité de le dire.

Cette suspicion se trouvait encore renforcée du fait que la Russie tsariste, non contente de copier la Prusse, lui avait en outre demandé jadis tout un personnel pour appliquer ses méthodes. Allemands ou Baltes d'origine, de

nombreux dignitaires et fonctionnaires de l'empire, en dépit d'une affection peut-être sincère pour une nouvelle patrie, n'en avait pas moins conservé une sympathie atavique, secrète ou avouée, pour le pays dont ils étaient ressortissants. La grande guerre nous a donné plus d'un exemple de cette dualité de sentiments dont seul, croyons-nous, un Allemand peut être capable, bien qu'assimilé en apparence à sa patrie d'adoption[1].

Depuis Catherine II, la Russie avait subi une véritable invasion de Germains dont le *Kaiser* était bien plus celui de Berlin que celui de Pétersbourg[2]. C'étaient là les soutiens les plus convaincus de la réaction russe, le véritable *ennemi intérieur*, ennemi puissant, organisé, qui s'appuyait sur le trône lui-même, récemment encore, dans la personne d'Alexandra Féodorowna.

1. Une famille qui a fourni de nombreux dignitaires à la Russie, celle des barons Mengden, établie en Livonie, voyait en 1916 son dernier rejeton distribuer des proclamations allemandes aux paysans de ses domaines. Le jeune baron Mengden fut condamné à la déportation, en février 1915, par un Conseil de guerre russe.

2. Von Schwanebach, ministre russe de l'Instruction publique, faisait ses rapports secrets en double exemplaire. L'un était destiné au tsar, l'autre à l'empereur d'Allemagne.

Il n'entre point dans notre intention de décrire longuement ici ce puissant mouvement germain d'absorption de la Russie, qui comprenait une réelle organisation politique, scientifique, économique, financière et colonisatrice. Ce mouvement fut à ce point sournoisement envahisseur que de véritables Russes, excellents patriotes, n'ont pas toujours su y échapper. L'Université russe a été abondamment substantée de Kultur, les intellectuels russes ont bu, à l'*Alma mater* même, à la source de science d'outre-Rhin. Les propriétaires fonciers avec leurs intendants allemands, les commerçants avec leurs fournisseurs de même nationalité, les militaires avec leurs professeurs en l'art de la guerre de Berlin, c'est-à-dire une bonne portion de la nation russe, par conséquent, ont vécu en rapports étroits et constants avec le Teuton.

Quoi d'étonnant, dans ces conditions, que nous ayons pu voir l'Allemagne omnipotente dans tous les domaines de la vie nationale russe? Elle s'était arrogée depuis longtemps le droit de s'immiscer dans les affaires intérieures. Ses interventions dans la question polonaise pour interdire l'octroi de libertés

sont notoirement connues. Le général Skalon, gouverneur général du Royaume, ne déclarait-il pas, en 1905, au comte polonais Tiszkievicz : « Vous avez contre vous l'empereur Guillaume qui viendra vous mettre à la raison. » L'Allemagne prenait fait et cause contre la nation pour soutenir l'absolutisme. Le député Markof II pouvait s'écrier, en s'adressant aux gauches, au cours d'une séance de la troisième Douma : « Vous oubliez, messieurs les révolutionnaires, que Guillaume II est là pour vous remettre en place d'un coup de son poing cuirassé ! »

L'ambassadeur d'Allemagne à Pétersbourg jouissait d'une autorité que seul l'ambassadeur d'Angleterre sut tardivement acquérir dans les derniers mois du règne de Nicolas II. Son organe, la *Petersburger Zeitung*, continuait en pleine guerre — lui parti — à défendre, sans la moindre vergogne, la cause de l'ennemi de la Russie. On ne suspendit cette publication que longtemps après le début des hostilités.

L'Allemand était partout, avons-nous dit. Il avait surtout usurpé la plupart des fonctions importantes de l'empire. Le pouvoir suprême

se voyait ainsi doublé de celui d'une oligarchie étrangère.

A la Cour, les Heyden, les Benckendorf, les Budberg, Korf, Knoring, pour n'en citer que quelques-uns, faisaient escorte au descendant des Gottorp, pendant qu'aux Affaires étrangères, les journaux russes s'indignaient de compter, même depuis 1914, un certain nombre de barons. L'armée comprenait les Rennenkampf, les Kaulbars, Boëm, Wahl, Merzenfeld, Kraabe, Moerder, Fleischer, Pilar von Pilchau, Rauch, Zein; la marine les Ebelhardt, Droeber, Klüpfgel, etc. Dans les Finances, au ministère de l'Intérieur, à l'Instruction publique, dans les listes de gouverneurs, les noms allemands étaient foule. La Pologne, sous la domination tsariste, avait eu un avant-goût de l'administration de von Baeseler avec les von Essen, Uthof, Meyer, Lund, Korf, Gléïsser, Fechner, Schepping, Petz et beaucoup d'autres encore.

Les annuaires des administrations de l'empire de Russie fourmillaient de noms à consonnance germanique. On eût pu croire à une gageure. On raconte qu'Alexandre III,

passant un jour en revue des officiers fraîchement promus d'un régiment de la Garde, questionna sur son nom un jeune cornette placé au premier rang. Le nom était allemand. Le Tsar passa au suivant : allemand encore. Il en fut de même pour le troisième et le quatrième. L'empereur marqua son irritation en crachant par terre, ce qui est l'expression de la colère chez les Russes, et s'éloigna sans mot dire.

Cette emprise allemande constitua avec la guerre un danger national dont nos alliés ont pu constater la gravité à leurs dépens, avec un Miassoïédof, Allemand d'origine, un Schturmer et nombre de membres de l'aristocratie balte. En temps de paix, cette mainmise n'était ni plus ni moins qu'une insupportable anomalie. Ainsi que le disait le député cadet Roditchef : « L'Allemand au service de l'État russe, étranger pour lui, ignore la personnalité russe. Il la considère comme la glaise aux mains du potier. » — « C'est ce genre de Russes qu'il nous faut combattre, ajoutait M. Roditchef. » La lutte se faisait en effet d'autant plus nécessaire que l'étranger se doublait d'un *tchinovnik* et ce dernier, qu'il fût d'origine teutonne

ou issu de famille russe, était l'adversaire déclaré [1].

*
* *

Il devenait l'être abhorré lorsqu'il appartenait à cette catégorie omnipotente de l'administration russe : la police.

L'absolutisme russe aura reposé tout entier sur cette institution qui fut le rouage essentiel de l'ancien régime, le compartiment le plus important de la bureaucratie.

Sa section principale était la police politique, cette redoutable *okhrana* que l'on nommait, il y a quelques années, la « troisième division » de la chancellerie impériale. Son organisation était formidable, comprenant,

1. En opposition aux organes administratifs gouvernementaux, la Russie tsariste comprenait des organes autonomes, comme les *zemstvos*, sortes de conseils de districts élus, les *municipalités*, l'administration des villages. Ces organisations ne disposaient que d'une compétence très limitée, soumises qu'elles étaient, pour la mise en vigueur de leurs décisions, à l'autorité des gouverneurs et de la police. Néanmoins, zemstvos et municipalités, dans la limite de leurs moyens, ont énormément fait pour l'amélioration de la condition des classes rurales. Pendant la guerre, leur activité a suppléé à l'incurie de l'administration de l'Etat pour l'organisation de l'arrière.

depuis une direction dans l'entourage immédiat du Tsar, une innombrable gendarmerie répandue dans tout l'empire, une nuée d'agents secrets disséminés parmi toutes les classes de la société, pour finir par le *dvornik*, ce concierge obligatoire de chaque immeuble russe, dont la tâche consistait moins à accompagner au poste les ivrognes relevés dans la rue, qu'à faire un rapport quotidien au commissariat de police du quartier sur les allées et venues de la maison à laquelle il était attaché.

Toute la vie publique était soumise à l'inquisition policière, personne ne pouvait se targuer d'échapper à son contrôle. L'atmosphère du malheureux pays en était positivement rendue irrespirable.

Sa frontière franchie, on sentait peser sur soi le regard investigateur d'espions malveillants; les voyageurs les moins prévenus savaient vous dire que l'entrée en Russie produisait l'effet de passer le seuil d'une prison. Dès Verjbolovo, la première station russe au sortir de la Prusse orientale, on éprouvait l'impression d'une geôle, geôle morne et farouche où le policier était roi, maître absolu de votre liberté et de votre vie. Sans parler

des sujets russes qui pouvaient s'en rendre trop facilement compte à leurs dépens, des personnalités non russes, au-dessus de tout soupçon cependant, en eurent souventes fois aussi la preuve évidente. Il nous souvient que peu avant la guerre, le Dr Charcot et le poète Paul Fort, venus en Russie pour y faire des conférences, furent retenus à la frontière, au moment de quitter l'empire, par des gendarmes tâtillons ne voyant en eux que des gens ayant négligé d'obtenir des chancelleries de la capitale un attestat certifiant que « la police ne voyait aucun empêchement à leur départ pour l'étranger ».

Par une large dépense des fonds secrets mis à sa disposition, l'*okhrana* savait recruter son personnel dans tous les mondes. Aussi, n'était-on jamais sûr, dans un salon, dans un restaurant, une rédaction, voire et surtout dans les réunions clandestines de libéraux, si votre voisin ou l'orateur le plus virulent n'était pas un mouchard ou un provocateur. La délation était partout ; chaque sujet russe en vue, chaque résident étranger à surveiller, possédait une fiche mystérieuse dans quelque officine policière ; dans ces archives les inté-

ressés n'étaient jamais désignés sous leur véritable nom, mais par des sobriquets. C'est ainsi que le député Tchéïdzé était connu sous le vocable de *salon* (gostini) et l'ancien ministre Soukhomlinof sous celui de *glycérine*. Les correspondances étaient violées comme étaient censurés, par les *opritchniki* modernes, livres et journaux. Le Larousse, les encyclopédies avaient des éditions spéciales pour la Russie, ou, à défaut, certaines de leurs pages étaient arrachées. Les circonstances de la mort violente de Paul Ier, par exemple, devaient être ignorées de sujets loyalistes.

Malheur à celui que l'okhrana avait déclaré « suspect » ; c'en était fait de son repos. Perquisitions, arrestations, interrogatoires, prison préventive durant des semaines, des mois, souvent des années, il connaîtrait tout cela autant de fois que la police croyait avoir découvert un complot ou redoutait des troubles. Malheur au pauvre hère qui, rêvant d'un avenir meilleur, se permettait de formuler tout haut ce qu'on osait à peine penser tout bas. Celui-là, avec une procédure expéditive, allait s'entendre condamner à la déportation en Russie septentrionale, se voir envoyer aux bagnes

sibériens ou dans les culs de basse-fosse de Pierre-et-Paul, de Schlüsselbourg. Y avait-il acte délictueux ? La corde, cette « cravate de Stolypine », par un matin gris, renvoyait au Dieu orthodoxe l'âme mal née de ce sujet pervers. La police politique russe fut la grande pourvoyeuse des gibets. Les crimes à son actif sont innombrables et leur récit en devint de plus en plus terrifiant à mesure que le moment des règlements de compte approchait. Le député travailliste Kérensky, devenu ministre de la Justice du Gouvernement provisoire, proclamait son infamie à la tribune parlementaire, le 16 mai 1914, par ces paroles vengeresses : « Les plus notoires geôliers de l'époque d'Alexandre III savaient respecter dans leurs ennemis politiques l'homme qui pensait différemment, et lorsqu'ils l'enfermaient dans la forteresse de Schlüsselbourg, ils venaient quelquefois s'entretenir avec lui. Et quelques-uns de ces martyrs, de ces lutteurs pour la liberté ont pu nous revenir ceints d'une auréole de vingt ans de travaux forcés. Mais maintenant, les fils de ces geôliers célèbres n'hésitent pas à se saisir d'adolescents de 17 à 18 ans, et les font systéma-

tiquement mourir à coups de knout, à coups de verges, à coups de brûlures au fer rouge. C'est une atrocité du moyen âge. N'est-ce pas le retour à l'époque où l'on enfermait les prisonniers politiques tout vivants dans la tombe ? Et vous aspirez, Messieurs, à la mission civilisatrice d'une nation européenne ? »

Les annales du martyrologe russe formeraient à elles seules plusieurs volumes. Et quoi de plus effroyable que l'odyssée de ces apôtres de l'émancipation dont les noms sont légion ! Quoi de plus noble que la vie de femmes comme la *grand'mère de la Révolution* Brechko-Brechkovskaïa et Véra Figner, la recluse de Schlüsselbourg ! La réalité faisait, en plein xxe siècle, avec des larmes et du sang, à quelques heures de chemin de fer d'un Londres ou d'un Paris, ce que n'auraient pas osé écrire, pour leurs lecteurs indulgents, les romanciers les plus féconds. La vie russe sous les Romanof et surtout le dernier couronné du nom, aura tenu toute dans ces mots sinistres : potence et Sibérie !

A ce régime, le Russe a appris à dissimuler, à déguiser sa pensée. Un observateur étranger, le Dr Grundish, a pu écrire excellemment :

« Dès que la conversation, toujours animée et intelligente dans ce pays, et souvent extrêmement brillante, effleurait certaines questions, on regardait son voisin et les paroles mouraient sur les lèvres. On voyait des gens importants, des intellectuels, de bons patriotes amoindris par cette prudence. On devait trop souvent baisser la voix et celle-ci ne retrouvait plus alors sa pleine sonorité. »

Pour lui redonner de l'assurance et faire exprimer aux suspects leurs véritables sentiments, l'okhrana employait ses provocateurs. Le plus célèbre d'entre eux, démasqué par l'infatigable enquêteur Bourtsef, a été Evno Azef, que l'on eut le geste malheureux de décorer de la Légion d'honneur. Cet agent appointé de la police politique était parvenu à opérer en même temps dans les milieux révolutionnaires; il s'y était fait nommer directeur d'organisations terroristes et membre du Comité central du parti socialiste.

Evno Azef avait, à son actif révolutionnaire, plus de trente attentats, accomplis sur son nitiative, sa direction ou avec son consentement. Il organisa notamment les assassinats du ministre de l'Intérieur Plhewe et du grand-

duc Serge, prépara les attentats contre l'amiral Doubassof, le général gouverneur Guerchelman et même contre Nicolas II. Ce dernier n'échoua que par des circonstances indépendantes de la volonté du misérable.

Le provocateur avait pris une part active dans l'élaboration des plans des révoltes militaires de Moscou, de Wiborg et de Cronstadt. Il était informé à l'avance de la préparation de l'assassinat du général Sakarof à Saratof et du gouverneur Bogdanovitch à Oufa, ainsi que de nombreux actes terroristes qui furent accomplis avec succès.

La double activité du policier Azef s'étendit de l'année 1903 à l'année 1909, embrassant la période culminante de l'action terroriste en Russie. Grâce à ces actes couronnés de succès, Azef gagna rapidement une situation exceptionnelle au sein des comités révolutionnaires. En même temps, par ses dénonciations et des révélations qui firent échouer certaines machinations terroristes, il devenait un agent précieux de l'okhrana.

V. Bourtsef, dans une plainte qu'il adressait de Paris en juin 1914 au ministre de la Justice russe, disait de ce monstrueux produit

du régime défunt : « L'extension de l'action terroriste fut le but immédiat de l'activité d'Azef. Chaque nouveau succès consolidait sa position privilégiée dans les rangs des terroristes et augmentait sa considération et son utilité aux yeux des dirigeants de la police politique.

« La carrière révolutionnaire et la carrière policière d'Azef étaient étroitement liées. Le bilan de l'activité terroriste d'Azef était, aux yeux des révolutionnaires, un gage de sa probité politique et devait écarter toute suspicion relativement à son rôle de provocateur.

« En dépit de cela cependant, les soupçons commencèrent à surgir sur son compte. Azef força alors son jeu et passa de l'organisation des actes terroristes ordinaires à la provocation au régicide. Lorsqu'à la fin de 1905 l'orage des révélations gronda sur sa tête, il offrit au conseil des délégués ouvriers de faire sauter les bâtiments de l'okhrana. Mais cette proposition fut rejetée comme manifestement provocatrice.

« En définitive, le régicide devint le but de l'activité d'Azef. Les preuves que j'ai dans les mains et que j'ai tirées aussi bien des archives

officielles du parti révolutionnaire que des témoignages de camarades qui entouraient Azef dans l'organisation de combat et des aveux que le même Azef me fit dans notre rencontre à Francfort-sur-Mein, ne laissent aucun doute à ce sujet.

« Cependant Azef non seulement ne fut pas arrêté en tant que malfaiteur, mais il ne fut même pas révoqué en tant qu'agent. Au contraire, lorsque les premières accusations se formulèrent contre lui dans les milieux révolutionnaires, il voulut interrompre sa fonction active de policier ; Guérassimof, chef de l'okhrana, donna (c'était au commencement de l'année 1906) l'ordre de l'arrêter secrètement et ne le remit en liberté qu'à la condition de lui voir continuer ses services sur les mêmes bases qu'auparavant, c'est-à-dire sur les bases de sa double trahison. Après avoir pris l'engagement de collaborer activement à l'œuvre du général Guérassimof, Azef continua aussi énergiquement qu'auparavant à collaborer à celle de l'organisation révolutionnaire afin d'effacer tout soupçon de l'âme de ses camarades.

« L'attentat contre l'amiral Doubassof où le

comte Konovnicine trouva la mort, l'attentat contre le général gouverneur de Moscou Guerchelman, l'assassinat du gouverneur Slepzof à Tver, ainsi que des meurtres analogues forment l'actif terroriste d'Azef après le pacte conclu avec le général Guérassimof. »

Comme Raspoutine péchait afin de pouvoir se repentir, l'*okhrana* faisait tuer les plus hauts personnages de l'empire pour prouver aux survivants la nécessité de son existence!

L'*okhrana*, pour rester maîtresse du mouvement révolutionnaire avait créé des agences dans tous les pays de résidence d'émigrants russes. Paris, Lausanne, Genève notamment étaient gratifiés de la présence de mouchards affectés à la surveillance des révolutionnaires russes. Paris connut et Ratchkovsky et Rataef, grands chefs des services extérieurs de la police politique russe. L'alliance leur permettait de prendre quelques privautés ; V. Bourtsef ne dut-il pas, deux mois avant la guerre encore, déposer une plainte entre les mains du Garde des Sceaux français d'alors, M. Bienvenu, Martin, contre les agissements illégaux du service étranger de l'okhrana dont la direction se trouvait à Paris même.

Un des premiers actes du Gouvernement provisoire russe a été de confier les archives de la police secrète à V. Bourtsef. Ce dernier appartenait au parti socialiste révolutionnaire russe ; sous le règne d'Alexandre III, il fut obligé de quitter précipitamment sa patrie, où il était considéré comme un des ennemis les plus dangereux de la monarchie et vint se réfugier à Paris. Lorsque la révolution éclata en 1905, Bourtsef retourna en Russie ; il y édita une revue, *Le Passé*, dans laquelle il publia de nombreux documents sur l'évolution des idées démocratiques et révolutionnaires. La contre-révolution ayant eu le dessus, il fut à nouveau obligé de s'exiler et, pour la seconde fois, vint s'établir en France. C'est de Paris qu'il commença une lutte implacable contre la police russe et dévoila les faits et gestes des agents provocateurs.

Plusieurs de ces derniers, repentis, vinrent lui faire leur confession. Bakaï, chef de la Sûreté de Varsovie, Menchikof, haut fonctionnaire de la Sûreté de Moscou, lui livrèrent des documents compromettants pour l'ancien régime. Le Gouvernement provisoire ne pouvait faire meilleur choix, pour nettoyer les

écuries d'Augias, que de remettre à M. Bourtsef les documents de l'institution occulte contre laquelle il a lutté toute sa vie.

*
* *

La police politique russe ne sera morte qu'avec le régime. Azef, définitivement brûlé et traqué comme une bête fauve par les révolutionnaires, laissait des collaborateurs pour continuer son œuvre. Il en est un parmi eux dont il a été beaucoup parlé depuis le ministère Schturmer : Manassévitch-Manouïlof.

Ivan Manouïlof débuta dans la carrière lucrative qu'il s'était choisie, comme agent de Ratchkovsky à Paris. Ses intrigues contre son chef le firent déplacer et envoyer à Rome. Il y mena certaines tractations avec le Vatican dont il avait à surveiller l'activité en Russie. Déplacé encore une fois pour les dépenses exagérées auxquelles, disait-il, l'obligeaient ses hautes relations, il fut désigné pour organiser à La Haye un service d'espionnage auprès de la diplomatie japonaise. Il réussit à trouver le chiffre de cette dernière, mais découvert à son tour par le contre-espionnage

nippon, il trompa ses chefs en continuant à leur envoyer des dépêches soi-disant interceptées qu'il fabriquait de toutes pièces. Sa fraude devint patente un jour qu'il avait adressé à Pétersbourg des photographies de pages d'un dictionnaire chinois, en les donnant comme documents secrets de la plus haute importance. Rappelé à Pétrograd, on le trouve mêlé aux pourparlers que le gouvernement russe entama un moment avec cette figure curieuse de la révolution de 1905, le pope Gapon. Il entre alors dans le journalisme, faisant de la provocation à sa manière, en révélant de fois à autres certains dessous de l'organisation à laquelle il n'avait cependant pas cessé d'appartenir. Entre temps, il faisait profiter de ses relations, moyennant finances, les gens en quête de places, s'employait auprès des grands chefs en faveur d'individus compromis. Stolypine, alors président du Conseil, ému de plaintes venant de tous côtés, voulut mettre fin à la carrière de cet homme sans aveu. Manouïlof obtint l'intervention de l'okhrana et de nombre de personnages qu'il obligeait en les renseignant. Le Conseil des ministres dut suspendre l'instruction.

Manouïlof écrivit durant plusieurs années dans le *Novoïé Vrémia* et le *Vetchernee Vrémia*, signant une rubrique d'informations de politique extérieure du pseudonyme *Diplomaticus*. Admis partout, influent, redouté surtout, le policier menait assez grande vie. Nicolas II lui fit présent d'un étui à cigarettes à son chiffre, en 1915, au retour d'un voyage accompli en Europe pour le compte de ses journaux aux fins de reportage, voyage au cours duquel il reçut audience de tous les hommes d'État des pays alliés.

Il rentra à Pétrograd pour retrouver à la présidence du Conseil un de ses supérieurs de jadis, l'ancien directeur d'un Département du ministère de l'Intérieur (duquel dépend la police), Boris Schturmer. Manouïlof devint son homme lige. « Il y a un cadavre entre eux », avait-on coutume de dire pour s'expliquer l'intimité de ce ministre avec un individu qu'il savait taré, ce qui pouvait ne rien être aux yeux d'un Schturmer, mais notoirement connu comme tel.

L'activité de Manouïlof ne connut plus de bornes. Comme autrefois, il monnaya son cré-

dit. Lui qui avait deux passions ruineuses, les femmes et le bibelotage, s'enrichit rapidement. Concessions, commandes, mises en liberté, décorations, on pouvait tout obtenir du factotum de Schturmer, lequel partageait les bénéfices avec son maître.

Mais quelqu'un vint troubler la fête. Manouïlof avait fait arrêter, sous l'inculpation de haute trahison, un financier véreux, Rubinstein, pour se délivrer en sa personne d'un rival heureux auprès d'une chanteuse du *Palace Théâtre*. Il avait tenté ensuite de faire chanter quelques banquiers de Pétrograd en les menaçant de les compromettre dans les opérations louches de sa première victime. L'un d'eux en appela au ministre de la Justice, M. Khvostof, oncle du ministre de l'Intérieur et infiniment plus loyal que son neveu. M. Khvostof enquêta et, éclairé sur l'individu, fit arrêter Manouïlof à l'insu de Schturmer. Son acte lui valut une retraite immédiate, bien que peu de temps auparavant l'empereur lui eût offert la présidence du Conseil. Raspoutine était intervenu en faveur du policier son ami. Il ne put que tirer vengeance de l'auteur de l'arrestation, Alexandra Féodo-

rowna allait obtenir le classement de l'affaire. Elle avait compris que trop de personnages eussent été compromis et que le procès de Manouïlof aurait été celui du régime, de l'okhrana. Le nouveau ministre de la Justice, Makarof, reçut en effet, alors que le procès s'instruisait, l'ordre direct du Tsar de suspendre les poursuites. Bien que réactionnaire lui-même, Makarof démissionna, révolté de l'iniquité de la mesure qu'on lui imposait. Son successeur, moins scrupuleux, dégagea Manouïlof de toute responsabilité. On ne touchait pas à un membre de l'okhrana, fût-il vingt fois coupable, on craignait trop le scandale de publiques révélations.

Des Allemands, des pitres, des traîtres, au-dessus et au-dessous de ministres sans responsabilité, Azef, Guérassimof, Manouïlof, Elie Kurtz dont le nom figure encore à l'heure actuelle dans l'annuaire de Pétrograd comme « correspondant de journaux français », Kurtz commensal de ministres et de puissants seigneurs, devenu chef du contre-espionnage russe à Bucarest pendant la guerre, puis incarcéré à Pierre-et-Paul comme agent de l'en-

nemi, voilà quels étaient, hier, les rouages de la machine gouvernementale russe! C'est sur ce monde, ce beau monde en vérité, que s'étayait le trône de l'autocrate de toutes les Russies.

CHAPITRE IV

CE QUE FUT LA POLITIQUE RUSSE

La politique « d'apaisement ». — Stolypine. — Les « Cent Noirs ». — Les répressions. — Le nationalisme. — Le laisserfaire de Kokovtsof. — La réaction s'accuse. — L'ère des faiblesses. — Gorémykine. — Schturmer, Protopopof et l'ère des folies.

La révolution de 1905 aura constitué, dans l'histoire russe, une démarcation très nette entre deux époques.

Jusqu'en ces mémorables journées d'octobre, le principe de l'absolutisme était resté indiscuté par la masse et, reposant sur elle, à peu près inattaquable par l'élite.

La révolution lui porta une sérieuse atteinte. On le discutait, il apparaissait suranné et, parce que mal servi, monstrueux, à une portion de plus en plus considérable de l'opinion.

1905 ouvrit donc une phase de lutte sans

arrêt entre les défenseurs de l'autocratisme, une minorité, et un peuple de plus en plus décidé à s'élever au niveau social de ses voisins.

Aussi, la politique gouvernementale russe, depuis ce moment, se peut résumer d'une phrase : reprendre au pays les demi-libertés accordées sous la pression révolutionnaire. On baptisa cette politique du nom d'apaisement et sous ce couvert facile, ministres convaincus ou fonctionnaires irrités commirent les pires abus.

Le comte Witte, père de la Constitution d'octobre 1905, après avoir hésité un instant devant l'émeute, redevint tôt le fidèle serviteur de celui qu'il appelait ironiquement son « Auguste maître », mais dont il se montrait néanmoins très heureux d'être le trop obéissant ministre.

Le monopole de l'eau-de-vie, qu'il avait institué, outre qu'il emplissait sans effort les caisses du Trésor, permettait de maintenir le peuple russe dans un état d'abêtissement propice à ceux qui le voulaient tenir dans l'asservissement. « On avait enfermé le moujik, écrivait un publiciste russe, dans une *nursery*

malpropre, sombre, à l'air mesuré. Aux murs nus, à la place d'images à la portée de son esprit, pendaient des instruments de menaces, comme, au lieu de jouets de son âge dans l'évolution de l'humanité, ne se trouvait qu'une rangée de mesures d'alcool. »

*
* *

Mais Witte avait encore la main douce. C'était un ambitieux qui biaisait pour servir ses intérêts propres. Ses compromissions valurent à la Russie un régime de détente d'abord puis la suppression des premières Doumas. Son successeur, Stolypine, allait juguler le populaire, afin, croyait-il, de soutenir efficacement le Tsar.

« D'abord l'apaisement, émit-il en dogme, les réformes viendront après ! » Pour « apaiser », il mit en jeu tous les moyens que lui donnait un pouvoir sans bornes. Voulait-il voir promulguer une loi contre laquelle se cabrait la Douma ? Il mettait celle-ci au vert pour quelques jours ou faisait jouer ce fameux article 87 qui lui donnait faculté de se passer du Parlement. Stolypine crut pouvoir faire de

l'autocratie un pouvoir tutélaire pour le peuple. Mais le temps avait changé les conditions et les besoins de la vie sociale, il avait ouvert des horizons nouveaux aux gouvernés et la férule qui devait être paternelle dans l'esprit du premier ministre russe n'en était pas moins une férule. Les moyens qu'il employa pour restaurer l'absolutisme un instant ébranlé sur ses bases, ne pouvaient lui rallier que les courtisans ou des dupes, tel le parti octobriste qui voyait en lui l'applicateur dans son intégralité du manifeste constitutionnel.

S'appuyant sur ce parti du centre de la Douma et surtout sur les droites, il demanda aide à ces dernières pour pacifier le pays. C'était confier aux loups les clefs de la bergerie. Les ultra-conservateurs, ulcérés par la révolte populaire, attentat inqualifiable à leurs yeux contre le symbole de la Patrie qu'était le Tsar, se mirent passionnément à la besogne. Les « Cent Noirs », organisation réactionnaire née à l'issue de la révolution, vit luire ses plus beaux jours. Le Dr Doubrovine, son directeur, devenu le bras droit de la police politique secrète et des hauts fonctionnaires, fomenta à nouveau des pogroms

contre les Juifs, ameuta la populace et les naïfs par ses publications, payées des deniers de l'État, contre les révolutionnaires, les Polonais, les Ukrainiens, les Finlandais. Les attentats terroristes de droite se succédèrent. On apaisait. Et pour ce faire, après le rédacteur Yollos, le député Herzeinstein, tombés sous les coups des organisations d'extrême-droite, c'était l'assassinat du député travailliste Karaoulof en 1908 et, enfin, l'attentat contre Witte lui-même.

L'empereur se montrait indulgent pour ces crimes. On pendait sans rémission possible un étudiant pour une brochure révolutionnaire trouvée dans ses papiers, mais on commuait les peines déjà légères prononcées pour la forme contre les assassins réactionnaires.

A dater de cette époque et, exception faite en partie, peut-être, pour la période du ministère de M. Kokovtsof, la politique intérieure russe aura été la honte de l'Europe civilisée. Elle redevint telle qu'aux plus mauvais jours des persécutions nationales et religieuses du terrible procureur du Synode Pobiedonotsef, au cours des dernières années du règne d'Alexandre III. Les prisons, les

effroyables geôles de Pierre-et-Paul, de Schlüsselbourg, les bagnes mortels de Sibérie, ce pays de Narim dont l'on ne revenait pas, regorgèrent de clients. Il n'était pas de nuit que les quartiers ouvriers ne fussent mis en émoi par quelque perquisition policière, il n'était pas de matin où les étudiants ne se chuchotassent à l'oreille le nom de quelque camarade arrêté. Des villes ou des gouvernements entiers étaient déclarés en état de siège ou de « protection renforcée » afin de permettre l'arbitraire. La provocation et la délation eurent à ce moment leur belle époque.

On pacifiait ; le Tsar, bien que profondément religieux, voyait s'allonger sans remords la liste des victimes de son régime. N'était-ce pas pour le bien de sa dynastie et le sort de sa famille ne se confondait-il pas avec le bien du pays ?

*
* *

Pendant que l'on bridait le peuple on se mit à traquer les nationalités réunies par la force sous l'égide de l'aigle bicéphale. Polo-

nais, Finlandais, Lithuaniens, Lettons, Georgiens, Juifs, se voyaient traiter en « sujets de deuxième catégorie » pour lesquels on ne savait trouver assez de prétextes à vexations. Le Gouvernement était soutenu dans cette attitude par la croissance d'un nationalisme nouveau dans l'histoire des idées russes. Agressif, intransigeant, il était né en partie de l'humiliation subie du fait de l'annexion de la Bosnie par l'Autriche. Il fut renforcé, développé artificiellement par ceux dont l'intérêt était de distraire l'opinion de ses préoccupations sociales. Le pogrom juif était un dérivatif pour le régime tsariste. De plus, les dirigeants trouvaient là une revanche sur ceux qui, en 1905, avaient pris une grande part à l'insurrection populaire.

« La Russie aux Russes », aux grands Russes fallait-il entendre, tel était le leit-motiv du leader nationaliste, le comte Bobrinski, et des droites à la Douma.

Stolypine verra son nom attaché à cette naissance subite d'un chauvinisme étroit, d'un impérialisme intolérant, si peu en rapport avec la largesse de vues russe.

Il fut tué roide, à Kief, par un « apaisé »

ou un policier provocateur, on ne le sut jamais.

*
* *

Kokovtsof prenait sa suite, s'effaçant derrière un souverain qu'une personnalité trop marquée rendait ombrageux. Il appliqua surtout ses soins au domaine financier lequel, encore qu'épineux en Russie, était tout de même moins brûlant que le terrain politique. Sous son ministère, la police demeura grande maîtresse de cet empire que l'on pouvait museler, puisque M. Kokovtsof lui-même eut ce mot malheureux, un jour : « Dieu merci, il n'y a pas de Parlement chez nous ! »

Sa tactique fut surtout de laisser faire. Disons, à la décharge de ce sincère ami de la France, que c'est sous son administration que l'impératrice commença véritablement à régner sans partage dans l'esprit de son faible époux ; Raspoutine atteignait l'apogée de sa puissance et faisait donner comme collaborateur à M. Kokovtsof, ainsi que nous l'avons dit, une de ses créatures, le gouverneur Maklakof que l'on improvisa ministre de l'Intérieur.

Les intrigants, à partir de ce moment, allaient commencer, de plus en plus nombreux, à diriger les affaires publiques et le président du Conseil, passant la main aux favoris de la Cour, allait se confiner, lui, dans son rôle d'administrateur intègre.

*
* *

Maîtriser les éléments avancés nationaux, maintenir le peuple dans l'ignorance et mâter les allogènes, restait la devise gouvernementale. Maklakof n'eut d'attentions que pour la police. Dans une interview que nous lui prîmes à cette époque et qui fit sensation en Russie, il nous parla exclusivement de centraliser et de renforcer le pouvoir avec, sous-entendu, l'organisation policière comme bras séculier. Les questions polonaise et juive n'existaient pas pour lui ; c'était à son avis et sans plus « des éléments de troubles ».

Et, toujours, invariablement croissante, la réaction reprenait en force. Les Polonais étaient frustrés même des maigres promesses de Stolypine. On leur refusait la dérisoire autonomie municipale, mais les dirigeants de

Pétrograd, à la même époque, déclaraient russe et baptisaient orthodoxe le gouvernement de Kholm, terre polonaise s'il s'en fut.

Les Juifs, avec le ministre de l'Instruction publique Casso, subissaient une réduction du pour cent des leurs admis dans les établissements scolaires. Le procès de Beylis, ce malheureux Juif accusé par une magistrature à la solde du réactionnaire Schéglovitof, ministre de la Justice, d'avoir « saigné » un enfant chrétien pour le pain de sa Pâque, venait souiller la Russie d'un Tolstoï.

La Finlande assistait, impuissante, à la déportation de ses talmanns.

La presse russe était plus que jamais bâillonnée. Durant l'année 1913, 364 condamnations étaient prononcées contre elle. Les derniers vestiges des concessions de 1905 s'évanouissaient. On retirait, on restreignait ou l'on rendait inefficace par des contre-mesures ce qui subsistait encore de la malheureuse charte constitutionnelle.

Avec les Maklakof, les Schéglovitof, les Casso, Russes et allogènes voyaient triompher à nouveau, et rageur cette fois, l'ancien régime d'oppression et d'asservissement.

Mais nous touchions au déclin de la manière forte d'un Stolypine, les hommes d'État finissaient avec Kokovtsof. Ils faisaient place à des fantoches, médusés par les désirs de Tsarskoïé-Sélo, véritables valets du tsarisme qui semblaient appelés par le destin pour en précipiter la fin. Le Maître, ombrageux, les préférait à des ministres dont la personnalité s'affirmait à côté de la sienne. Il s'accommodait beaucoup mieux de leur docilité que de la volonté d'un Stolypine, les prophéties d'un Witte ou les respectueuses remontrances d'un Kokovtsof. Les arrivistes qu'il appelait à gouverner se conformaient au rôle attendu d'eux, insoucieux du bien public, attentifs exclusivement au moindre caprice de la Couronne.

Nous commencions l'ère des faiblesses; celle des folies allait venir.

*
* *

Avec la chute de M. Kokovtsof — provoquée par ses dissensions avec la Chambre — et l'appel de M. Gorémykine, « cette vieille pelisse dont on s'était souvenu un jour que l'on avait eu froid », ainsi qu'il s'était défini lui-même, il

n'y eut plus, en effet, à proprement parler, de politique intérieure russe.

On avait à ce point pacifié le pays qu'il était surexcité ; la faiblesse de Kokovtsof, laissant agir ses ministres, avait autant fait pour cela que la rudesse de son prédécesseur.

Gorémykine, vieillard de soixante-seize ans, et nature indolente, vieux fonctionnaire par surcroît aux très vieilles idées, qui voyait encore dans le moujik le serf inconscient des jours heureux de sa jeunesse, était parfaitement incapable de gouverner. On n'avait demandé à ses mains débiles que de reconstituer ce qui s'effritait, de replâtrer ce ménage précaire du Gouvernement et de la Douma dans lequel le torchon brûlait pour un geste malheureux encore de M. Kokovtsof; cette œuvre était hors de ses moyens, ne cadrant pas avec sa conception du régime tsariste, tel qu'il l'avait servi à sa belle époque, sous le règne du monarque précédent.

Il ne fallait donc pas attendre de lui le labeur gigantesque et de génie qui aurait consisté à rasseoir sur de solides bases, par d'opportunes concessions à l'opinion, le principe de l'absolutisme. Le pauvre homme était dé-

bordé. Au lieu de conceptions magistrales, il faisait appel à des expédients.

Plus les procédés se faisaient mesquins, plus, au contraire, le problème prenait de l'ampleur. Le régime bureaucratique se voyait en effet frappé à coups redoublés par un juste retour des choses d'ici-bas. Nous assistions aux conséquences de la coupable gestion du général Soukhomlinof. Le pays en guerre contre un ennemi puissant se trouvait désarmé, presque livré sans défense, de par l'incurie, la vénalité ou la véritable trahison de ses représentants.

*
* *

Il eût fallu des hommes, mais le régime finissant n'avait voulu que des laquais. Gorémykine ne tint pas contre le courant grossissant du mécontentement et de la réprobation populaires.

On appela Schturmer, le fonctionnaire vénal, mésestimé même par ses pareils.

Pour lui, rien n'exista, ni revendications sociales de la nation dont la voix se faisait unanime, ni assainissement, au moins, à appor-

ter dans une organisation vétuste, rien si ce n'est la Tsarine et le paysan sibérien devenu son prophète. Qu'allait-il exister, au surplus, pour la « bande » — le mot est de M. Sazonof — qui allait se succéder au pouvoir, sous les ordres de ce sinistre personnage ? L'intérêt de caste seul, la sauvegarde des profits et des prébendes, le maintien des privilèges. En dehors de ce monarchisme bien particulier, personne ne se soucia du sort que pouvait faire infliger au souverain, à l'empire lui-même, l'oligarchie effrénée, les scandaleux abus auxquels se livrèrent, comme déchaînés, quelques aventuriers placés par caprice à la tête de cet immense pays.

Le régime absolutiste, avec un Witte et un Stolypine surtout, voyait dans la lutte menée contre les sujets de l'empire une attitude exigée par sa propre existence. Pour un Gorémykine et un Schturmer, c'était trop demander. On ne songeait plus à l'avenir, voire au lendemain. On menait une politique d'au jour le jour. On parait aux difficultés grandissantes avec des moyens de fortune, en faisant appel aux concours les plus maladroits. Les ministres passaient comme les

marionnettes, après avoir fait « trois petits tours ». Leurs noms sont foule, leur œuvre nulle, elle ne fut que négative. Les tyranneaux qui se voyaient confier le portefeuille de l'Intérieur, Khvostof entre autres, ne luttaient plus pour des idées, mais contre des individus. On arrêtait Bourtsef, accouru confiant en Russie, quittant un asile sûr pour offrir ses services à sa patrie aux prises avec un redoutable adversaire. La guerre avait augmenté encore, si possible, la puissance de la police laquelle, sous le couvert de contre-espionnage, réglait au grand jour ses comptes avec les contempteurs de la bureaucratie.

Un nom, maudit par tous, résumait l'époque: Raspoutine, la clé de voûte de cet édifice croulant. On pensait à soi. Ministres, dignitaires, gens de Cour, devant son extraordinaire fortune et le renversement des idées et des choses qu'elle supposait, en arrivaient aux plus abjectes bassesses pour conquérir fortune et honneurs. La guerre vint permettre une incroyable débauche d'argent, aussi, la concussion ne fleurit-elle jamais, de mémoire de Russe, comme à ce moment.

*
* *

Puis, dans ce vent de folie, ce véritable sadisme de la provocation où des gens se croyant intangibles, éprouvaient comme une sorte de frénésie à bafouer toute une nation, un homme se ressaisit. Ce fut Schturmer.

La victoire obtenue, malgré tout ce qu'avait fait l'administration pour la rendre impossible, n'allait-elle pas devenir une arme redoutable aux mains du pays ? L'armée en rentrant ne balaierait-elle pas les incapables et les criminels qui l'avaient envoyée à la mort sans armes et n'avaient même rien tenté de sérieux, par la suite, pour réparer leurs fautes ? La nation, soulevée par l'indignation, permettrait-elle, la paix rétablie, à ceux qui s'étaient saisis du pouvoir de s'y maintenir ? Il était certain que non.

Tout le monde savait ou sentait, au moins confusément, que la Russie n'attendait que la fin du danger au dehors, pour conquérir, fut-ce de haute lutte, cette émancipation refusée jusque-là par un monarque aveugle. Aussi, un sentiment se faisait jour dans les sphères

dirigeantes. Ce sentiment, c'était la peur de la victoire.

Toute une évolution des idées russes s'était accomplie. Nous la définissions comme suit, en novembre 1916, dans un article auquel *le Genevois* ouvrait ses colonnes, la censure française croyant devoir faire taire, à cette époque, ce qui se passait dans les ténébreuses coulisses de la scène politique russe.

« Avant la guerre actuelle, écrivions-nous, il était courant d'entendre en Russie, dans les milieux avancés, un aphorisme peu fait pour rassurer les alliés de l'Empire : « Une guerre « victorieuse, vous disait-on, équivaudrait à « cent années de réaction de plus pour nous. » Il nous souvient d'une conversation que nous eûmes avec une personnalité très en vue à Pétrograd, peu de mois avant le conflit européen. « Nous aimons la France, nous était-il « déclaré, pour ses idées, la France idéaliste « que nous retrouvons d'ailleurs si peu chez « ses gouvernants en ce qui nous concerne. « Mais si une guerre survenait, pour des « sables marocains, par exemple, nous nous « servirions avant tout du fusil mis entre nos « mains pour terminer l'œuvre restée inache-

« vée en 1905... Charité bien ordonnée... »

« Ces propos reflétaient exactement ce que pensaient alors les éléments libéraux russes. On ne pouvait, pour le bien du peuple, souhaiter un triomphe des généraux de l'empereur, qui renforcerait le régime auquel on n'avait porté que les premiers coups au lendemain de la guerre avec le Japon.

« La peur de la victoire était dans les camps de gauche.

« La guerre fut déclarée à la Russie. Elle eut pour cause ou pour prétexte, si l'on veut, une question plus proche des cœurs russes que les rivalités franco-allemandes en Afrique. Il s'agissait de Slaves, de ces « bratouchki » (petits frères) des Balkans dont l'existence était connue du dernier moujik. Elle fut populaire, de ce fait, au sein des masses. Il y eut mieux : elle le devint aussi chez les gens de gauche, parmi ceux qui, la veille, n'attendaient qu'un conflit extérieur pour régler des affaires intérieures, ne voyant la libération du peuple russe possible que dans une défaite de l'armée du Tsar. Elle devint leur guerre et voici pourquoi :

« L'Allemagne avait toujours été, pour les

libéraux russes, synonyme de réaction. Ses intrusions dans la politique de l'empire voisin n'avaient jamais eu d'autre but que de retenir le cabinet de Pétrograd chaque fois que ce dernier se montrait disposé à quelque concession à la révolution menaçante. Bien que nourris de science, de philosophie allemandes, les intellectuels russes ne gardaient néanmoins pour l'*Alma mater*, sur le terrain politique, que de la défiance où entrait parfois, l'envie du nonchalant slave pour le Germain méthodique, avisé, accapareur. L'Allemagne de Louvain, au surplus, n'eut pas beaucoup à faire pour s'attirer l'opprobe d'un peuple de rêveurs et d'apôtres, peuple pacifique, humain, que révoltèrent, qu'ameutèrent les procédés ignominieux de la *Kultur*.

« A côté de cette cause extérieure et secondaire du revirement d'opinion sur la guerre, dans les partis de gauche, il y en eut une, intérieure celle-là, qui l'emporta peut-être sur la première dans l'esprit des classes intellectuelles.

« Une guerre qui aurait été le fait du gouvernement, organisée par lui pour la victoire, menée avec succès dans ce but, aurait été

un atout dans ses mains. Mais, dès les premiers mois de 1914, les plus abusés purent aisément se convaincre de l'impéritie des dirigeants de Pétersbourg. 1915 allait souligner l'incapacité de la majorité d'entre eux, leur manière coupable de tout sacrifier au souci d'étouffer la moindre velléité de progrès dans le pays.

« Une conclusion était à dégager de cette situation. La nation russe la tira. Si nous faisons nôtre cette guerre, se dit-elle, si nous voulons et organisons nous-mêmes la victoire sur l'Allemagne trop crainte et trop écoutée chez nous, nous aurons conquis du même coup notre droit de cité aux yeux du souverain et de l'opinion publique européenne qui nous ignore.

« Il s'opéra, dans ce sens, une véritable évolution d'idées au sein des milieux avancés. Son grand facteur, nous venons d'essayer de le démontrer, fut d'ordre social intérieur. Ce fut une transformation que les Allemands les plus avertis des choses de Russie n'auraient pu prévoir : l'opinion publique devint, d'une fois, majeure. Cette guerre mal commencée, plus mal continuée, cette guerre qui menaçait

un moment de lui devenir fatale, révéla au pays l'erreur de vouloir faire découler de mauvaises heures des jours meilleurs, d'attendre une victoire sociale d'une défaite militaire. L'opinion avait pris conscience de sa puissance. Devant la catastrophe rendue possible par la faute des gouvernants, la nation, tout de suite, vit son avenir politique intimement lié à la victoire, car elle seule était à même de l'organiser. Et, à cette tâche, elle se consacra toute, comme à une œuvre de libération. La guerre était « sa » guerre et la victoire serait « sienne » également. Pour y avoir puissamment contribué, pour être venue réparer courageusement les graves lacunes d'une administration vétuste et débile, elle ne pouvait être oubliée après le triomphe.

« Et nous vîmes en effet les municipalités, les zemstvos se grouper en unions puissantes, lesquelles prirent à tâche la fabrication du matériel de guerre, les services d'intendance et de la Croix-Rouge, la militarisation, en un mot, du pays. Nous vîmes une Douma vibrante de patriotisme fouailler l'administration somnolente, demander à des gouvernants tièdes et distants l'effort nécessaire pour ame-

ner le pays à la hauteur, au moins, de l'adversaire. Pour la première fois depuis 1812 le peuple russe tout entier était à la guerre parce qu'il en attendait sa liberté ! La peur de la victoire avait disparu de ses rangs !

« Par contre, elle semblait s'être fait place et large place dans l'autre camp, celui de la bureaucratie dirigeante. Les critiques violentes de la représentation nationale arrivaient à peine à secouer sa torpeur.

« La bureaucratie n'est pas, ne peut et ne *veut* pas être à la hauteur de la tâche qui lui incombe, ajoutions-nous, dans cet article du *Genevois*. Ce n'est pas uniquement la routine qui la rend impuissante, ce n'est pas seulement pour être un organisme sans âme qu'elle se montre veule et sans patriotisme, c'est surtout parce que l'esprit qui l'anime est tout de coterie, parce que sa volonté, son pouvoir discrétionnaire, elle les met au service de ses haines et ses haines, malheureusement, elle les réserve pour tous autres que pour l'ennemi extérieur.

« Son ennemi à elle, c'est tout ce qui veut s'affranchir de sa férule, s'émanciper du régime policier ; c'est tout ce qui veut voir se

terminer l'effrayant martyrologe politique, tout ce qui veut respirer librement dans cette Russie de Raspoutine où l'on étouffe, tout ce qui veut pouvoir crier tout haut les ignominies que l'on se répète tout bas, sous le manteau, c'est tout ce qui demande l'application la plus rudimentaire des lois sociales régissant les pays civilisés.

« Son ennemi à elle, c'est l'ouvrier russe dont les yeux s'ouvrent, l'étudiant aux utopies généreuses dont la jeunesse s'étiole, l'intellectuel honnête dont la longanimité est à bout, le Finlandais trompé, le Polonais vingt fois dupé, l'Arménien désillusionné, le Juif, enfin, traqué comme bête fauve. Son ennemi, c'est l'écrasante majorité du peuple russe et des nationalités groupées sous son drapeau, exception faite seulement du nombre toujours décroissant de moujiks ignares et mystiques et des arrivistes reniant des frères pour recevoir la prébende des fonds secrets.

« Ce sont ces ennemis-là que la caste administrative poursuit en pleine guerre et c'est comme une peur du triomphe de la Russie que nous voyons chez les profiteurs du régime, les exploiteurs de Nicolas II, la peur d'une

victoire trop complète qui balaierait jusqu'aux germes de despotisme en Europe, portant une grave atteinte au principe de la monarchie absolue en supprimant l'allié occulte qu'était l'empereur allemand pour la Russie réactionnaire.

« Aussi, des chancelleries s'exhale une atmosphère délétère faite, à doses savantes, de doute mauvais, de scepticisme dissolvant, d'allusions prudentes et, en premier lieu, de passivité voulue. Un succès pour couvrir l'amour-propre... et si l'on faisait la paix. Berlin n'est-il pas l'allié naturel de Pétersbourg ? La peur de la victoire sue ici de tous les murs ! »

Nous ne pensions pas être à ce point prophète en écrivant les lignes qui précèdent. Schturmer se chargea de nous donner pleinement raison. Il comprit qu'il fallait aviser sans retard pour ôter à la nation le bénéfice de ses efforts et aux allogènes leurs illusions sur un avenir meilleur.

Émanciper les Polonais comme l'avait proposé Sazonof, eût été de la dernière imprudence, un précédent qui mettrait les gouvernants russes dans l'embarras. On accorderait aux Polonais le droit de disposer d'eux-

mêmes alors qu'on le refusait aux Russes? D'un trait de plume, le président du Conseil devenu ministre des Affaires étrangères, annulait l'œuvre intelligemment patriotique et éminemment humanitaire de son prédécesseur aux Affaires étrangères, contrevenant ainsi à la volonté formelle de son souverain, lequel avait ratifié le projet de libertés polonaises de ce dernier. Schturmer argua que la question ne pouvait être tranchée que le jour où les armées du Tsar auraient reconquis le Royaume. Il savait, de la sorte, remettre aux calendes grecques la proclamation de l'autonomie.

Et d'une. Les Polonais frappés, il restait encore un « allogène » turbulent à assagir : le Juif. L'élément juif, parce que le plus persécuté, se trouvait naturellement à la tête des milieux avancés, il fallait donc atteindre l'hydre révolutionnaire dans ses organes vitaux. Et le Juif qui avait obtenu, afin d'échapper à l'envahisseur allemand, que fût rapportée l'interdiction pour lui de vivre ailleurs que sur les confins de l'empire, voyait remettre en vigueur par des circulaires secrètes, ce qu'officiellement on déclarait avoir aboli. Les blessés

juifs n'étaient point autorisés à se faire soigner dans les ambulances des villes. Ils auraient pu contaminer par leurs idées, les soldats de Sa Majesté. Il était interdit aux chefs de corps de signaler les faits d'armes accomplis par leurs hommes de confession israélite. Faire savoir à l'opinion publique que le Juif était autre chose qu'un espion ou un traître, eût détruit le ferment antisémite soigneusement entretenu.

La terreur de la révolution, conséquence de la guerre, allait affecter les formes les plus inattendues. N'a-t-on pas prêté aux gouvernants de l'ancien régime l'intention de ne point laisser retourner dans leur village, mais de les envoyer coloniser en Sibérie, les prisonniers russes, à leur retour d'Allemagne — où l'on avait soigneusement développé en eux des idées nationalistes, lorsqu'il s'agissait d'allogènes, — ou qui s'étaient développés eux-mêmes au contact de leurs compagnons de captivité français ou anglais? Nous savons, par ailleurs, qu'un ordre avait été donné aux troupes russes en France de ne point avoir de rapports avec leurs camarades de l'armée française. Les nations d'Occident ne pouvaient

avoir qu'un effet pernicieux sur les sujets du « Petit Père ».

*
* *

Mais ces précautions auraient été sans effet avec une guerre se prolongeant. Schturmer, ses protecteurs de la Cour et ses séides du ministère, s'en rendaient compte. C'est uniquement pour conjurer le péril intérieur que nous les vîmes préparer les voies à une paix séparée. Elle devint une hantise pour la « camarilla », en dépit de toutes ses affirmations officielles démentant les bruits qu'enregistrait la presse neutre, malgré les hypocrites protestations multipliées à Paris et à Londres. Peu importait à certains que la Russie perdît son honneur et une partie de son territoire même, à une transaction qui aurait été une ignominie sans nom, pourvu que la réaction restât maîtresse de l'empire. La patrie pour ces gens-là était chose secondaire : meure la patrie si leur régime devait sombrer.

Le Tsar, malgré les sollicitations de sa femme, les prières d'une partie de ses ministres

et de ses favoris, ne partageait nullement leur point de vue. Comme son grand-père n'avait pu pardonner le « Vive la Pologne, Monsieur ! » de Floquet, il ne pouvait oublier, lui vindicatif comme tous les faibles, les paroles injurieuses prononcées par le Kaiser à son endroit, du balcon de Potsdam, au début de la guerre. Il voulait en outre réparer l'échec de 1904 et rendre en Occident, au patrimoine de ses aïeux, ce que lui avait fait perdre en Extrême-Orient la guerre avec le Japon. De plus, pour lui, la défaite ou une paix boiteuse précipiteraient sa chute d'une façon autrement certaine que la victoire. Cette dernière pouvait faire espérer en des jours de liesse, une réconciliation avec son peuple. Il y avait enfin les engagements solennels contractés envers ses alliés ; Nicolas II était homme à ne point les oublier, on lui doit cette justice.

*
* *

Les conseillers sans autre foi que leur intérêt savaient tout cela. Les organes d'extrême-droite n'allaient-ils pas jusqu'à publier, sous l'œil bienveillant d'une censure à leurs gages,

que « l'empereur était le principal obstacle à une paix séparée » ? Un Maklakof et un Scheglovitof, anciens ministres fort écoutés cependant, n'avaient-ils pas vu rester sans réponse et sans effet un mémoire de leur main adressé au Tsar pour lui démontrer la nécessité — pour la monarchie — de cesser une guerre faite à son meilleur soutien et cela de concert avec deux nations démocratiques? Il importait, en conséquence, de mettre le pouvoir suprême dans l'obligation de cesser la guerre. On ne le rallierait que de cette manière à l'opinion de l'entourage ; pour étayer les théories, il fallait des faits.

C'est alors qu'intervint le plan machiavélique dont la Roumanie devait être la victime. Son écrasement escompté devait amener fatalement, dans la pensée des auteurs de la machination, la paix russo-allemande. On lui donnait même une conclusion profitable, la Russie s'octroyait la Moldavie, la Valachie serait abandonnée à l'Autriche.

La Roumanie hésitait encore à se placer aux côtés de l'Entente. Elle n'était pas prête. Mais les dirigeants russes avaient envoyé, en manière d'ultimatum à Bucarest, ces mots

qui allaient précipiter un peuple à la défaite : « Maintenant ou jamais. »

Le gouvernement roumain se trouvait donc pris entre l'obligation d'opter pour une partie des plus risquées ou de renoncer à la réalisation des aspirations nationales. Ce fut le patriotisme qui l'emporta. Il obtempéra cette fois aux injonctions de Pétrograd. Encore ne le fit-il qu'à certaines conditions. Redoutant les Bulgares, il obtint la promesse d'une aide sérieuse des Russes dans la Dobroudja, où quatre corps d'armée devaient être jetés.

Qu'importait à Schturmer de promettre, puisqu'il était bien résolu de ne pas tenir ! On sait ce qui advint. Les Roumains laissés à leurs seules forces furent écrasés ; la coopération russe, de dérisoire qu'elle avait été au cours de la marche triomphale des Allemands en Petite et en Grande Valachie ne devint efficace que sur les lignes du Sereth. Pourquoi ? Parce que c'était là que Schturmer avait décidé que la retraite s'arrêterait afin que les négociations de paix séparée pussent prendre la signification exacte qu'il voulait leur donner. Il fallait que l'opinion russe comprît l'inanité d'un plus long effort, mais en même

temps qu'elle ne ressentît pas l'aiguillon d'une défaite infligée à la Russie même. Les Austro-Allemands arrêtés sur les lignes du Sereth, c'était la Russie mettant le holà à leur avance dès que celle-ci menaçait le territoire russe. Seule la Roumanie était vaincue. Et, de cette nouvelle victoire il ressortait la démonstration que la capacité d'offensive allemande ne pouvait décidément être brisée.

Que conclure alors, sinon la paix ? Puisque la Russie n'était pas humiliée par une défaite qui l'aurait atteinte directement, elle devait voir froidement les choses, discerner son propre intérêt. Celui-ci ne lui commandait-il pas d'ouvrir les yeux à l'évidence ? Puisqu'il devenait certain que l'Allemagne était invincible, ne valait-il pas mieux traiter avec elle au moment où on pouvait le faire sans qu'on y fût contraint par la perte de la campagne à fond qui, si l'on n'arrêtait les frais, allait être menée contre la Russie même cette fois ?

La manœuvre allait peut-être réussir. M. Milioukof et la Douma y mirent fin. Le leader des cadets, dans un discours historique, dévoila courageusement les menées des aventuriers en dénonçant à la tribune de la Chambre

es plans ourdis pour arriver à « l'infamie inouïe que serait une paix séparée ».

Schturmer, hué à la Douma, combattu par es chefs militaires et par l'ambassadeur d'Angleterre, dut être abandonné même par ses puissants amis. Il s'effondra lamentablement. Raspoutine tombait, lui aussi, sous la balle vengeresse de hauts personnages. Schturmer laissait malheureusement au pouvoir, pour continuer et accentuer le désarroi des affaires publiques, Protopopof, enivré par une fortune subite à la Cour. Non seulement ses entrevues avec le diplomate allemand Warburg, à Stockholm, au retour de Paris et de Londres où il faisait partie de la délégation parlementaire, ne l'avaient pas empêché de devenir ministre, mais l'attitude nouvelle de ce demi-libéral de la veille, lui avait valu la haute protection de la tsarine, lui permettant de se maintenir contre la volonté de la nation. Trépof, nommé président du Conseil, se voit empêché par cet intrigant de faire œuvre saine. Il veut s'employer à la conduite de la guerre, Protopopof, lui, qui sent gronder l'orage, prépare la réaction et s'occupe de renforcer la police en lui faisant assigner un crédit sup-

plémentaire de 90 000 000 de roubles sans consulter, et pour cause, la Douma.

Le court ministère n'est qu'une suite de scandales.

La dualité de tendances qui s'accuse entre le courtisan et un premier ministre voulant manifester quelque activité bienfaisante augmente le chaos.

Lord Milner, rentrant de Pétrograd à ce moment, déclare à un journaliste anglais : « Si j'avais cru le quart de ce que je viens d'entendre en Russie, je serais devenu fou ! » Cependant la guerre se poursuit, des problèmes de plus en plus ardus surgissent, la désorganisation du front et de l'arrière vont croissant. Enfin le nouveau ministre Trépof est venu à bout d'élaborer un programme ; fébrile il va passer à l'exécution. Mais il comptait sans la Cour; cette dernière ne songeait que subsidiairement aux questions qui préoccupent Trépof, il y a pour elle la mort de Raspoutine qui prime. Protopopof ne s'occupe que d'elle. Appelé par Mme Vyroubova et l'impératrice, le nouveau favori les console de la mort du grand homme, promet des vengeances. Il se rend indispensable. D'ailleurs, Raspoutine n'est

pas mort, il revit en lui. Et, effectivement, Protopopof joue cette farce, il reprend les trucs de l'autre, devient sybillin, le fait au mystique.

Trépof qui conserve sa raison, pose la question de confiance, demandant le renvoi du charlatan. On ne lui répond pas. Le comte Ignatief proclame hautement son dégoût pour la sinistre comédie. Trépof et lui sont relevés de leurs fonctions pendant que Protopopof, jusque-là gérant seulement de son ministère, est nommé ministre. Ses adjoints écœurés démissionnent.

Trépof parti, c'est Galitzine qui le remplace nominalement. En fait, Protopopof est le chef véritable. Les ministres de la Guerre, de la Marine, des Affaires étrangères, des Finances donnent, à leur tour, leur démission pour ne pas être mêlés plus longtemps à la pitoyable aventure. Sauf le général Schouvaïef qui est remplacé, il leur est ordonné de rester à leur poste. Ce ne sera pas pour longtemps : la révolution vient enfin mettre un terme à cette ère de folies.

Les traîtres à la Russie et à l'humanité sont enfin mis hors d'état de nuire. Si leur œuvre

de décomposition est réparable par le pa
régénéré, l'Histoire ne peut manquer néa
moins de leur réserver son anathème.

*
* *

Nous avons été entraîné à développer co
sidérablement les ultimes méfaits des de
niers suppôts de l'absolutisme russe. Nou
ne voudrions pas toutefois clore cette revu
rapide de la politique intérieure de l'empir
au cours de la décade qui a suivi la premièr
révolution et précédé le coup d'État, sa
nous arrêter un instant sur le rôle du clerg
russe.

Ce rôle n'aura pas été à son honneur. L
Saint-Synode s'était fait le laquais servile de
favoris de la Cour, à l'exception cependant d
quelques prélats courageux et d'un procureu
de haute valeur morale, M. Samarine, dont l
nom est revenu à plusieurs reprises au cou
de cet ouvrage. Issu d'une vieille famil
noble de Moscou, maréchal de noblesse d
cette ville, M. Samarine essaya de remett
l'Église sur une autre voie que celle où l'orien
taient les commensaux du palais de Tsarskoï

Sélo. Imbu des traditions conservatrices les plus hautes et les plus pures, Samarine avait l'ardent désir de servir son souverain et sa patrie. Le pouvoir, pour cet homme d'un type si rare durant le règne de Nicolas II, n'était pas un but, mais un moyen de se dévouer. Il fut sacrifié par le potentat inconscient pour avoir voulu nettoyer les écuries d'Augias. Le matin même du jour de sa révocation, il était reçu en audience à Tsarskoïé-Sélo où il apportait à l'empereur un rapport détaillé sur Barnabé. Le Tsar fut gracieux, charmant; il allait lire, disait-il, le document avec d'autant plus d'intérêt qu'il appréciait le talent d'écrivain de son auteur. Puis, il demanda à ce dernier des nouvelles de sa famille, s'il comptait bientôt s'installer avec elle à Pétrograd, dans l'appartement réservé aux procureurs du Synode. Le soir, Samarine recevait du monarque une lettre qui débutait ainsi : « Votre rapport ayant pris ce matin plus de temps que je ne le pensais, il ne m'a pas été possible de vous informer de la résolution que j'ai prise de vous donner un successeur. »

Mais M. Samarine ne fut qu'une magnifique exception. Au sommet de la hiérarchie ecclé-

siastique russe, on ne savait plus distinguer la religion d'avec le service des plus mauvaises passions du régime. Là, comme dans le monde civil, les charges et les faveurs furent l'objet de toutes les préoccupations.

Le clergé eut ses Protopopof et ses Raspoutine dans la personne de l'archevêque Pitirime et de l'évêque-jardinier Barnabé. Les intrigants à l'échine souple devinrent les maîtres de ce formidable instrument que fut aux mains du tsarisme l'Église orthodoxe. Les hommes de bien, comme le métropolite Antoine entre autres, se virent condamnés à l'exil en de lointaines éparchies ou réduits au silence.

Le bas clergé russe, fort ignorant lui-même, n'aura rien fait pour l'instruction et l'émancipation du peuple. Aussi, depuis assez longtemps déjà, le pope ne jouissait-il plus de l'estime des classes paysannes. Pour tout dire, il se voyait généralement détesté.

La religion orthodoxe elle-même n'aura rien gagné du fait de ses ministres. Ils l'ont réduite à une série de pratiques d'idolâtres, l'extériorisant, pour frapper l'imagination de simples, en des rites byzantins sans rien lui

laisser ou lui ajouter pour parler non plus aux yeux mais à l'esprit assoupi, à l'âme endolorie des fidèles.

Le service divin avait perdu ce qu'avait usurpé le service du Tsar. Les abus de pouvoir ont été nombreux pour complaire aux maîtres terrestres et les persécutions exercées contre les non-orthodoxes par prosélytisme n'auront pas fait pardonner à l'Église russe, ses exactions par le Dieu qu'elle prétendait servir.

DEUXIÈME PARTIE

LA RÉVOLUTION

CHAPITRE PREMIER

LES PARTIS POLITIQUES D'HIER

Les partis de la Douma. — Octobristes, progressistes et cadets. — Travaillistes et socials-démocrates. — Centristes. — Nationalistes. — La droite. — Partis de demain.

Au lendemain du manifeste de Nicolas II du 17 octobre 1905[1], lequel dotait l'empire de cette constitution que l'on reprit, dans les années suivantes, lambeau par lambeau, la Russie s'essaya à faire de la politique pour la première fois.

Au cours de la révolution qui avait précédé la concession faite par le Tsar, un premier choc d'idées s'était produit. Durant les journées d'octobre, licence avait été laissée au peuple, par un pouvoir désemparé, de se réunir, de se concerter, d'entendre la musique aussi

1. Date du style russe, c'est-à-dire le 30 octobre de notre calendrier.

douce qu'inaccoutumée des mots de Liberté et d'Égalité.

Les classes ouvrières avaient eu le loisir de s'entendre sur un programme de revendications. De leur côté, les intellectuels, suivant leur tempérament, leur milieu ou la situation occupée, se groupèrent en des partis plus ou moins avancés ou s'unirent pour défendre l'absolutisme ébranlé déjà par une première secousse.

La masse paysanne, elle, dans son ensemble, ne comprit guère ce qui venait de se passer. Elle ne vit dans la période de troubles qui suivit la guerre russo-japonaise que la possibilité de courir sus aux grandes propriétés foncières de ses maîtres de naguère. Sa révolution à elle tourna à la jacquerie. Plus tard seulement, un rudiment d'instruction civique lui permit d'envoyer aux Doumas quelques représentants ; ils prirent place, les uns sur les bancs de droite, les autres dans les rangs de l'opposition.

Les opinions se précisant, se tassant, l'éducation politique et parlementaire du pays se faisant dans la demi-liberté consentie par le souverain, les partis se tranchèrent, se scin-

dèrent en fractions, de par les finesses de programmes s'affirmant plus nettement.

La troisième et la quatrième Douma trouvèrent des partis bien constitués, groupant chacun une portion de ce qui représentait et représente encore l'opinion russe : la noblesse, les professions libérales, les fonctionnaires, le clergé, les classes ouvrières des villes et une infime minorité de l'énorme population rurale.

Ces partis se dénommaient, en commençant par la gauche : social-démocrate, travailliste, constitutionnel-démocrate progressiste, octobriste, le centre, nationaliste, la droite, et l'extrême-droite. Entre ces fractions venaient s'intercaler la représentation musulmane, le Kolo polonais, les indépendants que nous ne citerons ici que pour mémoire.

*
* *

Dès la publication du manifeste de 1905, M. Alexandre Goutchkof, devenu ministre de la Défense nationale dans le Gouvernement provisoire, fondait un parti dont le programme, strictement constitutionnel, visait à l'applica-

tion des réformes dont les grandes lignes se trouvaient tracées dans la Constitution. Ce parti prit son nom de la date de l'acte impérial : ce fut le parti *octobriste*. Il joua un rôle prépondérant à la troisième Douma. Stolypine s'appuya longtemps sur lui pour faire échec aux réformistes impatients des gauches. Cette coquetterie avec le « Chancelier » russe lui valut quelque défaveur à la mort de ce dernier. Le parti octobriste fut trouvé trop tiède, hésitant, voire opportuniste ; ses adversaires prétendirent qu'il ne reposait sur aucune base sérieuse dans le pays même. M. Goutchkof, son chef énergique, dont le rôle patriotique a été considérable tant comme président de la troisième Douma qu'à la commission de Défense nationale de cette assemblée, ne fut pas réélu pour la session suivante :

Devant la bouderie de l'opinion, la fraction se scinda en trois parties. Les plus radicaux de ses membres se rangèrent immédiatement à la droite des progressistes sous le nom d'*octobristes de gauche*. De plus modérés, attachés surtout aux questions agraires, au libre développement de ces institutions si profitables aux ruraux que l'on nomme

zemstvos, occupèrent le centre du parti sous le nom de *zemstsy*. Et les octobristes de la première heure qui, ne croyant pas devoir évoluer avec le temps et craignant d'apporter l'appoint de leurs voix aux radicaux, devinrent les *octobristes de droite*.

Dans son ensemble, le parti resta ce qu'il avait été, un parti de centre gauche. Son aile gauche vota plus d'une fois avec les progressistes et les cadets et lorsque la quatrième Douma, cabrée devant les provocations gouvernementales, constitua le *bloc progressiste*, la majorité du parti octobriste se rangea sous cette bannière.

Nous l'avons dit, après la disparition de Stolypine, les octobristes perdirent de leur influence morale ; ils conservèrent toutefois leur importance par le nombre de voix dont ils disposaient. Leur adhésion au *Bloc* fut certainement une des causes principales de la force et du succès de ce dernier.

*
* *

A la gauche immédiate des octobristes, vient le parti *progressiste*, qui compte parmi

ses membres plus d'un homme politique appelé à jouer un rôle important dans son pays. Son leader, M. Efremof, dont le physique a quelque chose de feu Pelletan, est président de la section russe de la ligue interparlementaire ; comme tel, il n'est pas inconnu en France. Libéral, devenu quasi-révolutionnaire, — qui ne l'était pas au cours des dernières années ? — M. Efremof est une de ces âmes « cristallines » qui venait contraster de si étonnante façon en Russie, avec la perversité, la vénalité des dignitaires de l'ancien régime. Essentiellement russe, il a toutes les qualités de cœur de sa race, au détriment un peu — comme ceux de son pays — des qualités de caractère.

Le parti dont il est le chef estimé était — puisqu'il faut parler au passé maintenant — beaucoup plus radical que l'octobrisme. Il avait de nombreux points communs avec son voisin de gauche, le parti cadet, mais sans avoir épousé ce que d'aucuns ont appelé « l'esprit doctrinaire » de ce dernier, son attitude sectaire parfois, qui lui faisait manquer de souplesse.

En 1915, lorsque les revers russes, unique-

ment imputables à l'incurie administrative, vinrent poser avec force le problème de remaniements gouvernementaux sans faiblesse, les progressistes dépassèrent les cadets en radicalisme, demandant dans les discours de leurs leaders un « gouvernement responsable devant les chambres ». Ils firent cependant la concession de souscrire au vœu du Bloc qui, lui, se contentait d'un « ministère investi de la confiance du pays ».

*
* *

Le parti *constitutionnel-démocrate* (que l'on nommait généralement de ses deux initiales russes K. D., dont on a fait « cadet »), bien que monarchiste sous l'ancien régime comme les précédents, faisait déjà partie de la gauche avancée. Il a siégé à la droite de l'extrême-gauche, des travaillistes et des socials-démocrates.

Ce parti a toujours eu une forte discipline et n'a cessé d'être dirigé par des hommes parfois intransigeants, mais courageux à défendre un programme qui n'allait pas sans menacer de fortes brèches l'édifice autocratique. Il

compte des caractères : M. Milioukof dont les discours historiques ont suffisamment éclairé la grande figure parlementaire; M. Chingaref, cerveau remarquablement organisé et homme d'une rare érudition comme le précédent; M. Maklakof, grand orateur, lui aussi, et qui se voyait entouré de sympathies aussi fortes que son frère, l'ancien ministre, était cordialement détesté; M. Roditchef, type représentatif du Russe, rêveur généreux, tout de bonté et d'élévation d'âme, qui aura été le cœur de ce parti dont Milioukof était la tête et Chingaref le bras droit.

Nous avons rapporté tout à l'heure que le parti cadet s'était vu taxer de sectarisme. Disons, pour sa défense, qu'il refusa d'adhérer aux exigences des progressistes réclamant un cabinet responsable devant la représentation nationale. M. Milioukof préférait avec raison demander moins pour obtenir quelque chose d'un gouvernement disposé à n'accorder que d'infimes concessions. Nous avons vu encore M. Milioukof, très avancé d'opinions cependant, soutenir la dynastie des Romanof en proposant comme première solution, au moment de l'abdication de Nicolas II, la régence

de son frère et avoir le courage de tenir tête aux comités ouvriers en déclarant *urbi* et *orbi* que cette proposition émanait de lui.

« Allons doucement pour marcher sûrement », nous disait à nous-même M. Milioukof, au moment où, pour profiter de la retraite russe d'il y a deux ans, laquelle avait fort impressionné la Cour, quelques amis parlaient de brusquer le dénoûment que, tous, nous tenions pour fatal. M. Milioukof n'a abandonné qu'à son corps défendant cette sage formule évolutionniste devant les exigences d'énergumènes que la révolution a fait surgir de la foule.

*
* *

L'extrême-gauche, à la Douma, ne mettait en relief que deux figures : M. Kérensky, chef du parti *travailliste*, et M. Tchéïdzé, leader du parti *social-démocrate*. Ces deux fractions de tendances républicaines avaient été diminuées, à plusieurs reprises, par les coupes sombres qu'exerçait parmi ses membres la police politique, laquelle, sous tous les prétextes, faisait déporter les députés de ces partis avancés.

En pleine réaction, en pleine terreur ras-

poutinienne, MM. Kérensky et Tchéïdzé, avocats tous deux, ne craignaient pas de prononcer de violents réquisitoires contre le régime aujourd'hui défunt, du haut de la tribune de la Douma. Leurs paroles vengeresses furent souvent acclamées par des modérés, tant était belle l'attitude d'hommes qui savaient pouvoir payer leur patriotique audace, au sortir de la séance, par la déportation dans ce lointain pays de Narim, dont si peu sont revenus.

Mais nous devons à la vérité de dire que si les partis d'extrême-gauche s'expliquaient hier comme le contrepoids nécessaire à la mauvaise foi des réactionnaires, leurs tendances, trop accentuées pour l'heure présente, ne sauraient être absolument de mise dans une Russie aujourd'hui libérée. Leurs théories pacifistes sont trop éloignées des tristes réalités voulues par l'Allemagne et leurs conceptions prématurées pour l'insuffisante préparation politique de leur pays.

*
* *

A la droite des octobristes qui partageaient la Douma en deux parties à peu près égales,

sont venus se ranger les centristes. Le parti du *centre* était une fraction dissidente de nationalistes qui, sans vouloir épouser franchement le constitutionnalisme orthodoxe du parti du 17 octobre, tenaient néanmoins à manifester plus de libéralisme que leurs anciens amis politiques, à ne pas avoir, comme ceux-ci, partie liée avec la droite.

Quoique sans importance numérique, le centre a souvent joué un rôle appréciable dans les votes, donnant son appoint tantôt aux gauches, tantôt aux conservateurs. Son chef, M. Kroupensky, actif, entreprenant, fut une sorte d'intermédiaire au cours de débats orageux, de conciliateur entre ses voisins pour les amener à de mutuelles concessions. Ce parti n'a valu que par la personnalité de son leader et encore ce dernier, paraît-il, était appointé par le gouvernement.

*
* *

Avec les *nationalistes* commence la droite. Ce parti avait inscrit à son programme la lutte pour la possession, quelque jour, de cette Russie rouge détenue par l'Autriche. Il s'aliéna

de nombreuses sympathies par l'étroitesse de certaines de ses conceptions. Il se montra l'adversaire d'une solution équitable de la question polonaise, opposé qu'il était, en général, par un nationalisme que ses ennemis ont qualifié de zoologique, à toute concession aux allogènes. La base de son action tendait à un impérialisme grand russe, bien que ces vues n'aient jamais constitué la manière de voir de la grande majorité de la nation. Ses idées n'ont demandé qu'un peu d'exagération pour tourner à un chauvinisme intolérant dans lequel ont versé la plupart des nationalistes russes. Exception doit être faite pour le leader du parti, le comte Bobrinski, dont l'européanisme sut le garder des erreurs grossières de ses partisans. Pour ne point oublier le thème principal de la charte de sa fraction, la réunion de la Galicie à l'empire, il sut s'élever, aux heures historiques vécues par la quatrième Douma, à la hauteur des événements et mêler sa voix à celle des orateurs libéraux de gauche pour une flétrissure des menées coupables des gouvernants.

A ses côtés, un autre nationaliste jadis intransigeant, M. Savenko, prit à son tour fait

et cause pour le progrès contre le régime croulant, rompant ainsi avec les traditions de son milieu. Cette politique fit distinguer deux courants dans le parti ; il se scinda en fraction nationaliste proprement dite, d'une part, et en nationalistes-progressistes de l'autre. Ces derniers, avec le parti du centre, signèrent l'adhésion au *Bloc progressiste.*

*
* *

Après le parti nationaliste, nous arrivons avec la *droite* proprement dite, à la portion réactionnaire de la Chambre. Elle ne semblait faire partie de l'assemblée que contre son gré et n'assister aux séances que pour empêcher aux députés conscients de leur devoir toute possibilité de s'employer à une besogne utile. Avec la droite, plus de joutes courtoises, plus de luttes purement parlementaires, mais une haine véritable qui agitait de pénible façon quelques ultra-conservateurs siégeant sur les derniers bancs du palais de Tauride. Ici, plus de raisonnement, peu de sincérité : nous entrions dans le domaine du dogme ou de la courtisanerie. A part quelques

popes provinciaux à qui le manque de culture et les idées faussées par un esprit de caste interdisaient le rôle de législateurs, quelques paysans dont le traditionalisme et une mentalité de serf faisaient les soutiens bénévoles du régime qui les opprimait — les uns et les autres victimes sympathiques d'un état d'esprit moyenageux — les membres de la droite se recrutaient, dans ces dernières années, au sein des bénéficiaires de l'état de choses, des fonctionnaires en mal de carrière, comme ce Khvostof, ancien mauvais gouverneur dont on fit un détestable ministre.

Le parti compta un fort honnête homme, M. Pourichkévitch. Tout d'abord irréductible, buté dans ses convictions, soutien fanatique de l'absolutisme, il rompit bien des lances avec ceux que le coup d'Etat a amenés au pouvoir. La guerre venue, il descendit un jour dans l'hémicycle de la Douma, et, s'adressant à M. Kroupensky, le médiateur, il lui dit, désignant son ennemi de la veille, le chef des cadets : « Présentez-moi donc, je vous prie, à M. Milioukof. » La présentation faite, il l'embrassa en déclarant : « Aujourd'hui, il n'y a plus ici que des Russes ! » La guerre

lui ouvrit les yeux et fut cause chez lui d'une notable évolution ; devant l'impéritie des dirigeants, M. Pourichkévitch a fait chorus avec les députés de gauche pour les attaquer.

Bien qu'hier encore partisan d'une monarchie absolue, il s'est félicité des événements du 11 au 14 mars 1917. Il deviendra, à n'en pas douter, constitutionnel et parlementaire dans toute l'acception du terme, parce que, patriote et sincère, il ne peut pas ne pas voir le salut de son pays dans le nouveau régime.

Le parti comprenait à côté de ce loyal, un véritable énergumène, M. Markof II, sosie de Pierre le Grand, dont il n'a malheureusement pas les idées réformatrices. Inspirateur de feuilles ultra-réactionnaires, Markof II n'a pas manqué une occasion — même durant la guerre — de faire connaître la phobie dont il est animé à l'égard de la France et de l'Angleterre. Il fut et il est resté notre ennemi déclaré, comme tous les conservateurs outranciers dont le mot d'ordre ne pouvait partir que de Berlin, défenseur intéressé de l'oppression russe, parce que cause de faiblesse pour l'empire.

La droite, à de rares exceptions près, ne

professait qu'une sympathie toute relative à l'égard de notre démocratie. La France pouvait trouver des admirateurs chez elle, mais la République française n'y comptait, certes, pas un défenseur. L'amitié franche, sincère, l'amitié sans réserve, nous était acquise dans les milieux modérés comme parmi les partis de gauche. Chez ces derniers, toutefois, on aurait voulu se voir payer de retour sous forme d'une connaissance plus approfondie des aspirations, des souffrances de la Russie qui se levait, de la vraie Russie, cette grande muette longtemps effacée derrière une infime minorité qui prétendait la représenter.

*
* *

Nous nous sommes attaché à donner, dans les lignes qui précèdent, une image aussi exacte que possible du groupement des partis russes, sans nous dissimuler que cette image est celle d'un passé récent mais aboli. La physionomie politique de la Russie change du tout au tout avec la révolution.

Aujourd'hui, les appellations des partis et les partis eux-mêmes, dont nous venons de

retracer la physionomie, ne vont plus être que des souvenirs.

Quelques-unes des fractions de la Douma, comme celle des octobristes, n'ont plus de raison d'être. Il en est qui, libérées des entraves politiques et des tracasseries policières, vont épouser des idées plus radicales, vers lesquelles les entraînait depuis longtemps une secrète inclination.

Nous avons vu les partis progressiste et cadet et l'extrême-gauche avouer leur républicanisme. D'autres, probablement, les suivront, des regroupements vont s'opérer. Le socialisme compte déjà plusieurs chapelles dans la Russie nouvelle. La Constituante ne ressemblera en rien à la Douma.

Nous avons cru devoir, néanmoins, donner ici une place aux fractions qui composaient cette Chambre basse du tsarisme, puisque cette dernière aura été la pierre angulaire de la révolution russe.

CHAPITRE II

LA GENÈSE DE LA RÉVOLUTION

Origines du conflit entre le pouvoir et la nation. — Ses premières manifestations. — La Russie patiente. — La Russie s'impatiente. — La crise s'accentue. — Dernières provocations. — Le dénoûment s'approche.

Quel fut, au fond, ce conflit perpétuel entre le pouvoir et la nation en Russie? Que voulait cette Douma dont chaque session s'ouvrait par de violents réquisitoires contre les milieux dirigeants? Voilà ce que s'est maintes fois demandé l'opinion française. La presse ne l'entretint de ces questions que par des dépêches sans lien entre elles pour en faire un tout suivi comme sans commentaires pour les expliquer à un public pour qui les choses de Russie sont restées — à son grand dam — à peu près lettre morte.

Toute une évolution s'était produite lentement mais sûrement dans l'empire du nord.

Ceux qui le connaissaient voyaient à l'horizon s'amonceler les signes d'un orage qui devait éclater tôt ou tard. Le dénoûment est venu, soudain, devançant toutes les prévisions, dépassant toutes les attentes.

L'opinion anglaise sentait confusément, parce que mieux éclairée, que des changements se préparaient ; nous l'avons vue prendre résolument position en faveur de cette Douma, véritable expression du pays. Chez nous, il n'y eut que silence : la Russie était l'inconnue sur laquelle on ne pouvait formuler de jugement.

*
* *

Les premières années qui suivirent l'avènement de Nicolas II s'écoulèrent sans que la physionomie du nouveau souverain s'accusât. Son règne s'annonçait incolore, sans le souffle libérateur qui avait animé celui de son grand-père, comme sans la brutale énergie du gouvernement d'Alexandre III.

Vint un jour, c'était en 1901, où le Tsar se manifesta tel qu'il devait être par la suite, c'est-à-dire intransigeant sur la nature de

son pouvoir. Recevant des délégations de zemstvos, il se vit remettre par les envoyés de Tver une supplique qui lui demandait de timides libertés. L'ayant lue, son regard se fit courroucé et il congédia sèchement les audacieux en leur disant : « Laissez, Messieurs, ces rêves insensés. »

A dater de ce moment, la Russie savait n'avoir rien à attendre de son souverain, bien que le temps qui passait la rendît moins docile envers ses potentats. Aussi, ce qu'elle n'avait pu obtenir de la clairvoyance de son nouveau monarque, elle le demanda à l'émeute, quand elle fut lasse de l'anachronisme de son régime dont, par deux fois déjà, sous les Tsars précédents, elle avait espéré se voir libérée.

Excédée par les turpitudes de ses dirigeants, édifiée sur leur compte par la guerre impopulaire contre le Japon, nous la vîmes se soulever brusquement en ces journées historiques d'octobre 1905.

Ce fut son premier essai d'affranchissement. Mais la tradition tsariste était trop forte, la machine gouvernementale trop puissante pour que la tentative ait un lendemain. Le peuple russe fit un beau rêve tôt évanoui : celui de

devenir maître de ses destinées ; la bureaucratie, un instant désarçonnée, reprit vite le gouvernail qui lui échappait ; le cosaque servile, la balle de soldats inconscients rendirent le pouvoir à ceux des mains desquels il avait failli échapper.

Le premier ministre Witte dut conseiller à la Cour de faire la part du feu et il tendit à Nicolas II, comme allait le faire douze ans plus tard M. Goutchkof pour le manifeste de l'abdication, le manifeste octroyant une constitution à l'empire. L'empereur le signait mais non sans avoir, auparavant, demandé l'absolution de cet acte impie au père Jean de Cronstadt.

Cet acte seul, pourtant, allait accorder une décade de répit à l'absolutisme en créant une soupape au mécontentement populaire : la Douma. L'antagonisme entre la nation et le régime policier, le régime corrompu qui l'opprimait n'allait pas cesser, mais, depuis octobre 1905, il allait trouver sa libre expression, expression d'autant plus forte que les protagonistes de l'absolutisme n'allaient avoir qu'une pensée : reprendre une à une des libertés octroyées à leur corps défendant.

Le pays avait manqué jusque-là de tribune pour faire connaître ses souffrances. La représentation nationale bien qu'imparfaite, élue par un système compliqué et arbitraire de curies, de cens et de degrés, lui en donnait une. De ce jour, la nation allait pouvoir réclamer son droit de cité.

Trop longtemps sans voix, elle tenta, comme pour rattraper le temps perdu, de crier tout haut ce que des générations avaient murmuré, avaient gémi tout bas. Les deux premières Chambres, nées d'une liberté relative nouvelle, se firent les porte-paroles, les avocats ardents du sentiment populaire. La modération leur manqua, elles se montrèrent radicales, voire révolutionnaires. Elles furent dissoutes l'une et l'autre. L'ancien régime, à ce moment, en profita pour modifier, au profit des classes privilégiées, les lois promulguées en 1905. Le régime électoral consenti par la constitution était modifié, de manière à assurer à 130.000 nobles plus de députés qu'à 150 millions de paysans.

Ces mesures ne furent pas sans accentuer la rancœur dans l'esprit des masses. Le pays comprit, dès le début de son institution, que

le Parlement était regardé comme un adversaire par ceux dont il diminuait l'autorité jusque-là sans bornes et sans contrôle. Il se rendit compte, après expérience faite, que, seule, la modération pourrait lui assurer le bénéfice, si restreint fût-il, du régime nouveau. Cette compréhension et le nouveau système électoral permirent la réunion d'une troisième Douma plus assagie, que vint encore juguler, par surcroît, la poigne de fer d'un Stolypine.

*
* *

La représentation nationale essaya alors, dans le cadre très étroit qu'on lui traçait, de faire œuvre utile. Elle renonça à la manière forte, préférant composer ; trop faible pour la lutte, elle plia devant l'arbitraire afin d'éviter, au prix, souvent, d'une désapprobation de l'opinion, de donner prise à ses détracteurs, à ceux qui n'attendaient qu'une occasion pour persuader au trône d'abolir cette bâtarde, née d'une échauffourée révolutionnaire.

La collaboration entre un gouvernement rétif et le Parlement n'allait pas, par conséquent, sans heurts. Toutefois, par des con-

cessions, par l'intelligence, l'opportunisme ou la faiblesse des ministres qui se succédaient, cahin-caha, les sessions succédèrent aux sessions, un *modus vivendi* s'établissait, provisoire, en attendant que les événements vinssent créer du définitif. C'est dans ces conditions précaires d'existence que la troisième Douma parvint cependant à faire de bonne besogne et à doter la Russie d'importantes réformes.

Dans le domaine militaire, notamment, sous l'énergique impulsion de la Commission de Défense nationale, présidée par M. Goutchkof, la représentation nationale vota quelques lois qui ont eu leur heureuse répercussion durant cette guerre.

Une quatrième Douma fut réunie à l'expiration des pouvoirs de la précédente. Cette nouvelle assemblée, produit hybride de pressions administratives, ne sembla pas, au début, pouvoir légiférer utilement, tant les partis se trouvaient effrités en fractions sans importance numérique et tant aussi la droite venait contrebalancer la gauche pour s'interdire mutuellement autre chose qu'une continuelle obstruction.

L'opinion russe se désintéressait peu à peu d'une Chambre qui la représentait de plus en plus mal. La Douma se vit même englobée un moment dans le mouvement général de mécontentement provoqué par la lenteur, le mauvais vouloir patent apportés par les gens en place dans l'accomplissement des réformes solennellement promises.

Insensiblement, les choses retrouvaient leur cours antérieur, l'ancien régime reprenait ses prérogatives, le système du bon plaisir était instauré à nouveau. Les abus recommençaient et la quatrième Douma se montrait impuissante, même à suivre l'exemple de sa devancière.

Il y eut une période d'accalmie, d'assoupissement que venaient couper, pour faire diversion, les fêtes du centenaire de 1812, le tricentenaire des Romanof, le premier voyage de M. Poincaré. La Chambre restait incolore, s'occupant de projets insignifiants, incapable d'aborder les grands problèmes, livrée à l'obstruction des extrêmistes de gauche et de droite qui s'unissaient, pour des buts différents, dans le désir de la discréditer.

*
* *

M. Kokovtsof, président du Conseil, donna le premier coup d'aiguillon à cette Douma amorphe en éveillant en elle une sorte d'esprit de corps, par l'usage qu'il fit à son égard d'un procédé trop énergique, celui d'un boycottage gouvernemental à la suite d'écarts de langage d'un membre de la droite.

La tension, de ce fait, s'accusa brusquement entre les gouvernants et la représentation populaire. Par contre-coup, cette dernière retrouvait toute la sympathie du pays.

Mais ce n'était encore là que jeux d'enfants. Depuis, bien des événements vinrent donner lieu de regretter amèrement l'heureuse époque où l'honnête M. Kokovtsof ne faisait que *bouder* la Chambre basse. Depuis, pour complaire aux milieux intransigeants de la Cour, bien des ministres se sont posés en adversaires irréductibles de cette institution à laquelle les conservateurs n'avaient pu pardonner son origine, comme les profiteurs du régime n'ont pu accepter son immixtion dans les affaires publiques.

Au cours des derniers mois du ministère Kokovtsof, les malentendus suscités par ses collègues, les froissements, les provocations s'accumulant, élevèrent de plus en plus haut, entre les dirigeants et la nation, la barrière faite de rancunes et de désillusions.

Ce fut d'abord la politique réactionnaire de l'ancien ministre de l'Intérieur Maklakof et celle du ministre de la Justice Schéglovitof. A vouloir maîtriser le courant en faveur du progrès, ces deux courtisans dressèrent contre eux les éléments les plus modérés de la nation. Depuis leur passage au pouvoir, l'opinion souligna, dans une formule devenue courante par la suite, la séparation existant entre le peuple russe et la bureaucratie maîtresse de ses destinées : *eux et nous*, disait-on hier encore à Pétrograd pour préciser la différence à faire entre un pays avide de libre développement et une *camarilla* dont l'intérêt propre demandait précisément d'étouffer toute tentative d'amélioration.

*
* *

La guerre vint.

Le Tsar, sincèrement désireux de la con-

duire à une fin victorieuse, fit acte personnel en remplaçant les ministres impopulaires par des hommes sinon à même de faire l'union autour d'eux mais dont le passé, du moins, n'excluait pas absolument *a priori* la possibilité d'une collaboration avec cette représentation nationale dont leurs prédécesseurs avaient ouvertement ignoré l'existence.

Mais entre temps, les événements venaient mettre impitoyablement à nu les tares de cette administration russe, germanique d'origine, de traditions et de sentiments. C'était le krach du général Soukhomlinof, dont on connaîtra un jour toutes les conséquences, c'étaient, alors que l'ennemi aux portes culbutait comme fourmilières les forteresses de Pologne, les misérables intrigues pour la course aux places et aux honneurs de la sinistre épopée raspoutinienne.

Ce fut la déroute d'un pays livré à des incapables ou des traîtres, la retraite de 1915 d'une armée manquant de tout, le crime d'un Miassoïedof, la honteuse exploitation de temps troublés par les titulaires de places, ce fut l'anarchie et l'orgie, la dignité et la conscience

nationales piétinées par des cyniques ou des aveugles.

Le fonctionnarisme faisait lamentablement faillite, une faillite qui menaçait de ruine l'empire lui-même. Le pays atteint dans son patriotisme et son amour-propre se dressa tout entier. Par la tribune de son Parlement, il réclama des hommes au lieu et place des courtisans. Dès l'été de 1915, les zemstvos, les municipalités, les corporations, les sectes mêmes réunis en congrès, mêlèrent leur voix à celle de la Douma. De toutes parts montait vers le trône la demande pressante de supprimer la sorte de garde prétorienne qui l'entourait, le séparant du peuple. La Russie adjurait son empereur, déjà pour un but immédiat, la guerre, d'abattre les obstacles qui empêchaient la communion du souverain et de ses sujets, qui annihilaient les forces vives de la grande Russie.

Les appels, vibrants de loyalisme pour la personne du Tsar, se firent de plus en plus angoissés. On se souvient des motions votées par les édiles de Moscou, les élus de la Noblesse, les Bourses et les marchands. Toutes demandaient la même chose : des

gouvernants possédant la confiance du pays.

On vit cette chose extraordinaire, la Douma émiettée en partis, former un *Bloc progressiste* réunissant la majorité de ses voix et dont la base de l'entente se faisait sur la demande d'une charte de libertés nécessaires pour donner à l'empire son homogénéité et la plénitude de ses moyens. Ce bloc réunissait les nationalistes-progressistes, le centre, les octobristes, les progressistes et les cadets, c'est-à-dire, à côté de fractions de gauche avancée, des partis qui, peu de mois auparavant, n'eussent jamais signé le document historique que fut le programme de la nouvelle formation parlementaire. Le temps avait marché.

Le programme du Bloc progressiste demandait :

« I. La création d'un gouvernement uni, composé de personnes jouissant de la confiance du pays, d'accord avec les institutions législatives sur la mise en pratique au plus tôt d'un programme défini.

« II. Une politique rationnelle et conséquente s'efforçant de conserver la paix intérieure, et d'écarter les différends entre les nationalités et les classes.

« Pour réaliser cette politique, ajoutait le manifeste du bloc, les mesures suivantes doivent être prises, soit administrativement, soit par voie législative :

« 1° Par la grâce de Sa Majesté, cessation de toute poursuite dans les affaires purement politiques et religieuses ; libération et réhabilitation des personnes condamnées pour politique et religion, à l'exclusion des espions et des traîtres ;

« 2° Retour des déportés administratifs pour délit d'un caractère politique ou religieux ;

« 3° Cessation complète et décisive de toute poursuite pour religion, sous quelque prétexte que ce soit et abrogation des circulaires qui ont suivi l'oukase du 17 octobre 1905 et en ont vicié le sens ;

« 4° Solution du problème russo-polonais, autonomie du royaume de Pologne et revision simultanée des lois sur la propriété foncière en Pologne.

« 5° Entrée en matière pour la suppression des restrictions contre les Juifs. Second pas, suppression de la zone de résidence, facilités pour l'admission dans les institutions d'ins-

truction publique et abolition des restrictions pour le choix des professions. Rétablissement de la presse juive ;

« 6° Politique pacifique dans la question finlandaise, changement du personnel administratif et du Sénat, cessation des poursuites contre les employés et dignitaires ;

« 7° Rétablissement de la presse ukrainienne, étude immédiate des dossiers des habitants de la Galicie détenus ou déportés, libération de ceux qui ont été poursuivis quoique innocents ;

« 8° Rétablissement des unions de métiers, cessation des poursuites contre les représentants ouvriers dans les associations de secours mutuels, prévenus d'appartenir à un parti illégal. Rétablissement de la presse ouvrière. »

Au bas de ce manifeste, le comte Bobrinsky signait pour les nationalistes-progressistes, M. V. Lvof pour le centre, MM. Dmitrioukof et Chidlovsky pour les octobristes, M. Efrémof pour les progressistes et M. Milioukof pour les cadets.

Hélas ! les hommes au pouvoir étaient incapables, soit de comprendre l'urgence d'accorder satisfaction au sentiment national, soit de

tirer leur souverain de sa hautaine solitude. L'appel de M. Gorémykine à la présidence du ministère n'avait été qu'un palliatif d'un effet de courte durée. Ce vieux serviteur du régime défunt ne pouvait se résoudre à traiter de pair avec la Douma. Bien mieux, quand cette dernière, après avoir fait montre de la plus admirable discipline patriotique, se haussa, comme nous venons de le voir, à la hauteur des circonstances, trouvant enfin le ton qu'il fallait pour démontrer la faiblesse morbide du pays, dévoiler sa non-préparation, dénoncer l'incurie de l'administration toute-puissante, M. Gorémykine, se trompant sur le remède ou n'osant préconiser en haut lieu la véritable solution, crut devoir recourir, en novembre 1915, à la dangereuse échappatoire de la prorogation de la Chambre. Le premier ministre invoquait la nécessité de ne se consacrer « qu'au souci de la victoire » pour expliquer sa détermination. C'était précisément pour ne songer qu'à elle que le Parlement et l'opinion formulaient les exigences qui distrayaient si fort le président du Conseil de ses préoccupations immédiates. Il fut seul de son avis d'ailleurs. Le renvoi du Parlement indisposa

contre lui, cette fois, non seulement toutes les classes de la population et leurs représentants mais encore ses propres collègues, plus éclairés, MM. Krivochéine, Samarine, Sazonof, Bark, le comte Ignatief et le général Polivanof. Ces derniers avaient présenté une requête à l'empereur, alors à son Quartier général, à Mohilef, lui demandant de ne point interrompre les travaux de la Douma, ce qui n'irait pas sans produire une fâcheuse impression dans le pays. Cet avis fut fort mal accueilli par Nicolas II. Il convoqua d'urgence ses ministres au Grand Quartier et manifesta son mécontentement de la sorte de grève contre le président de leur conseil, investi de sa confiance. Les signataires défendirent leur opinion et répondirent au souverain sur un ton respectueux mais très ferme. Samarine, notamment, dans un langage admirable, nous rapportait-on quelques jours après, déclara que le devoir de tout sujet était d'éclairer son souverain et de lui parler en son âme et conscience. Nicolas prit un air pincé et ne répliqua rien. Il se vanta après la séance d'avoir « corrigé » ses ministres comme ils le méritaient. La Douma fut prorogée et, les uns après les

tres, les ministres protestataires furent con-
diés par le Tsar.

Pour satisfaire la vengeance de ses conseil-
s, l'empereur aveugle leur sacrifiait tour à
ır un Krivochéine, nouveau Stolypine mais
ns la manière libérale, un Ignatief, devenu
chose rare — un ministre de l'Instruction
blique estimé et aimé de tous, lequel avait
calmer les milieux universitaires ulcérés
r un Casso. Il leur sacrifiait enfin et un
inistre de la Guerre écouté, Polivanof, un
ocureur du Synode profondément honnête,
. Samarine et un Sazonof qui avait rendu les
us grands services à son souverain, à sa
ıtrie et à la cause européenne.

Ainsi toutes les manifestations de la volonté
ɔpulaire étaient systématiquement tenues
ɔur nulles et non avenues. La Voix de la
erre russe, à laquelle le Tsar semblait pour-
ınt vouloir prêter attention, à en croire ses
roclamations, arrivait, atténuée, déformée,
ı pied du trône. Les délégués des congrès
es zemstvos et des villes tenus à Moscou,
ont faisait partie le prince Lvof, n'étaient
as admis au Quartier général de l'empereur
our la faire entendre, comme ils l'auraient

voulu, cette voix, haute et claire, loyaliste et patriote.

La Douma renvoyée se sépara en répondant par le silence à la provocation de Gorémykine et acclama quand même le nom de l'empereur. Ce n'était point à un loyalisme agonisant qu'il fallait attribuer ce calme mais à un très noble patriotisme, ignoré, semblait-il, des gouvernants. Comme dans uné tragédie cornélienne, la nation imposait silence à ses sentiments pour n'écouter que le devoir, ce devoir qui appelait son attention à la frontière franchie par l'ennemi.

Mais les manifestations d'opinion n'en reprirent pas moins de plus belle, les organisations renouvelèrent leurs avertissements, confirmèrent leurs précédentes formules, demandèrent, implorèrent un gouvernement ayant l'autorité morale exigée par la situation. Le mouvement était alimenté par la perte définitive de la confiance dans les vieilles formes du pouvoir, il ne pouvait cesser qu'avec les appréhensions. L'opposition n'était plus le fait de partis, elle comptait peu à peu dans ses rangs la Russie tout entière.

*
* *

Loin de calmer l'inquiétude, on semblait, ır une sorte de folie, la vouloir augmenter › jour en jour davantage. Des médiocrités, ɜs fonctionnaires toujours, ne faisaient que › courtes apparitions au pouvoir, passant la ain à des fonctionnaires encore.

Scherbatof fut remplacé par l'ancien gou-ırneur réactionnaire Khvostof, parce que ɜputé. Nicolas II croyait accéder de la sorte, ır cette nomination, au vœu unanime « d'un ɔuvernement formé de personnalités possé-ınt la confiance nationale ».

L'apathique Gorémykine allait faire place ı malfaisant Schturmer. Pour ne pas vou-ır répondre franchement au désir de son euple, le monarque nous faisait assister à ıter de ce moment, à l'incroyable défilé de ınistres que l'on sait.

La réaction commencée sous le cabinet pré-ɜdent allait se donner libre carrière avec le ɔuveau vizir en qui l'empereur mettait sa ɔnfiance pour ne point faire appel aux véri-ıbles représentants de la conscience russe,

les lumières de la Douma ou des zemstvos, les Lvof, Milioukof, Goutchkof, que sa femme et ses conseillers lui représentaient comme les ennemis de sa dynastie.

La Douma, dont les séances se faisaient pathétiques, devenait séditieuse, von Schturmer ne laissait passer aucune occasion de lui marquer son mépris.

La colère grondait au sein des masses, elle n'était toujours réprimée, contenue, que par patriotisme. Sous sa cendre, cependant, luisait déjà le feu de la révolte.

La division de la Russie en ces deux camps irréconciliables parce que trop opposés : la *garde d'Ivan* et le *peuple de la terre* était portée à l'extrême, ces Russes « ne se sentaient même plus concitoyens ».

*
* *

Hier encore, le problème demeurait sans solution, les deux camps restaient en présence, avec, entre eux, un mur « au travers duquel n'aurait su passer non seulement la voix de la conscience nationale, mais même celle de la raison ou du simple bon sens ».

A la suite d'un discours retentissant de I. Milioukof, et de l'intervention du député e droite Pourichkévitch, tous deux dénonant les manœuvres pour une paix désirée ar les ultra-conservateurs, Schturmer partit ous les huées. Trépof vint faire la courte pparition que l'on sait, pour céder la place ussitôt à un prince Galitzine dont l'incapaité se doublait de ce Protopopof, incarnation ouvelle de Raspoutine et de Schturmer à la ois.

Ce dernier, comme nous l'avons relaté illeurs, s'ingénie à dresser, contre lui et le égime, jusqu'à ses amis de la veille. En fait e chef du gouvernement, il laisse apercevoir ne tendance de plus en plus accusée à la éaction, pour complaire aux dames de Tsarsoïé-Sélo, irritées par le meurtre de Raspouine.

Le mouvement d'opinion, né d'angoisses atriotiques et purement antigouvernemental u début, devenait antidynastique. Le Tsar, a Tsarine surtout, étaient visés. On ne pouait rien attendre de ce couple, enfermé dans a tour d'ivoire.

La noblesse s'émut. De Moscou elle adressa

un appel pressant au monarque « croyant devoir lui signaler le danger qu'il y avait à ne point se conformer aux demandes réitérées de la Douma concernant les réformes à introduire dans le pays ».

La droite elle-même se fit entendre, voyant, non sans effroi, poindre les nuages qui s'amoncelaient à l'horizon. Par l'organe de l'un des siens, M. Levachof, elle réclamait un dictateur. Par celui de M. Pourichkévitch, elle faisait tenir aux ministres de Nicolas II un langage digne des plus grands jours de notre Révolution.

« Messieurs les ministres, s'écriait M. Pourichkévitch, cet ultra-conservateur de la veille, si votre devoir passe pour vous avant le désir des honneurs, si vous êtes de féaux sujets et si l'avenir de la Russie et l'éclat du nom impérial vous tiennent à cœur, jetez-vous aux pieds du Tsar et dites-lui : « Les choses ne peuvent continuer ainsi ! » Suppliez-le d'ouvrir les yeux sur l'effroyable réalité. Suppliez-le de libérer la Russie de Raspoutine et de toutes ces influences occultes grandes et petites, qui dirigent notre pays et, en même temps, le trahissent. Que finisse ce scandale ! »

Les grandes familles, les grands-ducs à leur tour essayèrent par des démarches individuelles et collectives de représenter à leur souverain, à leur parent la gravité de la situation. Un mémoire, revêtu de dix-sept signatures, lui fut remis pour lui faire toucher du doigt le péril couru par la famille des Romanof.

Le grand-duc Nicolas Mikhaïlovitch, cousin de l'empereur, homme aux idées occidentales, vivant loin de la Cour, se présenta de son côté devant le Tsar pour l'éclairer sur le danger qu'il semblait ne pas voir.

En rapportant l'entretien qu'il eut à cette occasion, le grand-duc déclarait que l'empereur fit preuve de la plus profonde indifférence ; chaque fois que le grand-duc tirait une cigarette de sa poche, Nicolas II lui offrait poliment du feu. A la fin de l'entretien, le grand-duc dit, moitié sérieux, moitié plaisant, à son cousin : « Et maintenant, appelle tes cosaques et fais-moi tuer et enterrer dans ton jardin. » Mais le Tsar se borna à sourire et remercia son parent. Quelques jours plus tard, le 18/31 décembre, Nicolas II lui faisait parvenir ce billet qui suivait de quelques heures

une visite de son ministre de la Cour : « Le comte Frédériks a tout embrouillé. Il devait te transmettre mes ordres verbaux de quitter la capitale et de t'installer pour deux mois dans ta propriété de Grouchevka. Je te prie de te conformer à mes indications et de ne pas paraître à la réception de demain (1er/14 janvier). « Niki. »

L'impératrice était intervenue et le grand-duc devait partir pour ses terres comme le jeune Dmitri avait été exilé en Perse quelques jours auparavant.

Cet homme courageux avait adressé au Tsar, à la date du 14 novembre, une lettre qui lui fait honneur, document désormais historique dont voici le texte intégral :

« Tu as, à maintes reprises, proclamé ta résolution de poursuivre la guerre jusqu'à une fin victorieuse. Es-tu bien sûr que la situation actuelle du pays permet de réaliser ce projet ?

« Es-tu suffisamment au courant de la situation intérieure de l'empire et en particulier de la Sibérie, du Turkestan et du Caucase ? Connais-tu toute la vérité ou t'en cache-t-on une grande partie ? Où est la racine

du mal? Permets-moi de te l'expliquer en quelques mots.

« Tant que la façon dont tu choisissais tes ministres n'était connue que d'un petit nombre de personnes, les choses pouvaient aller tant bien que mal; mais dès qu'on le sut et que chacun commença à s'en entretenir dans le public, il devint évident qu'il était impossible de continuer à gouverner la Russie de cette façon. Tu m'as souvent déclaré que tu n'avais confiance en personne et que tu étais constamment trompé.

« S'il en est ainsi, cette remarque s'applique en particulier à ta femme qui t'aime et qui cependant t'a induit en erreur, entourée qu'elle est de personnes dominées par l'esprit du mal. Tu crois en Alexandra Féodorowna. C'est naturel. Mais les paroles qu'elle prononce sont le résultat de machinations habiles et ne représentent pas la vérité. Si tu es impuissant à la libérer de ces influences, sois au moins sans cesse sur tes gardes contre l'influence constante et systématique des intrigants qui se servent de ta femme comme d'un instrument. Si tes persuasions sont sans effet, et je suis sûr que tu as à maintes reprises

essayé de combattre ces influences, aie recours à d'autres méthodes et débarrasse-toi de ces influences une fois pour toutes.

« Tes premières impressions et décisions sont toujours justes. Mais dès que d'autres influences surviennent, tu commences à hésiter et tes décisions finales ne sont plus les mêmes. Si tu pouvais faire disparaître l'intervention constante de ces facteurs malfaisants, la régénération de la Russie ferait immédiatement un progrès énorme et tu regagnerais la confiance de l'immense majorité de tes sujets qui n'ont plus foi en toi. Tout irait bien. Tu te trouverais en présence d'un peuple qui, sous un régime nouveau, consentirait à travailler sous ta direction.

« Lorsque le moment viendra, et il n'est pas éloigné, tu pourras toi-même proclamer, du trône à ton peuple, la responsabilité des ministres envers toi-même et envers les institutions législatives. Ce moment viendra de lui-même, sans pression du dehors et non comme la mémorable proclamation du 17 octobre 1905.

« J'ai longtemps hésité à te dire toute la vérité, mais je me décide à le faire après

avoir été persuadé par ta mère et tes sœurs que je devais le faire.

« Tu es à la veille de nouvelles épreuves — je dirai plus, de nouveaux attentats contre ta personne. Crois-moi, si j'insiste autant pour te voir secouer les chaînes qui t'emprisonnent, ce n'est pas sous l'empire de motifs personnels — je n'en ai aucun comme tu le sais bien — mais dans l'unique espoir de te sauver, et de sauver ton trône et notre cher pays des effroyables et irréparables malheurs qui les attendent. »

Il ne fut pas jusqu'à l'impératrice douairière, Marie Féodorowna, pour faire entendre des avertissements. Mais l'épouse détruisait ce que faisait la famille. Ce fut vers elle que l'on dépêcha la grande-duchesse Victoria, femme du grand-duc Cyrille. Cette dernière montra le gouffre sous les pas du couple impérial ; elle montra le pays tout entier, ses nobles en tête — ses nobles qui avaient pris part à tous les mouvements libérateurs — réclamant de plus en plus haut un régime de plein air pour remplacer la lugubre farce byzantine. Et Alexandra Féodorowna de répondre : « Je suis depuis vingt-deux ans sur

le trône, je connais la Russie, je sais que le peuple aime notre famille. Qui donc osera prendre parti contre nous? » L'ancienne épouse du grand-duc de Hesse et la Tsarine se quittèrent fraîchement, la première épouvantée des menaces qu'elle avait entendues proférer par sa belle-sœur à l'adresse de tous ceux, si haut placés fussent-ils, qu'elle soupçonnait d'approuver l'exécution de Raspoutine. Aveuglement contre lequel rien ne pouvait prévaloir. La destinée devait s'accomplir et Nicolas II rester fidèle à lui-même. *Quos vult perdere Jupiter dementat.*

*
* *

Le gouvernement russe, son dictateur Protopopof en tête, dansait sur un volcan. L'ambassadeur d'Angleterre, sir George Buchanan, prit sur lui de le représenter à l'empereur. Peine perdue. M. Milioukof, de cette tribune de la Douma d'où il avait déjà prononcé tant de discours avertisseurs, venait, à la fin de décembre, tracer en touches larges et justes, un tableau de la Russie lasse d'attendre.

« L'heure présente, disait M. Milioukof, est

une heure terrible. Nous voyons la lutte politique et sociale déborder les cadres de la légalité stricte, nous voyons réapparaître les symptômes constatés en 1905. Dans les déclarations collectives de ces derniers temps, il y a quelque chose de cela, Messieurs, il est impossible de le nier. C'est un avertissement à l'adresse du pouvoir, mais un avertissement destiné à des oreilles de politiciens et non à celles de policiers.

« Qu'on ne vienne pas nous dire que c'est la foule de la rue qui entre en scène ; non point, Messieurs, ce sont les catégories sociales auxquelles nous appartenons, vous et moi. Et souvent, dans les congrès, les propositions les plus tranchantes viennent des gens d'extrême-droite. Le mouvement politique russe a retrouvé l'unité de front d'avant le 17 octobre 1905. Mais ces dix ans n'ont pas passé sans fruits. Les normes et les formes de la lutte seront sans doute bien différentes cette fois-ci. Et c'est ce moment que choisit une poignée d'aveugles et d'insensés pour tenter d'arrêter le cours du torrent impétueux que nous nous efforçons, de concert avec le pays, de maintenir dans la légalité. C'est encore

possible, Messieurs, je le répète. Mais le temps passe, l'atmosphère est saturée d'électricité, on sent approcher l'orage. Personne ne peut savoir où et quand la foudre frappera. »

*
* *

La patience était effectivement à bout. Comme nous le disait à nous-même l'éloquent orateur du parti cadet, des libéraux aussi gauches que lui allaient être dans l'incapacité d'endiguer le torrent. L'atmosphère était trop surchauffée, il n'allait suffire que d'une étincelle pour transformer en incendie le feu qui couvait. La guerre ne serait plus suffisante pour arrêter une explosion, car cette guerre elle-même en arrivait à demander impérieusement de ne pas laisser plus longtemps les destinées de l'empire aux mains de gens pour qui, avant la patrie, primait l'intérêt de coterie, de profiteurs qui concentraient toute leur attention sur la guerre intérieure afin d'assurer leur propre sécurité. Tandis que l'armée combattait héroïquement pour un ordre nouveau, que le pays, avec la Douma, mettait tout en œuvre pour l'assurer, la bureaucratie

et le gouvernement combattaient, eux, pour le maintien des erreurs anciennes et des abus profitables ; le chef du gouvernement de la veille, ce hideux Schturmer à qui la Roumanie devra son écrasement, avait quasi officiellement remis en vigueur le mot d'ordre que l'on croyait à jamais oublié : l'amitié allemande. Les éléments réactionnaires relevaient de plus en plus la tête devant le danger d'une émancipation venant de la victoire.

L'*Union des vrais Russes* qui groupait les ultra-conservateurs, après un congrès scandaleux tenu en 1915 sous la présidence du Dr Doubrovine, l'inspirateur des pogromes, se déclarait ouvertement en faveur de l'ennemi. Un *Bloc noir* se formait en opposition au Bloc progressiste ; un de ses organes, les *Moskovsky Viédomosti* énonçait son programme en écrivant : « La victoire allemande plutôt que la liberté ! »

Où allait-on ? Un fonctionnaire lui-même se le demandait, le comte Benckendorf, ambassadeur à Londres qui déclarait à un journaliste : « Ou bien je deviens vieux et stupide ou bien une épidémie d'aberration prévaut dans les sphères dirigeantes à Pétrograd. »

Cette aberration allait faire commettre la dernière faute et au moment précisément où la disette augmentait encore les causes de la colère populaire : la Douma, dont la rentrée avait été ajournée par le nouveau premier, fut renvoyée après quelques jours, sur les conseils de Protopopof. On supprimait ainsi le seul aiguillon et l'unique contrôle. Au cours de l'une de ses dernières séances, la Chambre avait pu faire entendre, par la bouche de M. Milioukof encore, que les événements se précipitaient : « Chaque jour, s'était écrié le grand orateur, de tous les points du pays parviennent à la Douma des appels pressants. La population des provinces nous dit : « Agissez et agissez immédiatement ; le pays est avec vous. » Ces voix me permettent même, dans la situation difficile où nous sommes, de conserver mon espoir, de faire taire mon pessimisme.

« Lorsque la nation s'aperçoit qu'en dépit de tous ses sacrifices, ses destinées sont mises en péril par une clique de dirigeants incompétents et corrompus, le peuple devient alors une nation de citoyens ; il se résout à prendre en main la conduite de ses affaires.

« Messieurs, vous approchez de ce moment. Dans tout ce que nous voyons autour de nous, nous percevons l'écho de l'angoisse patriotique qui remplit nos cœurs. C'est dans cette anxiété et non dans le silence et la réconciliation que j'entrevois une promesse de salut pour notre pays ! »

Paroles prophétiques. Une semaine plus tard, le peuple, descendu dans la rue pour demander du pain et se cabrant une dernière fois devant la nouvelle insulte du pouvoir en renvoyant la Chambre, transforma les cortèges protestataires de femmes en émeute révolutionnaire. La Douma déclarait passer outre à l'oukase ordonnant la suspension de la session. Surprise d'abord par les événements, elle canalisait le mouvement, né dans la masse, pour essayer de le coordonner et l'empêcher de dériver à l'anarchie. Des journées historiques s'inscrivaient dans les annales russes. C'était, cette fois, la Révolution. L'heure des redditions de comptes était arrivée, précipitée par les maires du palais de Tsarskoïé-Sélo.

*
* *

Le paysan russe, rendu amorphe par son indolence et philosophe par sa religiosité, s'était accommodé tant bien que mal de la situation anormale qui était la sienne. Mais son fils devenu universitaire, le fonctionnaire frotté d'occidentalisme, bourgeoisie naissante à laquelle se joignaient le petit noble, le grand marchand ou l'aristocrate vivant loin de la Cour, sentaient vivement la blessure faite à leurs sentiments démocratiques, à leurs cœurs patriotes par l'anachronisme d'un régime dégénéré. La souffrance était commune dans quelques-unes des classes de la nation plus cultivées que les populations rurales. L'ouvrier de Pétrograd, brandissant l'étendard de l'émeute, n'allait que porter sur le terrain des réalisations ce que tous souhaitaient et voyaient venir, inéluctablement.

Le régime était à ce point vermoulu qu'il croula sans soubresauts. Le drame, latent depuis des années, demandait à peine quelques heures pour son épilogue. Le Tsar, distant, lointain, jouet d'influences contraires, signait

son abdication dans le wagon bleu de son train impérial, garé à la station de Pskof, comme sans se rendre compte de ce qui arrivait : les événements dépassaient ce personnage falot qui vivait muré en ses palais comme en un iconostase.

CHAPITRE III

L'ÉPILOGUE

Les journées révolutionnaires. — La Révolution et Nicolas II. — Son abdication et son arrestation. — L'impératrice. — La fin d'un règne. — Le caractère de la Révolution.

Les premiers symptômes d'agitation se manifestèrent à Pétrograd dès le jeudi 8 mars.

Depuis longtemps déjà, les classes pauvres stationnaient sous l'âpre morsure de la bise d'hiver à la devanture de magasins chichement approvisionnés. On faisait queue devant les boulangeries, les boutiques des épiciers et des bouchers, pour ne recevoir, son tour venu, que de maigres rations.

Un jour, la rareté des vivres s'accentuant, la patience du peuple fut à bout. Les gouvernants essayaient vainement d'expliquer la disette par des circonstances exceptionnelles : absence de wagons, tempêtes de neige inter-

rompant le trafic, les quartiers ouvriers ne pouvaient plus se satisfaire d'excuses. Quand le gouvernement, sur la proposition de M. Rodzianko, président de la Douma, chargea le Conseil municipal du service de ravitaillement, ce palliatif se trouva insuffisant pour apaiser la population surexcitée.

Dès le 7, un meeting avait été organisé aux usines Poutilof. L'administration fit fermer les ateliers. Bien que les journaux n'aient fait aucune mention de cette première manifestation, les ouvriers de Pétrograd furent le jour même au courant de la situation. De nouvelles conférences se tinrent et une grève fut décidée.

Seules quelques usines fonctionnèrent le vendredi 9 mars ; ce jour-là, les tramways cessèrent leur service. Des cortèges se forment, parcourant les rues aux cris de : « Nous voulons du pain ! » Quelques boulangeries furent pillées, la foule molesta deux ou trois officiers du service d'ordre.

La police, dès le matin, avait organisé des barrages afin d'empêcher les ouvriers de se répandre dans les principales rues de la capitale. Malgré cela, nombre de ces derniers

réussissent à tromper la vigilance des agents et arrivent jusqu'à la place Znamenskaïa où se rassemblent peu à peu des milliers de manifestants, auxquels viennent s'ajouter des étudiants et la jeunesse des écoles secondaires.

Des orateurs improvisés commencent à haranguer timidement la foule, en se faisant une tribune du monument d'Alexandre III qui est érigé sur cette place. La police charge à l'arme blanche, faisant ses premières victimes. Un régiment de cosaques disperse la foule qui se répand dans la perspective Newsky, laquelle débouche sur la place Znamenskaïa. Les cortèges se reforment ; devant l'Hôtel de Ville un nouveau meeting s'organise qu'une nouvelle charge disperse.

Par habitude, le peuple se porte alors vers cette place de la cathédrale de Kazan toute proche, où s'étaient déroulées déjà toutes les manifestations antérieures. Les meetings recommencent sous l'œil de la maréchaussée mobilisée et des cosaques qui passent, au trot de leurs petits chevaux, dans un cliquetis de lances. Ces derniers — est-ce une illusion — ne paraissent plus être les farouches janissaires du tsarisme que nous avions vus à

l'œuvre en 1905. Ils mettent de la mollesse, cette fois, à disperser la foule et font preuve de complaisance pour ses excès. Les protestataires en ont comme une sorte d'intuition. On les voit applaudir ces patrouilles sifflées jadis.

Le gouvernement ne se manifeste que par des ordres de représailles. Aucune mesure pour calmer l'effervescence. Là également, le peuple sent que l'on va faiblir s'il se montre audacieux. Aussi, dans cette soirée du 9, les faubourgs ouvriers se montrent-ils fiévreux. Les forces s'organisent, des chefs se révèlent, on se groupe en comités ; l'inertie d'en haut affermit le courage des timorés.

Protopopof se croyait cependant maître de la situation. Il affirmait à Tsarskoïé pouvoir mettre les émeutiers à la raison. Et, durant cette nuit, on installait sur sa demande des mitrailleuses dans les greniers des immeubles particuliers et des hôtels, dans les clochers, au *Gostiny Dvor*, les « galeries du Palais-Royal » de Pétrograd.

La population répond le lendemain, 10 mars, par la grève générale des usines. Les magasins se ferment dans l'attente d'événements graves. Le gouvernement procède à des arrestations

en masse parmi les organisations ouvrières, des troupes sont apostées, plus nombreuses, aux carrefours, à l'entrée des ponts qui mènent de la périphérie au centre de la ville, des forces de police encadrent les soldats. Mais la foule emporte ces barrages, les premières collisions importantes se produisent, le sang est abondamment versé. Les ouvriers ayant culbuté les cordons de troupe au pont de la Litény se répandent dans les quartiers voisins de la Newsky, les ponts sont insuffisants pour laisser passer le populaire qui traverse à même, en grappes noires sur la neige blanche, la Néva glacée.

Les manifestations ne sont déjà plus des mouvements de foule aveugle demandant du pain ; elles donnent à présent l'impression d'une organisation.

Le dimanche 11 mars, un oukase de Nicolas II, daté de la veille, ordonne la suspension de la Douma. Les journaux ayant cessé de paraître, le décret est affiché sur les murs. La nouvelle va soulever tout ce qui n'avait pas pris part jusque-là aux événements.

La garnison entière est sur pied, les policiers ont revêtu des vêtements civils. Les « Pha-

raons », comme on les nomme, ne veulent point exciter par leur vue ceux qui haïssent si profondément cette abjecte expression du régime. Comme le jour précédent, la population des faubourgs gagne le centre de la capitale et s'assemble en processions dans les rues vides de tout véhicule. Des chants révolutionnaires éclatent, graves et lents comme des chants religieux. La protestation se fait de moins en moins passive, des orateurs nombreux haranguent maintenant les révoltés.

L'évolution de l'émeute vers un mouvement politique commencera à dater de cette journée. Les feux de salve que tirent encore, ce dimanche, les troupes obéissant aux ordres de leurs chefs, sur les places Znamenskaïa et de Kazan notamment, auront servi à achever la transition dans les esprits. Pour qu'elle s'affirmât, définitive, il allait falloir le concours de l'armée et l'intelligent opportunisme des leaders de la Douma.

Un fait symptomatique se passe : dans la rue Basséïnaïa des cosaques abattent à coups de sabre le commissaire du quartier qui venait de blesser un ouvrier. Ce n'était point une apparence, il y a un revirement dans l'état

sous-lieutenant, Georges Astakhof, se place à leur tête et les mène vers ce qui fut le symbole de la Russie en mal d'émancipation : la Douma.

Des incendies s'allument, des scènes de guerre civile se déroulent, les mitrailleuses de Protopopof crépitent, mais le gouvernement de Nicolas II perd pied, les drapeaux rouges se lèvent de plus en plus nombreux. Des camions militaires parcourent la ville, chargés de troupes, baïonnette au canon ; seulement, ce ne sont plus maintenant des renforts de police, mais des estafettes révolutionnaires qui vont, de droite et de gauche, jeter la débandade ou répandre la bonne parole parmi les derniers fidèles de la dynastie, pendant qu'en une véritable mer humaine, régiment par régiment, la garnison de Pétrograd se porte d'instinct vers le Palais de Tauride, seul îlot de terre ferme au milieu de ce déferlement, seul flambeau pour la nuit qui se faisait soudain dans l'esprit de ces simples, bouleversés par l'effondrement de ce qu'ils avaient été accoutumés de regarder comme immuable.

Le premier député qui se porte au-devant

des troupes est le travailliste Kérensky. La foule qu'il est venu haranguer, tête nue, sans pelisse par un froid de 14 degrés, l'acclame frénétiquement. Puis, en trombe, le peuple et l'armée pénètrent dans le palais, s'y installent, y nommeront tout à l'heure des représentants. Tour à tour les orateurs en renom prennent la parole, revendications ouvrières, théories sociales, projets et programmes, tout un monde nouveau s'agite entre les colonnes blanches de la salle Catherine, laquelle va devenir le centre d'action de ce régime qui se crée sur les débris de celui qui vient de sombrer. C'est là que convergent les nouvelles : le palais de Justice est en flammes, la prison Kresty prise d'assaut, la forteresse Pierre-et-Paul s'est rendue, l'Arsenal est pillé ; les commissariats, ces citadelles du tsarisme, flambent comme des torches. La foule, maîtresse de la rue, laissait éclater sa haine séculaire contre la police qui venait de faire encore de nombreuses victimes. Les représailles furent terribles ; des « pristafs », ces commissaires vénaux, rançonneurs des petites gens, furent impitoyablement lynchés, pendant que les patrouilles arrêtaient les « pharaons »,

tuaient les servants des mitrailleuses gouvernementales.

Le 13 mars, la Révolution battait son plein. Les régiments avaient tous levé l'étendard de la sédition et défilaient, officiers en tête, devant la Douma dont le président, le bon géant M. Rodzianko, savait trouver le mot juste pour galvaniser ces grands enfants qui lui criaient : « Disposez de nous, nous sommes à vos ordres ! »

La guerre civile se poursuit toujours, le gouvernement vaincu brûle ses dernières cartouches. Pour paralyser ses ultimes efforts, le comité exécutif en fait arrêter les membres et les soutiens qu'on amène au pavillon ministériel du Palais de Tauride. C'est d'abord, très humble, Scheglovitof, président du Conseil de l'Empire, ancien ministre de la Justice, grand suppôt de la réaction, c'est Schturmer, cadavérique, grelottant de peur dans son grand manteau à collet, puis le vieux Goremykine, figure de carnaval avec sa plaque de Saint-André accrochée à un veston gris, c'est l'ancien ministre Rhein, Soukhomlinof qui est obligé d'arracher lui-même ses épaulettes pour calmer la fureur des soldats, c'est

le commandant des palais Voïéikof, l'un des vizirs néfastes de Nicolas II, le ministre de la Cour Frédérics, gâteux et ridicule dans son accoutrement de général d'opérette; puis défilent le général de police Kourlof, prévaricateur célèbre, l'ancien ministre Maklakof, pitre malfaisant, le métropolite Pitirime, comparse de Raspoûtine et de Protopopof, qu'on a découvert caché derrière une colonne de la laure Alexandre Newsky et qu'on amène en le soutenant sous les bras ; enfin, après les Kommissarof, les Klimovitch, les Giers, Kartsef, tous les grands coupables de la crise nationale, c'est Protopopof lui-même, venu se livrer et qui aborde Kérensky en l'appelant Excellence, par besoin irrésistible de ramper devant quelqu'un.

Tous ces hommes que nous voyions la veille, pleins de superbe dans leurs uniformes chamarrés, décorés comme des bannières, personnages hautains, inabordables, venaient s'effondrer, loques lamentables, sur les divans de ce pavillon des ministres où, hier encore, ils avaient le verbe tranchant. Ils appellent timidement « camarades » les soldats débonnaires qui les gardent revolver au poing, ils

suent de peur devant les étudiants, leurs victimes de naguère, qui leur apportent gentiment du thé et des sandwichs. Ils sont encore tout secoués des injures qu'on leur a jetées sur leur passage, toutes leurs fautes crachées à la face par une population exaspérée. Ils font pitié ; on dirait des condamnés qui attendent la charrette qui les conduira à l'échafaud.

Le 14 mars, la Russie se réveillait libre. Le régime abhorré était enfin abattu sans retour. Mais la nation, prudente, ne pouvant croire à sa victoire, prêtait encore l'oreille aux rumeurs pessimistes. Pourtant la capitale reprenait une physionomie plus calme, la rue revêtait presque un air de fête. Une foule énorme se pressait dans les rues, soldats, bourgeois, ouvriers, tous la boutonnière ou la capote enrubannée de rouge. Des sotnias de cosaques qui passaient dans une clameur de chants révolutionnaires, des camions automobiles, encombrés de soldats et armés de mitrailleuses, drapeau rouge déployé, témoignaient aux passants qu'ils ne faisaient point un rêve.

Les troupes des environs arrivaient à leur tour faire acte de présence à la Douma, jusques et y compris l'escorte privée de l'empe-

reur. Tous apportaient le secours de leurs armes à ces parlementaires qui, sur les dents, de jour et de nuit, reconstruisaient en hâte l'armature gouvernementale de l'immense pays.

Par-ci, par-là, on déclouait déjà les aigles. Une sorte de hâte fébrile, partout, de rejeter tous les vestiges du passé, pour faire plus de place à l'avenir. Sur les visages l'empreinte d'une satisfaction profonde, d'une joie indicible ; mais en même temps un sérieux, un calme, une gravité incomparables. On venait de détruire, mais il y avait tant à reconstruire !

Un gouvernement allait s'atteler à cette tâche ; composé en majorité d'éléments progressistes, il allait essayer d'amener la Russie au régime de liberté par une prudente transition. Des démagogues ne l'auront pas permis, eux seuls devront porter la responsabilité des fautes qui ont suivi.

*
* *

L'importance des événements révolutionnaires qui se déroulaient à Pétrograd ne fut pas tout d'abord comprise à Mohilef — résidence de l'état-major général russe — où l'empereur se trouvait à ce moment.

On considéra ce qui se passait dans la capitale comme une émeute facile à réprimer. Et, en réponse au télégramme du président du Conseil des ministres, le prince Galitzine, qui demandait des pouvoirs étendus pour faire cesser les désordres ou la nomination d'un successeur à pouvoirs dictatoriaux, on accorda, par dépêche, à ce dernier serviteur de l'ancien régime, ce qu'il demandait. On répondit de même au commandant de la circonscription militaire de Pétrograd, le général Khabalof, de prendre les mesures qu'il jugeait utiles pour mettre fin à la sédition. On crut, par là, avoir fait le nécessaire pour ramener le calme. Protopopof s'employait d'ailleurs activement à convaincre son maître que le mécontentement qui s'était fait jour régnait

uniquement parmi les intellectuels et la noblesse. Le peuple et l'armée, ajoutait le ministre abusé lui-même, restaient acquis à la monarchie et à l'empereur. L'impératrice — toujours elle — renchérissait pour aveugler encore son époux, lui demandant de ne faire aucune concession. « On n'oserait pas ! » telle était la formule sacramentelle des Romanof, celle qu'opposait déjà Nicolas II à Kouropatkine et à Witte lorsque ces derniers lui parlaient, en 1904, de guerre possible avec le Japon.

Mais, devant la continuation des troubles et l'inefficacité des mitrailleuses de Protopopof, on résolut d'envoyer à Pétrograd le général Ivanof, ancien commandant en chef du front sud, avec un contingent de soldats chevaliers de Saint-Georges. La vue de ces héros, fidèles à leur Tsar, ramènerait probablement les mutins à leurs devoirs.

L'entourage impérial ne voyait qu'une explosion de colère d'un peuple souffrant de la disette, dans l'insurrection ouvrière. Les raisons autrement profondes du mécontentement général lui échappaient.

Le Tsar était partiellement tenu au courant

de ce qui se passait. Le général Alexéief lui faisait un rapport quotidien des dépêches reçues du président de la Chambre. Le général tenta, dès le début, de le rendre moins intransigeant. Ce fut peine inutile.

Un matin, cependant, l'empereur parut sortir de la sorte de léthargie dans laquelle le plongeaient les paroles endormeuses de ses faux amis. Il exprima le désir de se rendre à Tsarskoïé-Sélo pour s'y entretenir avec M. Rodzianko, dont le nom était en vedette.

L'impératrice avait en effet changé enfin de langage dans la correspondance qu'échangeaient les deux époux. Le 11 mars, elle télégraphiait à son mari : « Les affaires deviennent plus mauvaises. » Le 12, elle lui mande : « Hier, émeutes scandaleuses. Beaucoup de troupes sont passées de l'autre côté », et elle ajoute dans une deuxième dépêche datée du même jour : « quelques concessions sont inévitables. »

La Tsarine se ravisant, l'empereur, qui l'écoutait aveuglément, sent naître ses premières appréhensions.

*
* *

Le 12 mars, les personnages de la suite furent invités à se préparer à partir. On devait quitter Mohilef à deux heures du matin. Ce fut un tollé dans ce petit monde de la Cour. Que se passait-il au juste ? On ne le savait. Des bribes de vérité filtraient et encore ne les apprenait-on que par des on-dit. Les dignitaires avaient bien remarqué les fréquents conciliabules de l'empereur et du chef d'état-major général, mais Nicolas II ne disant rien, ils ne connurent que plus tard le thème des conversations.

Vers le soir du même jour, une dépêche reçue du commandant du palais de Tsarskoïé-Sélo mandait que la ville s'agitait. Il disait redouter que l'effervescence populaire ne mît le palais et ses hôtes en danger. Le télégramme demandait à l'empereur de venir sans retard.

Un autre message n'atteignit pas Nicolas II. Il émanait, celui-là, des membres élus du Conseil de l'Empire : « Nous, soussignés, membres élus du Conseil de l'Empire, accomplissons, en nous adressant à Votre Majesté, le devoir que nous impose notre conscience envers vous et la Russie. Par suite de la désorganisation complète des transports et l'ar-

rêt des arrivages de matières premières et du combustible, les usines et les fabriques ont été obligées d'interrompre leur travail. Le chômage forcé et la crise extrêmement aiguë de l'alimentation, provoquée également par la désorganisation des transports, ont amené les masses populaires à une exaspération violente. »

Malgré toute la hâte apportée aux préparatifs de départ, le convoi impérial ne put quitter le Quartier général que le 13, entre quatre et cinq heures du matin. Deux trains avaient été formés, comme à l'ordinaire ; le premier emmenait une partie de la suite du souverain et le personnel domestique ; le Tsar avait pris place dans le second. Tous deux prirent la direction de Tosno.

La Révolution battait son plein à Pétrograd, mais Nicolas II se rendait encore imparfaitement compte du sérieux de la situation et pour cause, son entourage interceptait les dépêches de ses généraux et de M. Rodzianko. Celles-ci se faisaient plus pressantes. On attendait quelque acte du trône, mais rien ne venait ; le Tsar, ignorant la précipitation des événements, restait muet. Dans la nuit du 14, le commandant du train adjura

les inconscients qui chambraient le maître de lui dire la vérité. On lui objecta que le souverain dormait.

En cours de route, à la station de Likhoslavl, arrivait un télégramme du lieutenant Grékof, commandant de la gare Nicolas, à Pétrograd, ordonnant d'aiguiller les deux trains non sur Tsarskoïé-Sélo mais sur la capitale. L'ordre fut porté à la connaissance du commandant général des palais, Voïéikof. Ce dernier déclara vouloir passer outre. Les deux trains bleus du service de l'empereur arrivaient à minuit à la station de Bologoié. On apprit là, d'un officier du bataillon des chemins de fer, que Tosno et Lioubane étaient aux mains des troupes révoltées. Voïéikof ne voulut encore prêter aucune attention à cet avertissement. Pour lui, tout était réparable ; le potentat devant qui tout pliait jusqu'ici, n'allait-il pas remettre les choses en place par sa seule présence? On put gagner Malaïa Vichéra. Mais, à cette station, on se vit dans l'obligation de faire stopper le deuxième train, celui de l'empereur, car on signalait que le précédent était retenu par les émeutiers. Il fallut bien, devant l'arrêt forcé du convoi,

mettre le monarque au courant de la tournure prise par les événements. On le réveilla, le commandant des palais lui fit savoir qu'il était impossible d'atteindre Tsarskoïé-Sélo, la voie étant aux mains des révolutionnaires et les troupes de la circonscription de Pétrograd ayant fait défection.

Le malheureux parut atterré : « Pourquoi ne m'a-t-on pas dit tout cela plus tôt ? s'écria-t-il. Pourquoi me découvre-t-on la vérité quand tout est fini ? »

Puis, après une pause, abasourdi par ce qu'on lui apprenait et comprenant dans le désarroi de sa pensée qu'il n'y avait plus rien à faire, Nicolas II reprit :

« — Si le peuple le veut, j'abdiquerai et je m'en irai à Livadia ! » Ce disant il se mit à pleurer à chaudes larmes.

« — Pourvu que ma femme et mes enfants, ajouta-t-il dans ses sanglots, soient sains et saufs ! Oui, nous partirons à Livadia, répéta-t-il, comme se parlant à lui-même, pour y mener une vie tranquille ! »

L'empereur sortit sur la plate-forme de son wagon, les traits convulsés. L'amiral Nilof, son chef de pavillon, se tenait à ses côtés.

*
* *

Il fut décidé de rebrousser chemin pour gagner Pskof, afin d'y voir le général Rouszky.

Le train de celui qui n'était déjà plus, en fait, le Tsar arriva à Pskof le 14 mars à huit heures du soir. Le général Rouszky était à la gare. L'empereur l'accueillit avec sa cordialité coutumière, une pointe d'amertume perçait dans sa voix. Après quelques instants de conversation, il se déclara prêt à accorder au pays un ministère responsable.

Rouszky, tenu au courant par Pétrograd de la marche foudroyante des événements, lui répondit :

« — Trop tard, sire ; la décision de Votre Majesté vient trop tard et cette concession est aujourd'hui insuffisante. »

Le 15 mars, vers quatre heures du matin, le général Rouszky parvint à communiquer par téléphone avec M. Rodzianko ; la conversation dura deux heures. Lorsqu'il en apprit la teneur et que le commandant du front nord lui eut montré les réponses à ses dépêches des généraux Evert et Broussilof qui conseillaient l'abdication comme Rouszky l'avait

fait lui-même, Nicolas II signa un message télégraphique adressé à Rodzianko par lequel il faisait connaître sa résolution d'abdiquer en faveur de son fils Alexis.

Le télégramme ne fut pas envoyé car on apprenait à cet instant qu'un délégué du Comité exécutif de la Douma, M. Choulguine, et un membre du Gouvernement provisoire, constitué de la veille, M. Goutchkof, étaient en route pour Pskof. Il fut décidé de les attendre. Ils arrivaient le 15 mars à dix heures du soir.

On s'imaginera aisément ce que fut cette journée pour l'empereur. Le dernier potentat d'Europe, la veille encore aveuglément obéi, parti en maître de son Quartier général et, brusquement, sans transition, se voyant contraint d'attendre, dans une gare glaciale, sur une voie de garage, deux hommes dont l'un, M. Goutchkof, qu'il considérait comme son ennemi depuis les premières révélations faites par lui à la Douma sur le scandale Raspoutine — l'autre, le député Choulguine, un inconnu pour lui. Ces deux messagers de son peuple, qu'il croyait d'un dévouement sans bornes à sa personne, lui apportaient-ils encore un espoir? Il le crut, peut-être, car il avait

paru soulagé à la nouvelle de leur venue. Mais il ne s'abusait guère cependant. Ce fut en effet au cours de ces longues heures de réflexions que le père, inquiet pour le sort d'un fils tendrement aimé, décidait d'abdiquer en faveur de son frère, le grand-duc Michel.

La rencontre des délégués et du monarque eut lieu à la gare même. Ici, nous laisserons la parole à l'un des acteurs de la scène, M. Choulguine.

« Comme notre train s'arrêtait en gare de Pskof, un aide de camp de l'empereur entra dans notre compartiment et nous dit : « Sa Majesté vous attend. » Nous n'eûmes que quelques pas à faire jusqu'au train impérial. Je n'étais nullement ému. Nous étions arrivés à cette limite extrême de fatigue physique et de tension nerveuse, après les journées que nous venions de vivre à Pétrograd, où rien ne peut plus vous étonner ni vous sembler impossible ; on rêve éveillé. J'étais cependant mal à mon aise de devoir me présenter devant le Tsar en veston, sale, avec une barbe de quatre jours ; j'avais l'allure et la figure d'un de ces détenus que la foule venait de libérer des prisons avant d'y mettre le feu.

Nous pénétrâmes dans un wagon-salon très éclairé, tendu d'étoffe vert clair. Le ministre de la Cour et le général Narischkine, maître de la Cour, s'y trouvaient. L'empereur entra aussitôt ; il était en uniforme d'un des régiments caucasiens. Son visage était aussi calme qu'en temps ordinaire. Il nous tendit la main et fut avec nous plutôt aimable que froid. Il prit place sur un siège et nous demanda de nous asseoir. Goutchkof s'assit à côté de lui, auprès d'un guéridon, moi, en face de Goutchkof. Frédérics s'assit un peu plus loin et le général Narischkine s'installa dans un coin, devant une table, prêt à écrire (l'empereur lui avait demandé de consigner par écrit tous les détails de l'entretien).

Le général Rouszky entra à cet instant. Il s'excusa auprès de l'empereur de n'avoir pas été là en même temps que nous, nous salua et prit place à côté de moi, c'est-à-dire face au Tsar.

Goutchkof prit la parole. Je craignais qu'il ne fût impitoyable, qu'il dît quelque chose de cruel à l'empereur. Je me rassurai bientôt. Goutchkof parla longtemps, facilement, les parties du discours venaient en ordre parfait. Il ne toucha pas au passé, exposant unique-

ment le présent, essayant de faire comprendre à son interlocuteur qui l'écoutait sans un geste, jusqu'où le pays était tombé. Il parlait les yeux baissés, la main droite posée sur le guéridon. Il ne voyait pas le visage du Tsar et, de cette façon, il lui était plus facile d'aller jusqu'au bout de son pénible discours. Il le termina en assurant que la seule issue à la situation était l'abdication du monarque en faveur du petit Alexis, avec le grand-duc Michel comme régent. Au moment où Goutchkof prononçait ces paroles, Rouszky se pencha vers moi et me murmura à l'oreille :

« — C'est une chose décidée déjà. »

L'empereur lui répondit. Sa voix et ses manières étaient beaucoup plus calmes, plus simples que ne l'avaient été l'accent et les paroles de Goutchkof, ému et rendu involontairement emphatique par la grandeur de la minute que nous vivions.

« — Hier et aujourd'hui j'ai longuement réfléchi et ai décidé d'abdiquer, nous dit Nicolas II, du ton qu'il aurait employé pour parler d'une chose tout à fait ordinaire. Jusqu'à trois heures aujourd'hui j'étais prêt à le faire en faveur de mon fils, mais j'ai compris après

que je serais incapable de me séparer de lui.[1] »

Le Tsar fit ici une courte pause et reprit sur un ton toujours aussi tranquille :

« — Vous me comprendrez, je l'espère ! » et il continua : « C'est pourquoi j'ai décidé d'abdiquer en faveur de mon frère. »

Il se tut, comme attendant une réponse. Je dis alors :

« — Cette proposition nous surprend ; nous n'avions prévu qu'une abdication en faveur du tsarévitch Alexis. C'est pourquoi je demande l'autorisation de m'entretenir quelques instants en particulier avec Alexandre Ivanovitch (Goutchkof) afin de donner une réponse concertée. »

Le Tsar consentit. Nous nous éloignâmes un instant. Je ne me souviens plus de la façon dont fut renouée la conversation, mais un fait certain c'est que nous nous rendîmes sans difficulté aux objections que l'on nous présentait. Goutchkof reconnut qu'il ne se sentait point le courage de combattre des sen-

1. Nicolas II a pensé ne pouvoir laisser entre des mains étrangères le petit Alexis, atteint d'une maladie héréditaire dans la famille de sa mère : l'hémophilie, dont, par deux fois déjà, il faillit mourir, à la suite de violentes hémorragies.

timents de père et estimait toute pression impossible dans cet ordre d'idées. Il me parut qu'à ces mots une expression de satisfaction se peignit sur les traits du souverain que nous venions détrôner. De mon côté je déclarai que le désir du Tsar, bien que contrevenant à une décision prise, se soutenait parfaitement. La séparation du père et du fils créerait, en effet, une situation délicate. Le petit Tsar penserait constamment à ses parents absents et, peut-être, en arriverait à nourrir des sentiments hostiles pour ceux qui l'avaient séparé de son père et de sa mère. En outre, le régent pouvait-il prêter un serment de fidélité à la constitution pour le petit empereur? C'était là une grande question. Toutes les complications se trouvaient au contraire aplanies par l'élévation au trône du grand-duc Michel qui pouvait, lui, prêter le serment requis et devenir véritablement un monarque constitutionnel.

Nous acceptâmes donc, dans ces conditions, la solution de l'empereur.

Ce dernier nous demanda alors si nous pouvions prendre sur nous de garantir dans une certaine mesure que l'acte d'abdication

ramènerait la paix dans le pays et ne provoquerait pas, au contraire, une nouvelle effervescence. Nous répondîmes qu'autant qu'il était possible de prévoir l'avenir, nous ne redoutions pas de difficultés de cette nature. A ce moment, le Tsar se leva pour se rendre dans le compartiment voisin. Il revint vers onze heures et quart environ, tenant dans sa main droite quelques feuilles de papier de petit format.

Il nous dit :

« — Voici l'acte d'abdication, lisez-le. »

Et nous lûmes à mi-voix :

« Par la grâce de Dieu, nous, Nicolas II, Empereur de toutes les Russies, Tsar de Pologne, Grand-Duc de Finlande, etc., etc., à tous nos fidèles sujets nous faisons savoir :

« Aux jours de la grande lutte contre l'ennemi extérieur qui s'efforce depuis trois ans d'asservir notre patrie, Dieu a voulu envoyer à la Russie une nouvelle et pénible épreuve. Des troubles intérieurs menacent d'avoir une répercussion fatale pour la marche ultérieure de la guerre tenace. Les destinées de la Russie, l'honneur de notre armée héroïque, le bonheur du peuple, tout l'avenir de notre chère patrie

veulent que la guerre soit menée à tout prix jusqu'à une fin victorieuse.

« Notre cruel ennemi fait ses derniers efforts et proche est le moment où notre vaillante armée, de concert avec nos glorieux alliés, l'abattra définitivement.

« En ces jours décisifs pour la vie de la Russie, nous avons cru devoir à notre conscience de faciliter à notre peuple une étroite union et l'organisation de toutes ses forces pour la réalisation rapide de la victoire.

« C'est pourquoi, d'accord avec la Douma d'Empire, nous avons reconnu pour bien d'abdiquer la couronne de l'État et de déposer le pouvoir suprême.

« Ne voulant pas nous séparer de notre fils aimé, nous léguons notre héritage à notre frère, le grand-duc Michel Alexandrovitch, le bénissant de son avènement au trône. Nous lui demandons de gouverner en pleine union avec les représentants de la nation siégeant aux institutions législatives et de leur prêter un serment inviolable au nom de la patrie bien-aimée.

« Nous faisons appel à tous les fidèles fils de la patrie, leur demandant de remplir leur

devoir sacré et patriotique en obéissant au Tsar dans ce pénible moment d'épreuves nationales et de l'aider, avec les représentants de la nation, à conduire l'État russe dans la voie de la prospérité et de la gloire.

« Que Dieu aide la Russie ! »

Le document était beau, de très noble allure. J'eus honte du texte que nous avions griffonné en hâte en venant.

Je priai toutefois l'empereur d'ajouter à la phrase : « Nous demandons à notre frère de gouverner en pleine union avec les représentants de la nation siégeant aux institutions législatives » les mots suivants : *et d'en prêter serment au peuple*. Le Tsar consentit et ajouta ce que je demandais, changeant toutefois le texte de ma rectification qui donna définitivement : *et de leur prêter un serment inviolable*. De la sorte, Michel Alexandrovitch était un souverain constitutionnel, dans toute l'acception du terme. Les événements ont dépassé la forme de gouvernement que nous prévoyions alors.

L'acte fut recopié à la machine en deux ou trois exemplaires sur de petits feuillets qui portaient en en-tête, à gauche, le mot : *Stavka*

et à droite : *Le Chef d'état-major*[1]. L'empereur signa au crayon.

Quand nous eûmes lu et approuvé la formule, il me semble que nous nous serrâmes les mains... mais, à ce moment, j'étais incontestablement ému et je puis me tromper. Je me souviens que lorsque je regardai ma montre pour la dernière fois, elle marquait minuit moins douze. Cet événement, d'une importance capitale, se déroula donc entre onze heures et minuit dans la nuit du (2) 15 au (3) 16 mars.

Vinrent les adieux. Il me parut que ni d'un côté, ni de l'autre, en cet instant, n'étaient nourris des sentiments mauvais. Pour mon compte, j'éprouvais une immense pitié pour cet homme qui venait de racheter, d'un geste, ses fautes passées. Le Tsar était en possession

1. Ce détail fut expliqué par la suite. L'empereur, ayant rédigé le texte de son acte d'abdication avant de connaître la venue des deux messagers de Pétrograd, avait pensé tout d'abord l'envoyer au général Alexéief au Grand Quartier (la *Stavka*). C'est donc sur une formule télégraphique que les représentants du Gouvernement provisoire lurent le manifeste et c'est en conservant par inadvertance l'adresse du premier destinataire que le dactylographe recopia le document.

de tout son sang-froid, amical plutôt que distant.

Nous nous étions entendu avec le général Rouszky pour qu'il y ait deux exemplaires de l'acte signés de la main même de l'empereur, car nous redoutions que dans les jours troublés que nous traversions, le document que nous emporterions fût égaré. Un exemplaire fut remis au général, nous conservâmes l'autre. Comme je l'ai dit la signature du Tsar était au crayon, le ministre de la Cour contresigna à l'encre. »

*
* *

Il est curieux de noter qu'à l'issue de ces pourparlers, Nicolas II ne dit pas un mot de ce qui venait de se passer aux personnages de sa suite avec lesquels il prit le thé. L'entourage apprit l'événement de la bouche du comte Frédérics. Celui qui n'était maintenant que le colonel Nicolas Romanof but, mangea et dormit comme à l'ordinaire ; les plus grands événements avaient toujours laissé quasi indifférent cet esprit faible.

Le 16 mars, le train impérial quitta Pskof

pour Mohilef où le Tsar avait obtenu l'autorisation de se rendre, se croyant plus en sûreté dans cette ville et voulant prendre congé de ses collaborateurs et de ses troupes.

A son retour, le monarque détrôné continua à recevoir le rapport du général Alexéief. Il habitait comme auparavant la maison du gouverneur, mais il avait renoncé aux promenades qu'il était accoutumé de faire avant les événements tragiques qui venaient de se dérouler. Il prenait ses repas avec les membres de sa suite, repas silencieux et tristes, où, d'un accord tacite, il n'était fait aucune allusion au passé.

Le 17 mars, l'impératrice douairière, Marie Féodorowna arrivait à Mohilef, venant de Kief, mandée « auprès d'un fils abandonné ». Le Tsar se rendit à la gare pour la recevoir. Il allait reprendre avec sa mère des relations interrompues depuis assez longtemps, de par les intrigues de sa femme.

A dater de ce jour l'ex-empereur n'eut plus de rapport avec l'état-major général. Seul, le général Alexéief avait de courts entretiens avec lui. Il conseilla à Nicolas II de renvoyer de Mohilef le ministre de la Cour Frédérics

et le commandant des palais Voïéikof, profondément détestés par les officiers et les soldats de la garnison. Le Tsar suivit le conseil. Ses deux favoris furent arrêtés en cours de route, sur l'ordre des nouvelles autorités.

* * *

On n'apprit au Quartier général la décision du gouvernement provisoire de priver l'ex-Tsar de sa liberté que le jour même où cette décision devait être mise à exécution. Lorsqu'il en eut connaissance, Nicolas II conserva la même impassibilité que jusque-là. Au moment de rentrer à Tsarskoïé-Sélo — avec lequel il lui avait été permis d'être en communication téléphonique directe à certaines heures de la journée — l'ancien maître des destinées russes laissa percer cependant quelque émotion.

Le gouvernement provisoire, de concert avec le comité exécutif de la Douma, chargea MM. Boublikof, Gribounine, Verchinine et Kalinine de se rendre à Mohilef pour procéder à l'arrestation. Ils partirent le 20 mars en train spécial et arrivaient le lendemain à 3 heures

de l'après-midi. Les délégués du gouvernement se rendirent chez le général Alexéiet, mis télégraphiquement au courant de l'objet de leur venue. Celui-ci leur déclara que le train impérial était sous pression et attendait leurs ordres. Les commissaires gouvernementaux exigèrent la liste des personnes qui accompagneraient le souverain déchu. Ils refusèrent d'y inclure l'amiral Nilof, un de ses favoris. Nilof, appelé par les députés, entendit cette décision dans l'attitude du garde à vous ; lui, le hautain personnage de la veille, se montra le plus soumis des subordonnés.

Le général Alexéief précéda les délégués à la gare pour annoncer officiellement à Nicolas II la décision du gouvernement provisoire. L'empereur se trouvait à ce moment dans le train de sa mère qu'il ne quittait guère.

Mis au courant de l'arrivée des représentants du gouvernement, il prit immédiatement congé de Marie Féodorowna et gagna son train sous pression.

En passant devant un groupe d'officiers et de soldats et ceux des personnages de sa suite à qui il était refusé de l'accompagner,

Nicolas II leur adressa quelques paroles d'adieu, Il tenait la main à la visière de sa casquette. Pour la première fois dans ces sortes de revues un silence impressionnant succédait aux hurrahs coutumiers. L'impératrice mère, à la portière de son wagon, suivait des yeux celui à qui la dynastie des Romanof devait sa perte.

Le train s'ébranla à 4 h. 50. Pas un mot n'avait été proféré par les spectateurs de la scène, le public saluait d'un geste silencieux les commissaires du gouvernement, montés dans un wagon spécial, à qui allaient toutes les attentions.

Les arrêts et les détails du voyage avaient été réglés d'avance. Durant le trajet, l'ex-empereur ne dit mot des événements survenus à ceux qui, tour à tour, s'entretenaient avec lui, les aides de camp Mordvinof et le prince Dolgoroukof, le général Narischkine, le colonel Komzine, commandant du convoi. Il parlait des siens, de la vitesse du train, des opérations militaires.

Il semblait que rien ne s'était passé, que « Nicolas Romanof » — ainsi que le désignait l'ordre d'arrestation — était encore l'autocrate

tout-puissant de la veille. Seuls, son regard très doux de coutume, devenu fiévreux et la fatigue empreinte sur son visage pâle, laissaient deviner le drame qui se livrait en lui, l'émotion qu'il contenait pour ne point se donner en spectacle à des courtisans déjà moins empressés. En famille, il pourrait enfin s'abandonner et c'est à cette réunion prochaine que le malheureux songeait comme au terme heureux de cet humiliant voyage.

On lui apprit l'arrestation de Frédérics et de Voïéikof. Il eut un beau geste spontané : « Les pauvres ! ils me font pitié. Ils n'étaient pas fautifs ! » Les conseillers coupables étaient plaints par leur victime.

*
* *

Ses derniers fidèles se montraient beaucoup plus soucieux de leur sécurité personnelle que du sort de celui que l'on n'avait jamais nommé que « notre Tsar adoré ». Chaque arrêt imprévu du convoi leur causait une angoisse non dissimulée qui augmentait au fur et à mesure de l'approche du terme du voyage. « Va-t-on nous arrêter ? » entendait-on à chaque instant.

De la station de Gatchina on téléphona au commandant de la garnison de Tsarskoïé-Sélo de faire envoyer des équipages pour l'arrivée du train qui entrait dans la gare naguère réservée à la famille impériale le 22 mars, à 11 h. 1/2 du matin. Les autorités du nouveau régime s'y trouvaient seules pour recevoir le prisonnier.

Nicolas Alexandrovitch Romanof, en uniforme de colonel des cosaques de son escorte, descendit de son wagon-salon. Il n'adressa la parole à personne, faisant simplement le salut militaire. Il traversa le pavillon, construit autrefois pour lui et prit place, avec l'aide de camp prince Dolgoroukof, dans l'une des automobiles qui attendaient.

Là encore, silence sépulcral ; on parlait à mi-voix. Une tristesse infinie planait sur le drame humain qui se déroulait dans le cadre de neige du sylvestre Tsarskoïé-Sélo.

Dix minutes plus tard, Nicolas II entendait se refermer derrière lui, en captif, les grilles de ce palais Alexandre qu'il avait affectionné tout particulièrement pour ses proportions appropriées à la simplicité de ses goûts.

*
* *

Du fond de son tabernacle, Alexandra Feodorowna, la néophyte de Grégoire Raspoutine, suivait, anxieuse, les progrès de l'émeute de la capitale. Elle avait peu à peu écarté d'elle et de son époux tous les grands-ducs. Aussi ceux-ci, avant de songer à aller lui porter leurs consolations ou leur aide, pensaient à leurs propres affaires. On peut présumer, au moins, qu'ils voyaient non sans joie secrète les événements se charger de leur donner raison aux yeux de l'Allemande.

La nouvelle de la défection des troupes parvint à l'impératrice le 12 mars. L'ordre fut donné à la garde de préparer la défense et d'entourer le palais de mitrailleuses et d'automobiles blindées.

Mais la majorité des soldats passèrent du côté des révolutionnaires dès que ceux-ci apparurent.

Quelques fidèles avaient déjà braqué leurs mitrailleuses sur les arrivants, et se disposaient à tirer. La Tsarine les pria de n'en rien faire.

Le 13 mars, elle faisait mander au palais le grand-duc Paul Alexandrovitch, oncle de l'empereur.

« — Partez au front, lui dit-elle, essayez de ramener des hommes qui nous soient dévoués. Il faut à tout prix sauver le trône qui est en danger. »

Paul Alexandrovitch refusa, alléguant qu'il n'était chef de la garde que pour la partie administrative. Il comprenait l'inutilité d'une pareille tentative, les troupes envoyées à Pétrograd étaient gagnées à la révolution.

Le 14 mars, il était convoqué pour la seconde fois au palais.

« Je refusai de m'y rendre, a-t-il déclaré par la suite.

« ... A ce moment, on préparait, chez moi, le Manifeste accordant la Constitution entière à la nation russe. Nicolas devait le signer. Après avoir obtenu les signatures de Cyrille Vladimirovitch et de Michel Alexandrovitch et avoir signé moi-même, j'envoyai le Manifeste à la Douma. Le document fut remis à Milioukof, contre décharge. Après, seulement, je me dirigeai vers la Cour.

« La première question que me posa

Alexandra Feodorowna fut la suivante :

« — Où est mon époux ? Est-il vivant ? Que faut-il faire pour calmer l'agitation ?

« Je lui tendis alors le texte du Manifeste rédigé par moi. Elle l'approuva.

« Le 3/16 mars, je fus encore rappelé à la Cour. J'avais en main une dernière édition des journaux relatant l'abdication. Je les lus. Alexandra Feodorowna ignorait tout. Quand j'eus terminé ma lecture, elle s'écria :

« — Je n'y crois pas ! Ce ne sont là que des mensonges, des inventions de journaux. Je crois en Dieu et en l'armée. Ils ne nous ont pas encore abandonnés. »

« Je dus expliquer que non seulement Dieu, mais toute l'armée avait adhéré à la Révolution. A ce moment seulement, et pour la première fois peut-être, l'impératrice déchue se rendit compte du tort qu'elle et Raspoutine avaient causé au pays et à la monarchie.

« Je vis l'impératrice pour la dernière fois le 5/18 mars. Elle ne pouvait plus parler. Elle sanglotait et demandait à chaque instant ce qu'elle devait faire. L'ex-Tsarine attendait les délégués de la Douma. Son seul désir était d'obtenir d'eux l'autorisation de retourner dans

le lazaret qu'elle avait fondé pour y soigner les blessés et oublier. »

Mais, tant pour calmer les esprits surexcités que pour empêcher toute manœuvre des partisans de l'ancien régime, le gouvernement provisoire crut prudent d'étendre à l'impératrice la mesure prise à l'égard de son époux. Le général Kornilof, commandant la circonscription militaire de Pétrograd, fut chargé d'aviser Alexandra Féodorowna de sa mise en état d'arrestation. L'ex-impératrice le reçut en habits de deuil. « Je suis venu, lui dit le général, sur l'ordre du Conseil des ministres pour vous faire connaître une décision prise à votre endroit et l'exécuter.

« — Je vous écoute », répondit-elle.

La lecture de la décision gouvernementale terminée, elle demanda que le personnel domestique auquel elle et ses enfants étaient le plus attachés leur fût conservé : ce vœu fut exaucé.

Nicolas II et Alexandra Féodorowna allaient occuper une aile du palais, sous la garde de soldats, sujets très humbles quelques heures auparavant et qui, aujourd'hui, ne donnaient plus à l'empereur que son titre de colonel.

Et un règne, commencé dans le sang aux fêtes du couronnement, à Moscou, finissait misérablement ; ce fut un grand-duc, Cyrille Vladimirovitch, qui en fit l'oraison : « Mon portier et moi, déclara-t-il, nous comprenions tous les deux qu'avec le vieux gouvernement nous perdrions la guerre, mais il était inutile de chercher à le faire comprendre au tsar. »

Pendant ce temps, de l'affreuse géhenne des mines sibériennes, des traîneaux, par centaines, ramenaient vers les gares du Transsibérien les pitoyables victimes du tsarisme, rendues à la liberté.

Au dehors, les événements dépassaient toutes les prévisions. Le grand-duc Michel refusait d'accepter la couronne des mains de son frère. Quelques jours après les Romanof devenaient suspects. 1789 et 1793 se succédaient à quelques semaines d'intervalle. La Russie, doublant les étapes, voulait une République.

*
* *

La forteresse Pierre-et-Paul à Pétrograd, cette Bastille russe qui dresse sa masse sinistre, face au Palais d'Hiver, sur un îlot de la Néva, aura été le symbole du tsarisme russe en décadence. Son enceinte s'élève en silhouette sombre sur les couchants rouges des soirs d'été ; elle semble émerger toute du fleuve et les soupiraux de ses culs de basses-fosses affleurent au niveau des eaux dont le clapotis sans arrêt empêchait aux reclus d'entendre les bruits de la vie proche pourtant, qui battait son plein sur le quai voisin où défilaient en des équipages fringants les maîtres du jour.

La forteresse ! Encore que le clocher en aiguille de sa cathédrale, caveau des Romanof, parût appeler la miséricorde divine sur ceux qu'elle abritait, cette geôle en plein cœur d'une capitale du xxe siècle fut le Montfaucon

insatiable d'un régime d'inquisition moyen-âgeuse, dont on ne prononçait le nom qu'avec effroi. Combien de jeunes existences se sont étiolées dans ce sépulcre, combien de vies supprimées, dans les matins gris de Pétersbourg, aux gibets qui se cachaient derrière les hautes murailles ! Personne n'en saura le compte et ceux qui ordonnaient froidement ces sacrifices au Dieu orthodoxe et à son oint, moins que les autres. Qu'importait une vie pour qui ne se soutenait que par la mort !

Aujourd'hui, les bourreaux de la veille ont pris la place de leurs victimes.

On pénètre dans la forteresse par un pont-levis. La haute muraille du pourtour franchie, si on laisse à sa droite la cathédrale, on se trouve face à un mur sans autre ouverture qu'une porte de fer. Le public, admis aux jours de fête à visiter les tombeaux des tsars défunts, ne la vit jamais s'ouvrir, pas plus que personne n'était autorisé à en passer le seuil, à moins que ce ne fût comme condamné.

La porte massive donne dans une courette intérieure que bordent, à droite, la façade nue du bâtiment de la Monnaie et, à gauche, une

bâtisse massive d'un étage, à l'apparence d'un blockhaus, dont une palissade défend l'accès. Les murs, percés de meurtrières grillagées, en sont peints de ce jaune d'ocre des maisons russes ; l'humidité, par places, a mangé la couleur : c'est le bastion Troubetskoï, suaire de pierre des adversaires de l'absolutisme, nom funèbre dans l'histoire de la pensée russe.

Une lourde porte encore pour y pénétrer, des sentinelles partout, non plus les geôliers aux casquettes noires de naguère, mais des soldats bons enfants qui ne transigeraient cependant pour rien au monde avec leur consigne, car ils se savent gardiens des plus redoutables ennemis de leur patrie. Sur un couloir, à gauche et à droite de l'entrée, donnent les portes des cellules, fermées par des verrous énormes, cadenassées par surcroît et toutes percées de ce guichet qui sert à surveiller le prisonnier, supplice intolérable pour ce dernier qui sent, de jour et de nuit, peser sur lui l'œil de son gardien, quelle que soit la place qu'il occupe dans la pièce minuscule. Les deux étages sont semblables, la distribution est la même, à cette différence

cependant que le rez-de-chaussée étant au niveau des eaux de la Néva, l'humidité y est plus grande. On compte plus de 80 cellules dans le bastion. Leur aménagement est rudimentaire : une table de bois peinte en gris et un lit de fer scellés dans le mur. Sur le lit, une mince paillasse, un oreiller de varech, une couverture grise. Un lavabo en fonte émaillée, un water-closet malpropre et c'est là tout le mobilier de cette chambre, à l'odeur de moisi, chichement éclairée par une lucarne qui s'ouvre tout au haut du mur.

Le bruit du flot rompt seul le silence de cette casemate avec, tous les quarts d'heure, la cloche de l'horloge de la cathédrale dont chaque coup résonne comme un glas dans la prison. Nous nous sommes laissé dire par un ami rescapé de cet enfer que rien ne lui avait été plus douloureux que ce gong venant impitoyablement, quatre-vingt-seize fois par journée, rappeler la lenteur des heures de claustration ! De plus, comme pour cingler d'une ironie féroce ceux que l'on martyrisait, ne s'était-on pas avisé de faire carillonner à minuit et à midi les notes de l'hymne *Bojé tsaria khrani* (Dieu protège le tsar) !

Sic transit! C'est là que furent envoyés après leur arrestation les plus coupables d'entre les conseillers néfastes de Nicolas II. La vieille prison en a semblé comme purifiée.

Les soutiens du despotisme sont là, soumis aux mêmes conditions de vie que les incarcérés d'autrefois, sans jouir d'aucune faveur. Ils reçoivent la nourriture des soldats qui les gardent. Le régime est sévère mais sans cruauté, on n'insulte pas au revers de leur fortune. Côte à côte, mais sans se voir, sont réunis Soukhomlinof le concussionnaire, protecteur de Miassoïédof; Schturmer, le traître, l'auteur de l'écrasement de la Roumanie; Protopopof, le mauvais génie de la fin du règne de Nicolas II; la Vyroubova, la conseillère de mal d'Alexandra Feodorovna; Catherine Soukhomlinof, marchande d'influences qui perdit son mari. Il en est d'autres. Le plus misérable d'entre tous complète cette compagnie, l'officier de gendarmerie Sobiéchtchansky, le bourreau de Pierre-et-Paul.

Il fut donné à quelqu'un de les observer dans des attitudes non composées. Soukhomlinof produit une pénible impression. Tout

blanc, amaigri, sa barbiche neigeuse termine un visage de parchemin. C'est un œil las et terne qu'il lève vers le judas par où il sent qu'on le regarde. Son air est inquiet, sa démarche traînante. C'est l'hôte le plus ancien de ce triste logis, il y fut enfermé une première fois déjà avant la chute du dernier empereur.

Le gendarme Sobiéchtchansky, étendu sur son lit, paraît perdu dans un rêve ou dans un cauchemar qu'il suit dans les spirales de fumée d'une éternelle cigarette. Schturmer, voûté, cassé, est assis sur son grabat. Pour ne point être vu, il tourne le dos à la porte, immobile, abîmé, lui aussi, dans ses pensées. La Vyroubova est assise aussi sur sa paillasse ; elle a l'air calme, un visage sans expression ; prie-t-elle ? Elle se signe de temps en temps. Des béquilles sont près d'elle, elle ne marche plus sans leur soutien depuis un accident de chemin de fer survenu il y a deux ans entre Tsarskoïé-Sélo et Pétrograd.

Protopopof arpente comme un fauve sa cellule ; il est agité et ne prête aucune attention au bruit que l'on fait à sa porte. Il tenait le succès, la fortune, et ils lui ont échappé. La

rage paraît l'emporter chez lui sur la souffrance. Le remords pour le mal qu'il a fait en sa courte carrière lui est inconnu. Les responsables de la chute de Nicolas II attendent la punition de leurs forfaits. Dans le silence de tombe du bastion Troubetskoï, leur expiation a commencé.

*
* *

Aujourd'hui qu'il est possible de fixer avec quelque précision le bouleversement social accompli en Russie, on peut se rendre un compte exact de ce que fut le mouvement et des raisons pour lesquelles les libéraux au pouvoir se sont vus dans l'obligation de composer avec les éléments d'extrême-gauche.

La révolution russe est née d'une révolte du populaire exaspéré par la disette. Le mouvement protestataire n'acquit sa signification politique qu'à partir du moment où l'armée se rangea du côté de la foule. La manifestation prit dès lors de l'ampleur et, de par le concours ultérieur de la Douma, le but premier allait se trouver exhaussé à la hauteur d'une convulsion sociale.

Le véritable promoteur de la Révolution fut le peuple, son vainqueur a été le socialisme et non la Douma. Cette dernière a été quelque

peu prise au dépourvu et dépassée par des événements qu'elle ne croyait pas si proches. Son premier mouvement fut d'obéir à la volonté de l'empereur et, conformément à l'oukase du 10 mars, elle allait se séparer quand les soldats mutinés des régiments de la Garde se présentèrent au Palais de Tauride pour annoncer leur réunion au peuple. Il y eut une minute de désarroi à la Chambre, l'armée venait demander un appui aux députés et non offrir le sien.

Le président de la Douma se ressaisit le premier. Il comprit le parti à tirer du soulèvement, maintenant qu'il avait toutes les chances de réussir avec l'appoint militaire. Il eut conscience que la Douma, pour conserver son influence, devait, elle aussi, se déclarer rebelle. Dans l'intérêt suprême de la Russie et pour lui épargner les horreurs de l'anarchie, elle devait essayer, sans perdre un instant, de diriger la révolution. Pour cela, il était indispensable de commencer par la suivre.

Rodzianko prit son parti : « Ils l'ont voulu, dit-il, que la Révolution s'accomplisse ! »

Un comité exécutif de douze membres fut formé pour *entrer en relations avec les corps*

constitués. La Chambre mettait tout en œuvre pour « organiser » ce qui n'était encore que chaos. Elle envisageait dans le changement qui allait se produire un moyen de conduire enfin la guerre d'une façon plus énergique que le gouvernement tsariste ne pouvait ou ne voulait le faire.

Mais, les meneurs ouvriers veillaient.

La Douma voyait dans le mouvement une révolution politique, ils voulaient, eux, une révolution sociale. Le parti socialiste constituait donc, de son côté, un « Comité de députés ouvriers et soldats » qui s'installait dans ce même Palais de Tauride, publiait un Bulletin, lançait des proclamations, donnait des ordres et entendait surveiller M. Rodzianko et ses collègues. Le prolétariat faisait pièce au Tiers État. Une dualité de pouvoirs allait commencer[1].

1. Cette dualité se laisse deviner dès que la révolution se sent la plus forte. Le 13 mars, pendant que le Comité de la Douma lançait un appel à la Russie conçu en ces termes : « *Dans des conditions très difficiles, le comité temporaire a pris la tâche lourde de réorganiser l'ordre social et gouvernemental. Comprenant la responsabilité de sa décision, le comité est sûr que le peuple et l'armée l'aideront à créer un nouveau gouvernement conforme aux désirs de la population* », le Conseil des députés ouvriers et soldats, s'adres-

Le jeudi 15 mars, une entente partielle s'établissait cependant entre les deux comités. Un ministère de Défense nationale était élu. On tombait d'accord sur les questions que posait le nouveau régime. L'expropriation des terres des propriétaires fonciers, sur laquelle insistait le parti socialiste, était toutefois écartée.

On attendait en même temps l'abdication de Nicolas auprès duquel s'étaient rendus deux délégués, MM. Goutchkof et Choulguine. On comptait, ainsi que l'annonçait M. Milioukof, proclamer empereur le tsarévitch Alexis sous la régence du grand-duc Michel.

Tout semblait ainsi réglé au mieux des intérêts du parti libéral ; avec lui, la Russie entrait dans la voie d'une monarchie constitu-

sant plus spécialement au prolétariat, proclamait de son côté : « *L'ancien pouvoir doit être renversé et remplacé par le gouvernement du peuple. Là est le salut de la Russie. Pour atteindre le but et dans les intérêts de la démocratie, le peuple doit organiser le pouvoir. Le Conseil des députés ouvriers veut organiser les forces populaires pour assurer la liberté politique et le pouvoir populaire en Russie. Nous invitons toute la population de la capitale à se grouper auprès du Conseil, à créer des comités locaux dans les quartiers et prendre en leurs mains la direction de toutes les affaires locales.* »

tionnelle et les extrémistes voyaient leur rôle limité.

Le vendredi 16 mars, tout s'écroulait. Dans la nuit historique du 15 au 16, plus que pendant les journées révolutionnaires de la semaine précédente, s'était joué le sort des Romanof. Chargés d'obtenir l'abdication pure et simple du Tsar, les délégués de la Douma s'étaient vus dans l'obligation de modifier leur mandat. L'acte d'abdication que l'on rapportait de Pskof n'était pas celui que M. Rodzianko attendait, que M. Milioukof avait déjà rendu public dans les lignes essentielles et dont M. Bonar Law parlait à la Chambre des Communes.

L'empereur, bien que déchu, faisait encore acte d'autorité en modifiant l'acte successoral et même en confirmant, par un rescrit, la nomination du prince Lvof en qualité de président du Conseil.

L'émotion fut grande à la Douma quand on apprit les changements intervenus. On sait le reste ; le grand-duc Michel, ne pouvant accepter de l'empereur déposé la couronne impériale, s'en remettait à la nation pour se prononcer sur la forme du gouvernement

appelé à succéder au gouvernement provisoire.

De la sorte, l'Assemblée constituante, élue au suffrage universel, allait donc avoir non seulement à élaborer la constitution mais encore à statuer sur la question de savoir si la Russie serait une monarchie constitutionnelle ou une République.

La porte, de cette façon, était ouverte aux surenchères politiques. Les partis d'extrême-gauche entraient en scène à nouveau. Acteurs du prologue, ils allaient jouer le second acte. Le double pouvoir recommençait de plus belle. Quelques membres du gouvernement provisoire parlèrent une première fois de démissionner. Ils se rendirent toutefois aux objurgations de leurs amis et conservèrent un poste qui ne s'annonçait point comme une sinécure.

La propagande en faveur de la république et, par surcroît, d'un internationalisme inopportun, commençait pour s'intensifier chaque jour; ces idées souriaient à un peuple de rêveurs, les doctrinaires trouvaient en lui un terrain parfait pour des théories humanitaires.

Toutefois, le sens des réalités reprenant le

dessus chez quelques-uns des chefs de file, une scission se produisait dans le camp socialiste. A nouveau, comme avant la Révolution, il se décomposait en *parti socialiste révolutionnaire* et *parti social-démocrate*. Tcheidzé restait le leader de ce dernier et Kérensky à la tête du premier.

Les socialistes dits révolutionnaires ne l'avaient été que par rapport à l'ancien régime. En fait, ils étaient beaucoup moins outranciers que les socials-démocrates, s'inspirant, eux, des théories de Marx. Ceux-ci ne comptaient que quelques affiliés parmi les ouvriers de la capitale; ceux-là comprenaient au contraire dans leurs rangs des éléments essentiellement russes d'idées, lesquels n'aspiraient qu'à une révolution politique dans leur pays. Le parti révolutionnaire restait russe en face de la guerre; de ce fait, ceux qui, jadis, avaient été terroristes et les plus traqués par le tsarisme, ralliaient à eux la majorité des classes populaires. Cette chapelle prenait le nom de socialisme national.

Les socials-démocrates, fidèles à leur doctrine, maintenaient leur idéal d'internationalisme. Ce sont eux qui firent le plus de bruit

au Palais de Tauride, mais sans trouver aucun écho dans le pays. Ils ont pu impressionner ceux qui connaissaient mal la Russie ; en réalité le danger qu'ils présentaient n'était pas très grand. Ils se divisèrent, d'ailleurs, à leur tour, en deux fractions : les *minimalistes*, les plus nombreux, qui voulaient le travail, la poursuite d'une guerre défensive et les *maximalistes* qui, seuls, se sont déclarés pacifistes et ont prêché la fin de la lutte à n'importe quel prix.

L'armée, la grande inconnue, s'est trouvée ballottée, perdue entre les deux courants. Un grand nombre des paysans qui la composent se ressaisirent vite cependant. Ils acclamaient Rodzianko et voulaient soutenir le gouvernement. Leurs chefs les avaient éclairés pour les mettre en garde contre des mirages séducteurs, trouvant dans leur bon sens un précieux auxiliaire. De plus, un général victorieux mènera le soldat russe où il voudra. Et nous avons vu en Broussilof, en Rouszky, en Alexéief des hommes de taille à museler un Lénine.

Les partis libéraux ont fait à la classe paysanne — c'est-à-dire au 8/10 de la popula-

tion russe — les concessions qu'il fallait pour se l'attacher. Le parti cadet avait sagement préparé un programme agraire. Les choses se tassant, les ruraux se rallieront, eux si paisibles, à ceux qui représentent l'ordre et l'organisation. Ils viendront grossir les rangs des éléments modérés et les zimmerwaldiens de Russie n'auront aucune prise sur eux.

Mais, sachant le fond mouvant que constitue l'union russe mal assise, connaissant le peu de résistance qu'offre aux utopies généreuses, aux miroitements d'un avenir d'Eldorado, celui que l'on nomme là-bas le « moujik de Riazan », ce paysan russe au concept lent qui a aujourd'hui le fusil aux doigts, le gouvernement provisoire s'est trouvé dans l'obligation de composer. Ses proclamations successives ont été le signe tangible de son évolution. Le parti socialiste raturait ce qu'avait écrit Milioukof. Entre temps Tchéidzé faisait voter une résolution par le Comité des délégués ouvriers et militaires pour affirmer que la Russie ne mènerait la guerre que pour sa défense, renonçant à tout projet d'expansion territoriale.

Mais le prince Lvof et M. Milioukof, ces

deux hommes d'Etat, n'ont mis leur signature au bas d'écrits revus par les extrêmes-gauches que pour sauver l'acquis. Comme la Convention revenait à la politique de Louis XIV après avoir sauvé le pays, ils auraient voulu reprendre la vraie politique russe.

Au point de vue intérieur comme dans le domaine extérieur, les membres du gouvernement provisoire auraient désiré rester dans la saine tradition.

Il leur a fallu faire la part du feu et adopter les fins socialistes, sacrifiant, à la liberté des idées chères, tout le testament de Pierre le Grand. Les alliés, de leur côté, ont vu remettre en question leurs buts même de guerre. L'avenir départagera pour nous dire ce que les idées avancées des apôtres russes ont fait perdre à la coalition anti-allemande et ce qu'elles pourront avoir fait gagner à la cause sociale de l'humanité.

TROISIÈME PARTIE

FRANCE ET RUSSIE

CHAPITRE PREMIER

L'ALLIANCE FRANCO-RUSSE

La double Alliance ; ce qu'elle fut dans l'esprit de son initiateur et la conception française. — L'accord de Potsdam et ses conséquences. — Le problème des armements. — Fausse attitude de la France. — La force supposée de la Russie des tsars. — Le bluff russe.

Le Français est profondément ignorant de l'étranger, avons-nous écrit en exergue de ce livre. Infatué de sa supériorité, casanier, il n'a, sur les choses et les gens d'outre-frontières que les notions fragmentaires fournies par son journal. Tout à la politique de clocher qui annihile le meilleur de lui-même, la politique extérieure lui paraît matière aride et sans attraits dont on laisse la spécialité à quelques graves organes de la presse parisienne.

Ce défaut de cuirasse a valu bien des déboires à la nation française, la guerre mon-

diale n'a-t-elle pas été une suite de révélations, le plus souvent pénibles, pour un public nourri d'idées toutes faites et affligé d'un inguérissable illusionnisme. Que d'Amériques découvertes depuis 1914 qui auraient dû l'être bien avant cette date !

La Russie a été la première révélation. La naïveté du bourgeois français qui, au début de la campagne, se consolait de la marche allemande sur Paris en croyant voir les cosaques avancer sur Berlin, nous amenait les larmes aux yeux. Quels lendemains aurait pu ménager cette incroyable méconnaissance des réalités ! Depuis, les plus ardents admirateurs du « rouleau compresseur », inventé par nos amis anglais, ont dû déchanter. La débâcle russe de 1915, la faillite du tsarisme, vinrent désiller les yeux et montrer une Russie nouvelle, insoupçonnée, totalement différente, malheureusement, de celle que l'on avait accoutumé d'encenser dans les panégyriques des quotidiens français.

Il avait fallu de bien dures épreuves pour obtenir ce résultat : l'erreur — et erreur sur toute la ligne — durait depuis la visite de l'amiral Avellan.

*
* *

L'alliance franco-russe fut une précaution politique et ne fut que cela dans l'esprit de son initiateur, le souverain russe qui la prépara. Alexandre III était trop réactionnaire pour chercher autre chose dans un rapprochement avec la République française ; sa grosse main dans celle de Marianne ne signifiait qu'un mariage de raison, avec une pointe de condescendance de sa part que nous fit longtemps sentir un publiciste russe influent de l'époque, Alexis Souvorine, directeur du *Novoié Vremia*.

Le grand Turc consentait à se mésallier par nécessité. Le Français, enthousiaste, vit de suite dans cette union une liaison d'amour qui flattait son amour-propre. Il en délira de joie et sa puérilité, le plaisir qu'il mit à s'amoindrir, donnèrent le change à ses nouveaux amis sur la valeur réciproque des deux parties contractantes de l'alliance.

Le Français ne le comprit pas. Il s'ingénia à perpétuer les manifestations sentimentales, se découvrit des affinités avec le peuple du

nord. Abusé, enivré par l'étamine des galas il ne chercha jamais sérieusement à se préoccuper de ce qu'elle recouvrait.

La lune de miel se prolongea longtemps. Les Allemands étaient à Compiègne, les Russes rassemblant à peine leurs forces, lorsqu'on s'aperçut qu'on aurait peut-être pu trouver place, entre les effusions, à une « pratique » de l'alliance dans un domaine strictement réaliste. Et encore, tout en s'en rendant compte, on ne concrétisa point la conception nouvelle par quelque énergique et salutaire réaction. On s'était à ce point habitué à l'admiration béate de tout ce qui venait du « czar », qu'un esprit mercanti eût semblé une profanation. Le rôle d'amoureux transi du Français se poursuivit durant la guerre, malgré des circonstances commandant son abandon. Nous en trouvons la preuve depuis la politique balkanique de M. Delcassé jusqu'au silence lourd de conséquences de M. Briand devant les dangereuses provocations des gouvernants russes.

Pratiquer l'alliance ! Cet axiome ne fut découvert qu'en 1912 et énoncé pour la première fois durant le voyage en Russie de

M. Poincaré, président du Conseil. Et ce n'est qu'en 1912 — au moment de ce voyage — que nous pûmes écrire dans le *Temps*, en manière d'avertissement : « Un courant, dont nous ne saurions trop nous féliciter, en faveur d'un rendement plus efficace de l'alliance, semble se faire enfin sentir dans les milieux dirigeants français. Il ne s'agirait plus seulement de la stagnation des relations économiques que M. Ribot dénonçait à la tribune du Sénat au printemps de 1911, mais bien de notre inertie politique. On paraît comprendre que la question de l'aide financière française peut permettre d'en soulever d'autres, à notre profit cette fois, que le moment est depuis longtemps venu de mettre au point nombre de problèmes qui touchent les deux pays à des degrés divers peut-être, mais dont le total formerait une équivalence de services rendus.

« M. Poincaré viendrait-il pour tout autre chose que par devoir de courtoisie? »

Nous n'eûmes qu'une convention navale sans objet. La France, sidérée, restait aux douceurs extatiques des fêtes de Cronstadt et de Toulon !

*
* *

Depuis ces journées mémorables, la Russie tsariste, elle, avait su — pour contenir la poussée de son peuple — pratiquer le bas de laine français et l'alléger d'une quinzaine de milliards.

Comme on ne le lui demandait pas, elle n'en varia point pour cela, même d'une nuance, sa politique traditionnelle.

Alexandre III avait redouté la Prusse, grandie sous le règne de son père qui avait assisté, passif, à notre écrasement. Mais Alexandre III constituait une exception dans la succession des tsars russes qui, de manière générale, avaient poursuivi avec persévérance le maintien de rapports étroits avec leurs voisins de l'ouest, afin de se consacrer plus librement à leur expansion en Asie. D'ailleurs, Alexandre III lui-même renouait, au début de son règne, par des négociations secrètes menées avec Berlin en 1880, par la rencontre de Dantzig en 1881, des relations relachées depuis la conclusion du traité austro-allemand de 1879. Il signait même à nou-

veau, en 1884, le *Dreikaiserbund*, l'alliance des trois empereurs.

La politique bismarckienne l'effarouchant définitivement, le fils d'Alexandre II se décida à prendre une assurance contre l'Allemagne. Il crut la trouver dans un rapprochement avec la France.

Son successeur, bien que fidèle à sa mémoire, et scrupuleusement soucieux de suivre la voie tracée par lui, n'en renoua pas moins la tradition ancestrale sous l'influence de son épouse et de son entourage, comme de par le prestige exercé sur lui par Guillaume II ; il reprit avec les Hohenzollern les relations que le Journal officiel russe qualifiait de « traditionnelle amitié ».

*
* *

La France pacifique n'aurait eu qu'à s'en réjouir si le tsarisme n'avait cru devoir renforcer ses rapports amicaux d'un accord qui, en délivrant la Russie d'inquiétudes en Europe, allait la rendre tout entière à son rêve d'expansion asiatique et lui faire commettre plus qu'une imprudence à notre en-

droit. Cet accord fut celui de Potsdam. Depuis ce pacte, la Russie renonça en grande partie à s'occuper de l'équilibre européen, alors que seul le souci de cet équilibre, joint à une bonne politique intérieure en Russie, eût pu faire de l'alliance un instrument réellement sérieux de la paix.

On a nié l'existence d'abord, l'importance ensuite de l'accord russo-allemand de novembre 1910. Quel aveuglement ! Sans lui, peut-être et avec une politique plus agissante de notre part, en admettant que la guerre n'eût pu être évitée, du moins elle n'aurait pas trouvé des adversaires de l'Allemagne aussi peu préparés.

L'accord de Potsdam laissait en Perse les mains libres à la Russie et la ramenait, avons-nous dit, en Orient. Après la guerre avec le Japon, elle était restée un instant indécise sur la position à adopter, la décision à prendre : Europe ou Asie. Elle eût pu être dissuadée de regarder encore à l'est, pour un temps du moins. Paris ne fit rien dans cet ordre d'idées, hypnotisé par l'aventure marocaine. Potsdam fut le pavé dans la mare aux grenouilles, Pétersbourg se retournait vers le

continent où il était attiré avec, d'autant plus de détermination que le gouvernement du Tsar se trouvait dégagé de toute inquiétude pour la sécurité de ses frontières occidentales. L'agrément conclu entre notre alliée et notre ennemi les engageait, en effet, réciproquement « à ne point faire partie d'une combinaison de puissances formée contre l'une ou l'autre ».

Ainsi, l'accord ténu intervenu entre la France et la Russie[1], accord qui n'avait été signé ni par le Tsar ni par un président de la République, se trouvait amoindri encore par le codicille imprévu, élaboré chez le Kaiser, ignoré même, au début, par les dirigeants français et qui portait, lui, le paraphe de Guillaume et de Nicolas II. L'alliance aurait pu devenir un bon billet à la manière de celui de La Châtre si nous avions eu affaire à des gouvernants intéressés à nous trahir. Il valait

1. La Double alliance a été surtout une convention militaire rédigée par les chefs des états-majors généraux des deux pays, obligatoire pour une période déterminée et susceptible de modifications à l'expiration de chaque période. Elle a été précisément plusieurs fois modifiée depuis le jour où les généraux Obroutchef et de Boisdeffre y ont apposé leurs signatures. Une convention navale y fut ajoutée en 1912.

mieux pour eux, et heureusement pour nous, nager entre deux eaux. Comme l'écrivait un publiciste anglais, en 1911, dans l'*English Review*, « la Russie pouvait remplir envers la France toutes les obligations imposées par des conventions élastiques, sans manquer de l'épaisseur d'un cheveu pour cela à son amitié pour l'Allemagne ».

A l'époque où l'alliance était à son apogée, la Russie tenait, concentrées en Pologne, la moitié de ses troupes. Elle pouvait alors constituer un danger pour l'Allemagne quelques heures après sa mobilisation. L'accord de Potsdam conclu, la Russie retira ses forces des territoires polonais ; les anciens camps retranchés de Varsovie, Grodno, Brest-Litovsk redevinrent de simples casernes et il fallait trente jours à l'armée russe, à dater de 1910, pour menacer sérieusement les frontières de Prusse. Nous l'avons vu en 1914 et si nous n'avions eu le miracle de la Marne... L'expérience est donc venue détruire l'argumentation fantaisiste qui consistait à dire que le retrait des divisions russes de Pologne hâterait leur concentration et que, partant — d'aucuns ont proféré cette énormité — « les

conséquences de l'accord de Potsdam renforçaient la double alliance ! » C'est là, croyons-nous, le comble de l'optimisme.

Contrairement aux allégations de certains journaux qui se sont ingéniés à charger Nicolas II, depuis sa chute, de crimes imaginaires, après l'avoir flagorné, nous ne croyons pas qu'il existe d'autres accords russes avec l'Allemagne, postérieurs à l'alliance. Celui de Potsdam suffit d'ailleurs.

*
* *

N'ayant pu retenir la Russie en Europe, il était évident que nous n'allions pas davantage savoir demander aux ministres de Nicolas II de se préoccuper comme il aurait convenu, du problème des armements. La tâche nous eût été singulièrement difficile, d'ailleurs, étant donnés d'abord la propre attitude de notre Parlement dans les questions militaires et, en second lieu, le pli de servilité pris par notre pays devant l'omnipotent tsar de la « grande Russie ». Nous donnâmes donc avec largesse nos capitaux pour la construction du Transsibérien, les travaux de

Vladivostock, de Dalny, de Port-Arthur. Pas une fois nous n'avons demandé sérieusement la dépense de *notre* argent pour des fins stratégiques nous intéressant directement. Qu'on en juge. En juillet 1913, la France officielle prise d'une belle ardeur pour transformer la formidable Russie de légende en une véritable entité militaire, délégua à Saint-Pétersbourg le syndic des agents de change de Paris afin de proposer au gouvernement russe d'affecter sur le marché français une somme de deux milliards cinq cents millions de francs, par tranches annuelles de 500 millions pendant cinq ans, pour les chemins de fer russes. En retour, le gouvernement français demandait : 1° une augmentation des armements, 2° la construction immédiate de lignes stratégiques; 3° que le gouvernement russe demandât lui-même l'inscription des valeurs de chemins de fer à la cote de Paris, ce qui permettait une façon de contrôle à la France pour savoir ce qu'il advenait des engagements russes pour les armements et la construction des voies d'intérêt militaire. Le président du conseil, M. Kokovtsof, déclara souscrire à toutes ces conditions. Cette réponse obtenue,

Paris ne donna plus signe de vie. Le 23 août suivant seulement, jour où M. Delcassé, ayant terminé sa mission, quittait l'ambassade de Pétersbourg pour rentrer définitivement en France, une note venait demander à ladite ambassade de faire ratifier par écrit l'accord verbal intervenu. Le prestige incontestable d'un Delcassé — dont il eût pu faire meilleur usage — aurait fait aboutir la démarche tardive. L'intérimaire n'y réussit pas ; on déclara du côté russe — avec cette amabilité pour opposer des fins de non-recevoir qui était le secret de la diplomatie du tsar — qu'il fallait préalablement soumettre l'accord aux ministères compétents et attendre leurs conclusions. En septembre, le ministre de France, étant allé s'enquérir au Pont des Chantres des progrès faits par la question, on lui répondit que le gouvernement russe était disposé à signer l'agrément. Mais quel agrément ? Entre temps, celui-ci avait été complètement remanié par nos amis russes et ne constituait plus qu'une formule vague où aucune des conditions françaises n'était stipulée. M. Kokovtsof, connaissant par l'expérience du prêt consenti aux Turcs par un

comptoir financier de Paris (pour leur permettre leur avance sur Andrinople) l'indépendance et la force des banques françaises, était convaincu de pouvoir trouver chez nous l'argent qui lui serait nécessaire pour des lignes de chemins de fer d'intérêt commercial, sans être obligé, pour cela, de souscrire aux exigences de nos gouvernants.

A cette époque nous voulûmes saisir le public français du problème. Quelques dépêches au *Temps* eurent le don d'émouvoir et M. Kokovtsof et notre ambassade.

« — Cessez, nous fut-il dit de part et d'autre, vous allez indisposer l'Allemagne en parlant de lignes stratégiques sur sa frontière. » La Russie, fidèle à « la traditionnelle amitié », se croyait le devoir d'assister, passive, à la concentration de troupes qu'opéraient à ses portes ses innocents voisins. Il ne fallait donc point se les aliéner. Tout pouvait se concevoir, sauf une brouille avec la Prusse à laquelle on semblait demander pardon des sourires adressés à Paris, à la veille des emprunts [1].

1. L'argent demandé à Paris était employé en grande partie à payer les commandes passées à Berlin. Une convention

*
* *

Se brouiller avec l'Allemagne ! M. Sazonof même, partisan convaincu cependant de l'alliance, plaçait à Berlin l'autre pôle de sa politique.

Le gouvernement allemand, on s'en souvient, obtint un beau succès diplomatique en Orient en se voyant demander par le sultan de Turquie une mission d'instructeurs militaires qu'il envoya aussitôt sous le commandement du général Liman von Sanders. Le ministère russe des Affaires étrangères, bien que sentant ce coup droit porté à la Russie qui pouvait faire craindre à cette dernière que Guillaume II ne voulût réaliser pour son

navale, avons-nous dit, était intervenue avec la France, mais les constructions de navires de guerre russes étaient confiées aux chantiers allemands qui recevaient, en 1913, pour 69 millions de roubles de commandes de l'État, tandis que la France — venant encore après l'Angleterre — ne figurait que pour 57 millions.

Au début de 1914, tandis que la France avait donné à Pétersbourg ses ingénieurs et ses secrets pour la construction de l'artillerie russe, Krupp allait devenir gros actionnaire des usines Poutilof — le Creusot russe — sans le beau tapage qui fut fait à temps autour de cette question.

compte le rêve de la grande Catherine, fit faire le silence autour de la question, de peur de la voir s'envenimer par une levée de boucliers de la presse russe. Par des télégrammes de presse à Paris et quelques articles à Pétersbourg, nous crûmes devoir attacher le grelot à une affaire que la diplomatie russe étouffait et faire toucher du doigt aux deux opinions la gravité et de la manœuvre allemande et de l'attitude du monde officiel russe.

M. Sazonof, guidé par le souci sincère de la paix mais autant par le désir de ne point jouter de front avec le « maître d'armes » de son pays et « l'ami de la Cour », passait sans transition de la protestation violente à une surprenante timidité dès qu'il s'agissait de descendre du principe à son application. Ses conversations et les instructions données à ses agents marquaient les plus surprenants soubresauts. Devant cette palinodie, nous donnâmes un ton plus énergique à notre campagne. M. Sazonof, fort ennuyé, nous demanda de la cesser. Nous n'en fîmes rien. C'est alors que le ministre des Affaires étrangères nous rendit la pensée dirigeante de son gouvernement à cette époque en nous disant : « Quoi

que vous fassiez, monsieur, vous ne nous brouillerez pas avec l'Allemagne ! »

Celle-ci s'est chargée elle-même, en 1914, de prendre sur elle ce que redoutait tant cet excellent M. Sazonof. Tant mieux, dirons-nous. Que fût-il advenu, en effet, si la France s'était trouvée dans l'obligation de sortir elle-même la première l'épée du fourreau ? La Russie cédait pour la question la plus sensible à son amour-propre national, celle de Constantinople, l'aurions-nous eue à nos côtés, prête à tous les sacrifices, s'il se fût agi de « nos sables marocains » ?

Les événements survenus rendent cette question oiseuse. Ils sont là, par contre, pour nous fournir la preuve que la Russie, détournée en partie de l'Europe par l'habileté de nos adversaires, comme affaiblie à l'intérieur par leurs suppôts, n'était en aucune façon préparée à soutenir une guerre européenne, en proportion de ses moyens réels d'abord et au degré de puissance que les Français lui supposaient tout gratuitement.

*
* *

Ah! oui, combien gratuitement. Mais l'optimisme de nos compatriotes était indestructible. Le colosse russe leur en imposait par ses proportions, personne ne voulait en approfondir la structure. Ce colosse avait cependant un fondement vermoulu, miné par l'incapacité des dirigeants et le mécontentement croissant des dirigés, mais on l'ignorait généralement et les rares initiés dans le secret estimaient que c'étaient là questions intérieures ne relevant que de la Russie seule.

Les étrangers, même si ces étrangers étaient des alliés, des associés par conséquent et des créanciers par surcroît, n'avaient aucun droit — ce sont les Français qui s'évertuaient à le répéter — de s'immiscer dans la vie russe. Le problème polonais, question intérieure et chasse réservée des gouvernants de Pétersbourg, les conversations avec Berlin, question strictement russe encore, l'incurie, la démence ou la trahison des ministres du tsar, question uniquement russe toujours.

Au mois de novembre 1916, nous écrivions

dans un journal suisse — la presse française ayant moins que jamais la faculté de dire la vérité : « Croyez-nous, M. Briand, il est des « questions intérieures russes » auxquelles vous avez, non le droit, mais le devoir de vous intéresser. Si cette politique réaliste avait été adoptée avant la guerre, vous n'auriez pas eu un Soukhomlinoff comme ministre de la guerre traître à sa patrie, vous n'auriez pas eu les affirmations gratuites dudit général au mois de septembre 1914, vous assurant que les arsenaux russes regorgeaient de munitions, alors que trois mois plus tard on devait avouer que tous les caissons étaient vides. Vous n'auriez pas eu les étonnements de M. Albert Thomas devant la disproportion entre les moyens dont dispose la Russie et sa fabrication de munitions, l'ahurissement des missions techniques françaises en Russie en voyant l'écart monstrueux entre la tension patriotique française ou anglaise et le nonchaloir ou la concussion de certaines administrations russes. Vous n'auriez pas la trahison installée chez vos alliés !

« Aidez la Russie, M. Briand, à se défaire de ce que les Russes appellent eux-mêmes les

« ennemis intérieurs ». Vous lui rendrez service. Vous en avez le devoir, disions-nous, comme le Tsar avait cru, avec raison, pouvoir s'immiscer dans vos affaires en disant à M. de Gontaud-Biron, auquel il accordait une audience, quelque temps avant le conflit actuel, qu'il était peiné du vote de la loi de deux ans en France.

« Le jour où vous prendrez en Russie, avec le sans-gêne en moins et le tact en plus, la place que s'y était octroyée l'Allemagne, sans en avoir le droit, soyez persuadé qu'il n'y a que les Allemands qui y perdront. La nation russe vous en saura un gré infini et la nation russe compte, M. Briand, elle compte beaucoup plus que les adversaires déclarés de la France en Russie dont les ciseaux de vos censeurs veulent ménager les susceptibilités. Puissiez-vous le comprendre avant qu'il soit longtemps afin de nous laisser dire en toute liberté à nos compatriotes ce qui se passe chez l'alliée pour qui, somme toute, ils sont partis en guerre. L'heure n'est-elle pas venue pour eux de la connaître? Ils ne pourraient qu'en bénéficier eux et ceux qui représentent quelque chose en Russie, ceux qui sont

l'expression fidèle des pensées et des aspirations de tout le peuple russe, la Russie vraie, la Russie qui monte, la Russie de demain. »

Les événements ne nous ont pas donné tort, ce nous semble. Mais, de Suisse ou de France, de semblables appels étaient prêchés dans le désert.

Nous avions une conception tout à fait spéciale de l'alliance que nous avait fait épouser, dès l'origine, notre attitude de petit garçon devant ce que nous appelions avec emphase le géant russe. Le parent pauvre que nous fûmes devait se contenter de ce qu'on lui accordait.

Nos ambassadeurs, instruits d'ailleurs par l'exemple de M. Bompard, rappelé pour avoir voulu agir différemment, se contentaient d'opiner du bonnet devant les demandes du Pont des Chantres. Nous avons estimé superflu de retracer dans cet ouvrage l'histoire de la collaboration diplomatique franco-russe au cours de ces dernières années. Il nous suffira de rappeler que dans notre politique balkanique nous n'avons fait que nous conformer scrupuleusement aux désirs de Pétrograd, suivant M. Sazonof dans toutes les

variations de ce ministre fort estimable et notre sincère ami, mais d'une impulsivité telle que l'on ne savait, avec lui, ce que réservait le lendemain. « La douche écossaise », nous disait avec son fin sourire l'éminent homme que fut feu M. Georges Louis[1].

Nos attachés militaires, de leur côté, auraient considéré du plus mauvais ton de s'enquérir *de visu* de la véracité des asser-

1. Rendons ici la justice qui est due à Georges Louis. Il aura été, avec M. Bompard, le seul ambassadeur qui ait essayé d'être autre chose qu'un porte-paroles des gouvernants russes.

Après des incidents provoqués par Pétersbourg et des démarches de M. Izvolsky que l'*Echo de Paris* qualifiait, au moment où elles étaient faites (mai 1912) de « pressantes et insolites », Georges Louis se vit brutalement rappelé. Son crime fut d'avoir voulu faire une politique française en Russie.

« C'était un ambassadeur d'Autriche, nous dit triomphalement M. Sazonof, au lendemain de ce rappel. »

La mesure coercitive qui consistait à faire déplacer nos représentants paraissait toute naturelle au Pont des Chantres.

« Je vais vous réserver le sort de M. Bompard », nous dit, un jour qu'il avait à nous adresser pareil reproche qu'à nos deux ambassadeurs récalcitrants, le même M. Sazonof.

On s'explique, dans ces conditions, pourquoi, d'une manière générale, nos représentants en Russie, tenant à leur place, se soient montrés aussi peu transcendants. Au surplus, leurs rapports avaient si peu d'influence sur les idées préconçues qui guidaient le quai d'Orsay, qu'on peut concevoir, à la rigueur, le rôle tout de docilité qui était le leur.

tions d'un Soukhomlinof que nous savions être, nous comme tous les gens informés, un incapable doublé d'un malhonnête homme.

*
* *

Et puis comment remonter le courant ? Les journaux français ne venaient-ils pas ressasser à chaque occasion offerte que « le moujik innombrable », « la forêt gigantesque des baïonnettes russes » constituaient la plus grande force de l'Europe ?

L'a-t-on assez chanté cette antienne ! Des ignorants l'ont-ils assez vanté, prôné cette « immense » Russie dont ils avaient plein la bouche !

La force de la Russie n'était ni plus ni moins qu'une hypnose et même un simple bluff. La presse française le créa de toutes pièces et l'exagéra à en rendre confus les Russes eux-mêmes. Un organe parisien dépassa à ce point la mesure que M. Sazonof s'écria, à la parution — trois mois avant la guerre — d'une série d'articles, dont les Français résidant en Russie et la connaissant ne savaient s'ils devaient en rire ou en pleu-

rer : « On nous fait une réclame qui serait inconvenante pour l'*Odol !* »

A parler constamment de cette puissance colossale inexistante de la Russie tsariste, on en arriva à indisposer les éléments sérieux de l'empire. La *Retch* écrivait, une semaine à peine avant la déclaration de guerre de l'Allemagne comme commentaire aux dithyrambes de reporters parisiens venus avec le président de la République et agitant frénétiquement le sabre russe : « La France ne nous avancerait-elle ses milliards que pour disposer des os de nos grenadiers ? » Combien cet état d'esprit chez les libéraux aurait été grave, joint aux sentiments germanophiles des réactionnaires, si nous n'étions pas partis en guerre pour une cause slave et en lieutenant fidèle de la Russie. L'affaire serbe et ses conséquences détrompèrent heureusement ceux des Russes que les rodomontades d'inconscients avaient persuadés que si l'incendie éclatait quelque jour en Europe, c'est la France qui l'allumerait.

*
* *

Pauvre France! Tu ne savais rien de tout cela. Tu ne connaissais même pas les véritables couleurs nationales de tes alliés, arborant naïvement à chacun de tes pavoisements le drapeau jaune à l'aigle noir des Romanof. Comment aurais-tu pu apprendre autrement que par bribes, que tronquée, que viciée par de fausses considérations, la vérité, toute la vérité, comme on te la devait, sur ton association paradoxale avec l'empire réactionnaire des tsars, accouplement boiteux mais nécessaire dont on aurait pu faire excuser le côté déplaisant, pénible, par une mise au diapason sur le seul terrain d'entente possible, celui de la paix par une préparation sérieuse à la guerre.

Tu étais en droit d'exiger beaucoup du co-signataire de ton engagement car tu savais pouvoir fournir beaucoup toi-même à son appel, la Marne et Verdun en sont les garants. On ne lui a rien demandé parce que, dès le début de ta liaison, Marianne républicaine, tu as joué la comédie du « Roi » avec

le tsar Nicolas, t'ingéniant à t'amoindrir, à te rapetisser, à faire oublier que tu étais une sans-culotte au despote qui se terrait à Tsarskoïé-Sélo.

Tu t'es leurrée, on t'a leurrée surtout. Combien ton réveil eût pu être cruel, en septembre 1914, on ne voyant pas venir, telle sœur Anne, ces cosaques fringants qu'on te disait devoir fondre en nuées sur ton ennemie, au jour des règlements de comptes. Tu es partie, confiante, superbe de courage, effrayante d'ignorance, d'une ignorance qui aurait pu t'être fatale dès le début de la mêlée.

Ecoute maintenant ce que t'aurait permis la connaissance nécessaire de tes amis, car, aux fautes supportées viennent s'ajouter des erreurs commises, commises par toi, à ton insu, mais qui n'en restent pas moins à ton actif et dont les conséquences premières s'inscrivent dans l'Histoire dès à présent.

CHAPITRE II

LA FRANCE ET LA NATION RUSSE

L'ignorance de la Russie et ses conséquences. — Le gouvernement n'était pas la nation. — Les appels du peuple russe. — Une définition pour le moins nouvelle de l'alliance franco-russe. — La situation paradoxale de la France en Russie hier et aujourd'hui.

Nous avons déjà dit au cours de ces pages que la France est restée aussi profondément ignorante de la Russie après la conclusion de ses accords qu'elle l'était au temps où le grand pays slave sortait des limbes pour devenir une nation semi-européenne.

Nous le répétons à dessein, cette ignorance de notre alliée ayant été la source de toutes les déconvenues françaises, à commencer par l'impuissance russe au début de la guerre pour continuer par la révolution inattendue de notre public et pour finir avec le tour peu rassurant que prend pour les alliés la convulsion

sociale qui vient de secouer l'empire des tsars.

Si nous avions connu la Russie comme la connaissaient les Allemands, nous aurions su prévoir et parer aussi les coups qui nous ont été portés. Mais nous avons vu dans quelle erreur la France a été tenue sur le compte de son « amie ». Des considérations d'alliance qui nous faisaient taire la vérité, une presse docile qu'un personnage officiel russe se vantait « d'avoir dans sa poche », une tendance trop accusée chez nous de ne point nous intéresser à ce qui se passe hors des frontières, tout à concouru à laisser Français et Russes absolument étrangers les uns aux autres. L'alliance qui les unit ne devint en aucune façon, pas plus dans le domaine politique que sur le terrain économique, la chose des deux opinions, des deux nations. Elle resta jusqu'au dernier jour du règne du dernier Romanof comme une sorte de secret de chancelleries, une façon de parlotte entre gouvernants.

*
* *

Le gouvernement du tsar — de par l'attitude même des dirigeants de l'opinion fran-

çaise, — ne cessa jamais de donner à comprendre à ceux-ci que, quelles que soient ses folies, même d'une nature à compromettre la force du pacte conclu, la France révolutionnaire ne saurait en remontrer aux hommes de Nicolas II. Paris, docile, réprima d'ailleurs de lui-même toute tentative de cette nature chez ses ressortissants.

Les facultés d'observation de nos représentants ne s'exercèrent que sur la Cour qui hypnotisait les plus farouches d'entre nos Républicains. On faisait bon marché du pays, le peuple russe ne comptait pas, on cultivait les courtisans.

« Quel accès, demandait le *Temps*, le 27 mars 1917, les hommes de la Douma, aujourd'hui aux affaires, trouvaient-ils auprès de certains diplomates ? Quelles mesures avait-on prises pour assurer un contact réel avec ceux qui représentaient l'avenir ? »

Nous pouvons répondre. Ce n'est qu'en 1916 que M. Milioukof fut introduit par l'auteur de ces lignes à l'ambassade de France et encore par la petite porte, entre chien et loup, pour que quelqu'un de la Cour ne le vît pas.

La diplomatie de la République française

ne s'avisa jamais en Russie qu'elle parlait au nom d'une démocratie et quand elle s'en souvenait, ce n'était d'ordinaire que pour s'en excuser[1].

Depuis 1895, l'année où M. Ribot jetait les fondements d'un accord politique qui eût pu être fructueux, la France officielle n'eut que sourires et qu'approbations pour les ministres de l'empereur, ne connaissant et ne voulant avoir affaire qu'au maître et à ses laquais, sans d'aucune manière se soucier de la nation russe, cette grande muette que dissimulaient les fantoches qui prétendaient la représenter. Les chancelleries françaises se méprirent sur la formule initiale de l'alliance ; on laissait

1. La police russe avait arrêté dès la frontière et déporté en Sibérie le révolutionnaire Bourtsef, rentré en Russie au début de la guerre sur la foi des appels à l'union sacrée des gouvernants de Pétrograd. Les socialistes français s'émurent du procédé et demandèrent à leurs camarades du cabinet Viviani de faire connaître leurs sentiments à leurs collègues russes. La diplomatie française dut s'acquitter de la mission. M. Paléologue, notre représentant en Russie de 1914 à 1917, ne fit pas sans force précautions oratoires la démarche qu'on exigeait de lui.

Nous voulons pour preuve de l'autorité que nous aurions pu exercer en Russie le résultat qu'obtint immédiatement cette démarche : Bourtsef fut ramené en Russie d'Europe et mis en liberté.

au commun l'illusion d'un rapprochement des deux peuples, en fait, on s'inféodait à la coterie du tsar. Les Français prirent pour « la Russie » ce qui n'en était que sa plus mauvaise expression.

Tout le malheur vient de cette erreur d'optique. La vraie Russie a secoué le tsarisme et ses satellites — que pouvons-nous lui reprocher si elle semble n'avoir cure aujourd'hui de ceux qui s'étaient trop exclusivement attachés au sort de son tyran.

Hier encore, les libéraux modérés russes, voyant venir la vague révolutionnaire qui les balaierait eux-mêmes un jour, adressaient des appels désespérés à l'opinion française pour la conjurer d'exercer la pression bienfaisante et surtout efficace qu'elle pouvait, qu'elle avait le droit d'exercer sur les gouvernants de Pétersbourg. Ces appels mouraient à nos frontières. Nous entendions le dernier, traduit de façon si expressive un soir de banquet organisé à l'occasion de la venue en Russie de MM. Viviani et Thomas. Le député cadet, M. Maklakof, prenant la parole inopinément et rompant ainsi le programme officiel dit, en s'adressant aux deux ministres français, à la

véritable stupeur de Schturmer, également présent, mais comme à son corps défendant :

— « Ce n'est pas vers la France admirée d'hier que nous nous tournons, Messieurs ; pas davantage vers la France d'aujourd'hui devant laquelle nous nous inclinons très bas, c'est à la France de demain, à la France libre et forte d'après guerre que nous faisons le plus pressant appel... » Ce discours ne fut pas compris en France où nous l'avions envoyé, la censure républicaine, d'ailleurs, en supprima les passages jugés séditieux.

La Russie n'était point entendue et dans sa tendresse pour la patrie des Diderot, des Voltaire et des Mirabeau, se mêlait chez elle une rancœur à l'endroit d'un pays qu'elle croyait oublieux de ses traditions mais qui, simplement, soupçonnait à peine son douloureux servage.

Inattentive aux cris de tout un peuple, la France, de par son bas de laine, s'employa encore à forger ses chaînes en envoyant avec largesse à Pétersbourg des économies qui allaient alimenter les caisses de l'autocratie, afin de lui permettre de se maintenir. De

cette façon, la démocratie française se faisait non seulement l'amie mais encore le soutien, de ses deniers et sans profit pour elle, du despotisme russe. Les emprunts succédaient aux emprunts sans qu'une seule fois, dans leurs conditions, fût stipulé un simple desiderata. Les Allemands, sans avancer à leurs voisins les milliards que nous leur faisions tenir libéralement, formulèrent à plus d'une fois mieux qu'une demande. Il est vrai qu'à Berlin on faisait de la politique. « Vous ne faites que de la finance », nous disait un jour, en sa résidence de l'île Elaguine, le président du Conseil d'alors, M. Kokovtsof.

Pour n'avoir fait que cela en Russie sur le dos et aux dépens d'une nation, nous l'avons vue se révéler, en mars 1917, quasi étrangère à nous, comme ignorante à peu près, à son tour, de notre existence, d'une guerre commune et de ce que nous nous imaginions de communs devoirs. C'est que — il faut avoir le courage de le dire pour abandonner enfin la fausse voie — l'alliance franco-russe telle qu'elle a été comprise et mise en pratique sous le tsarisme, fut une duperie, une pénible comédie politique dont le bourgeois français

a fait tous les frais et le peuple russe a supporté les terribles conséquences.

*
* *

Tous les beaux discours, toutes les assurances officielles, tout ce verbiage creux qui restera comme la littérature de l'alliance franco-russe, n'auront pas empêché à la France d'avoir occupé en Russie, sous l'ancien régime, la position la plus fausse qui soit.

Les conservateurs russes n'ont jamais nourri pour elle que la plus ouverte animosité; la République française constituait un foyer d'idées subversives et pernicieuses pour l'état de choses qu'ils défendaient.

Les libéraux, de leur côté, bien que professant une sincère estime pour le pays de la Déclaration des Droits de l'Homme, se montraient singulièrement amers pour les banquiers bénévoles du régime abhorré. Prise entre ces deux feux, la France n'était aimée ni par les uns, ni par les autres.

— « Votre républicanisme n'est plus d'exportation — vous disaient les gens de gauche — et l'on fait chez vous, à notre endroit, de bien

mauvaise besogne. Votre presse l'approuve et ceux qui vous représentent se garderaient d'y rien changer. Redoute-t-on dans votre pays un froncement de sourcils du « colonel » (Nicolas II) ou croit-on que ce serait amoindrir le « colosse russe » aux foudres de carton, que d'essayer, par une autre attitude, de l'aider à se libérer de ses liens ? » « Les Français n'ont pas d'autre souci que de ménager notre autocrate afin de se servir de ses moujiks ! » renchérissaient les plus exaltés.

Erreur pourtant, la France était calomniée, mais dans son attitude tout pouvait laisser supposer le calcul dans ce qui n'était cependant que parfaite méconnaissance des choses. Elle fut délicate, trop délicate, avec une pointe de servilisme. Elle se défendait de vouloir intervenir dans ce domaine très élastique de la politique intérieure. Cette manière de faire tourna contre elle dans l'esprit des Russes et les événements ont été loin de la justifier.

*
* *

« La Russie n'est pour moi qu'une entité diplomatique et militaire, et le sort des

180 millions de moujiks ne m'intéresse pas », nous déclarait, à la veille de la guerre, un homme politique français, devenu ambassadeur à Saint-Pétersbourg. De quel nom qualifier ce langage? Cette indifférence pour le sort du moujik russe — laissant de côté ce qu'elle avait de condamnable au point de vue purement humain — n'était-elle pas une hérésie politique? Outre que la Russie, dans la situation où la plaçait sa politique intérieure — lui faisant redouter toute complication extérieure, par crainte de fournir une occasion propice à la révolution latente depuis 1905 — était à peine une entité diplomatique, n'y avait-il pas le danger de cette révolution lui-même? On ne l'a pas vu. Mais l'aurait-on compris qu'on se serait immédiatement retranché derrière l'impossibilité de « s'immiscer dans les affaires intérieures ». Et cependant, on nous permettra d'avancer ici, avec l'assurance que nous donne quelque compétence en la matière, que des interventions de notre part, mettant de côté une éthique nullement de saison alors qu'il s'agissait du sort de notre pays, que des suggestions, voire des pressions à Pétrograd pour faire cesser la plaisanterie

des gouvernants, eût eu son plein effet. « Ce que l'on disait à l'étranger » avait un grand poids auprès du tsarisme. Nos dirigeants, nos journaux l'ont trop peu su. En agissant ainsi, nous eussions ramené à nous ceux que notre silence, notre prévenance exagérée pour Nicolas II nous avaient aliénés. Et ceux-là c'était la Russie d'aujourd'hui.

De plus et surtout, si nous avions usé de nos droits d'associés, si nous avions accompli ce qui nous était un devoir en représentant au dernier tsar la nécessité, pour lui, pour son pays, pour nous aussi, d'écouter enfin la voix de son peuple en appelant pour le gouverner des hommes possédant la confiance de la nation tout entière, — ce à quoi il se résolut trop tard — *nous eussions retardé l'explosion révolutionnaire jusqu'au terme que se fixaient tous les Russes dans leur esprit, c'est-à-dire à l'issue de la guerre.* Ceci, nous l'affirmons et M. Paléologue, s'il se souvient de la conversation qu'il eut un soir de 1916 avec M. Milioukof, dans une réunion mondaine, pourrait en témoigner.

Nous savons ce que peuvent arguer les timorés : on ne pouvait raisonnablement s'in-

terposer en Russie, il était bien difficile d'exprimer des désirs aux ministres du souverain allié. Poussant cette théorie jusqu'à l'absurde, nous avons tout supporté, tout laissé faire; nous allâmes jusqu'à souffrir sans mot dire d'être vilipendés par les organes gouvernementaux russes en pleine guerre, avant que Verdun ait donné la mesure de l'armée française. « Les Français ont pris un arbre hier », écrivait en substance l'*Invalide russe*, journal militaire officiel.

Ce que nous n'osâmes pas, d'autres le prirent sur eux. Ce que nous ne dîmes pas au tsarisme, notre débiteur, l'Angleterre, nouvelle alliée, le lui dit. Et, pendant que nous n'opposions que silence aux attaques d'une certaine portion de la presse russe, sir George Buchanan, ambassadeur de Grande-Bretagne — qui allait un peu plus tard manifester auprès de l'empereur le mécontentement de son pays pour les agissements des favoris de Tsarskoïé-Sélo — exigeait qu'un réactionnaire de marque, l'avocat Boulatsel, vînt rétracter, à l'ambassade même, un article dans lequel l'auteur avait exhalé l'anglophobie des germanophiles au pouvoir.

Si nous avions trouvé le courage d'agir de semblable façon dès Potsdam, si l'opinion, plutôt, en avait connu l'obligation, que de malheurs peut-être aurions-nous évités. Nous eussions pour le moins fait oublier l'anachronisme que constituait l'alliance et nous serions fait pardonner par la vraie Russie, en face de nous présentement, la monstruosité de cette union politique nécessaire avec ses oppresseurs.

*
* *

De par les excès de démagogues qui se sont emparés d'une partie du pouvoir à Pétrograd, dépassant les évolutionnistes prudents qu'étaient MM. Milioukof, Goutchkof, Rodzianko et leurs amis, nous en arrivâmes au paradoxe de devoir regretter la révolution russe, de vouer aux gémonies des énergumènes que l'on a pu gratifier de tous les qualificatifs, mais que nous n'avions pas le droit d'appeler des traîtres. A la lumière des faits que nous venons d'exposer, on peut en effet s'expliquer pourquoi les partis avancés, dans les théories émises par eux, à l'effroi légitime de nos com-

patriotes, ont pu ne se soucier que médiocrement du sort que pourrait nous ménager leur application. « Vous êtes-vous jamais occupés de nous ? » vous disent les socialistes russes.

— « Pourquoi les alliés n'ont-ils rien fait contre l'ancien régime, alors qu'il menaçait la Russie ? » criait à Kérensky, au Conseil des ouvriers et soldats, un député du prolétariat. Nous n'avons envisagé les affaires russes qu'au point de vue de la guerre — le seul qui comptât pour nous ; le populaire russe, lui qui n'a pas compris grand'chose à une guerre à laquelle il ne prenait part que sur l'ordre d'un tsar qui n'existe plus, n'a vu surtout dans la révolution que la finale sociale. Qu'avons-nous à y reprendre ? Que pouvez-vous dire aux grands enfants lâchés aujourd'hui dans la rue, vous qui n'avez rien su dire à un Schturmer ou à un Protopopof ?

Et d'ailleurs, pour remonter aux causes, les agitateurs de Pétrograd sont-ils seuls responsables de l'état d'anarchie qui sévit en Russie ? C'est le propre du régime autocratique de détruire chez l'individu le sens de ses devoirs et de ses responsabilités. Une étape était néces-

saire. Les vrais amis de la Russie auraient pu la préparer.

M. Albert Thomas disait un jour : « J'ai horreur de la politique du voile. Il faut que la vérité soit connue et la démocratie exige qu'elle soit connue de tous. » Eh bien, nous n'avons jamais fait autre chose qu'une politique de voile en Russie. La nation russe l'a rompue à son profit. Pour déplorer la tournure des événements de Pétrograd, qui donc, en connaissant tous leurs dessous, pouvait n'en accuser que la cohue d'irresponsables qui ont bousculé, à notre grand dam, les hommes d'État que nous aurions pu demander à Nicolas II d'appeler au gouvernement avant qu'il soit trop tard ?

CONCLUSION

Les gens à courte vue — et ils sont nombreux — n'ont pensé qu'aux premières conséquences de l'événement historique survenu en Russie : l'arrêt plus ou moins prolongé des opérations russes.

Nous voulons nous garder de faire des pronostics, mais pour rester dans le domaine de l'acquis, n'est-il pas des conséquences de la révolution russe qui doivent élever les esprits, les dégager quelque peu de préoccupations immédiates, pour les amener à une plus juste appréciation de la portée du bouleversement social russe.

Pouvons-nous faire l'injure à la jeune Russie de regretter le régime qu'elle vient d'abattre? Ne lui devons-nous pas au moins notre con-

fiance, nous qui lui avons refusé notre appui ? et serait-ce aux nations libérales qu'il faudrait crier *sursum corda* pour leur montrer, par-dessus l'Allemagne, l'horizon radieux qui se lève sur la steppe ?

Les alliés sont partis en guerre pour une croisade de liberté des peuples. Eh bien, les cent quatre nationalités de ce damier compliqué qu'était l'empire des tsars viennent d'être rendues à leur développement propre.

Quelques jours à peine ont suffi pour faire de la moyennageuse Russie un Etat moderne où les plus nobles aspirations humaines pourront se donner libre cours, où cette âme russe, si méconnue de notre occident, va pouvoir déployer tous ses trésors de bonté et d'élévation. Une semaine et, à un régime d'oppression et d'irresponsabilité, a succédé une ère de pure démocratie chez ce peuple le plus démocrate qui soit.

Un cri délirant d'enthousiasme nous a appris qu'il n'y avait plus en Europe que les serfs de Germanie puisque la Russie était libre. Comment ne nous en réjouirions-nous pas ?

Les alliés n'ont-ils pas été libérés du poids mort qu'ils traînaient à leur remorque depuis 1914 ?

La révolution russe nous a délivrés de l'humiliation d'être liés à une tyrannie. Elle enlève à George Brandès le droit de nous dénier le titre de champions de la civilisation. Avec lui combien de neutres, sincères admirateurs de la France libératrice, de la libre Angleterre ne pouvaient se résoudre, par la présence de l'autocratie russe à nos côtés, à nous accorder leurs sympathies. Dans les Balkans, le tsarisme n'inspirait qu'une confiance limitée. En Europe, beaucoup répugnaient à l'idée de voir la police moscovite succéder à Constantinople à celle des sultans. On a trop souvent parlé de l'avantage militaire que nous apportait la Russie tsariste, pour ne pas assez se rendre compte du tort moral qu'elle nous faisait.

Les Allemands, se servant pour leurs fins des duperies du gouvernement russe à l'égard des Polonais, ont essayé de les rallier à leur cause. Nous savions qu'une nouvelle manœuvre était préparée par eux — ils se dispo-

saient à jouer de la question juive pour dérouter les Israélites d'Amérique et ameuter peut-être ceux de Russie. L'Allemagne allait s'ériger en soutien des Juifs contre la France et l'Angleterre ? Paradoxe que permettait encore la situation d'hier.

Rien de tout cela ne subsiste. Préventions et manœuvres tombent avec le régime aboli. La Russie libre, a dit le professeur tchèque Massaryk, est le plus terrible coup porté au prussianisme. C'est une formidable victoire que nous ont donnée les Russes. On ne peut nier ce service pour les excès de quelques outranciers. Ne calomnions pas la révolution russe, ce serait ajouter de nouveaux torts à ceux que nous avons déjà.

Puissions-nous avoir réussi dans cet ouvrage à donner au moins une vision de ce que fut la Russie à jamais disparue aujourd'hui, pour faire comprendre ce que les adversaires de l'Allemagne viennent de gagner avec la chute du dernier Romanof.

Pour nous qui avons vécu bien des heures tragiques de son règne, dans l'intimité du

peuple aussi bien que dans le sillage des grands, nous croirions commettre un crime de lèse-humanité à ne pas nous réjouir profondément de ce qui est advenu.

Nous nous en félicitons, au contraire, de tout notre cœur et de toute notre raison. Nous applaudissons la Russie démocratique dans son grandiose effort pour réaliser, dans l'œuvre de paix, l'idéal même de notre propre Révolution.

Paris, mai 1917.

TABLE DES MATIÈRES

Pour servir d'introduction 1

PREMIÈRE PARTIE

LA RUSSIE IGNORÉE

CHAPITRE PREMIER

DES RUSSES EN GÉNÉRAL

Les Russes vus de France. — Les traits généraux du caractère russe. — Une mentalité conséquence du régime politique. — Les classes russes. Les paysans. La classe moyenne. L'aristocratie. Leurs rapports sociaux. 3

CHAPITRE II

LE TSAR ET SA COUR

Nicolas II. — L'impératrice Alexandra Féodorowna. — Les grands-ducs. — La Cour. — Influences et intrigues occultes. — Raspoutine et la tragi-comédie de Tsarskoïé-Sélo. 19

CHAPITRE III

LE GOUVERNEMENT RUSSE D'HIER

Le simulacre d'organisme constitutionnel. — Les ministres. — Le Parlement. — Les véritables maîtres des destinées russes : les *tchinovniks*. — Leurs traditions allemandes. — Le régime policier et ses crimes . . 95

CHAPITRE IV

CE QUE FUT LA POLITIQUE RUSSE

Politique d' « apaisement ». Stolypine. — Les « Cent Noirs ». Les répressions. — Le nationalisme. — Le laisser-faire de Kokovtsof. — La réaction s'accuse. — L'ère des faiblesses. Gorémykine. — Schturmer, Protopopof et l'ère des folies. 130

DEUXIÈME PARTIE

LA RÉVOLUTION

CHAPITRE PREMIER

LES PARTIS POLITIQUES D'HIER

Les partis de la Douma. — Octobristes, progressistes et cadets. Travaillistes et socials-démocrates. Centristes. Nationalistes. La droite. — Partis de demain. 171

CHAPITRE II

LA GENÈSE DE LA RÉVOLUTION

Origines du conflit entre le pouvoir et la nation. — Ses premières manifestations. — La Russie patiente. — La Russie s'impatiente. — Dernières provocations. — Le dénouement s'approche 188

CHAPITRE III

L'ÉPILOGUE

Les journées révolutionnaires. — La révolution et Nicolas II. — Son abdication et son arrestation. — L'impératrice. — La fin d'un règne. — Le caractère d'une révolution. 224

TROISIÈME PARTIE

FRANCE ET RUSSIE

CHAPITRE PREMIER

L'ALLIANCE FRANCO-RUSSE

La double alliance ; ce qu'elle fut dans l'esprit de son initiateur et la conception française. — L'accord de Potsdam et ses conséquences. — Le problème des armements. — Fausse attitude de la France. — La force supposée de la Russie des tsars. — Le bluff russe. 287

CHAPITRE II

LA FRANCE ET LA NATION RUSSE

L'ignorance de la Russie et ses conséquences. — Le Gouvernement n'était pas la nation. — Les appels du peuple russe. — Une définition pour le moins nouvelle de l'alliance franco-russe. — La situation paradoxale de la France en Russie hier et aujourd'hui. 313

CONCLUSION. 328

ÉVREUX, IMPRIMERIE CH. HÉRISSEY

PIERRE NOTHOMB. — **La Barrière belge.** Essais d'histoire territoriale et diplomatique. 1 vol. in-16..... 3 50

LOUIS THOMAS. — **Les Diables Bleus pendant la Guerre de Délivrance, 1914-1916.** 1 vol. in-16..... 3 50

HENRY DUGARD. — **La Bataille de Verdun, 21 février - 7 mai 1916.** 1 vol. in-16..... 3 50

MAURICE D'HARTOY. — **Au Front. Impressions et Souvenirs d'un Officier blessé.** Préface du Marquis de Ségur, de l'Académie française. 1 volume in-16..... 3 50

RAOUL LABRY. — **Avec l'Armée Serbe en retraite à travers l'Albanie et le Monténégro.** 1 vol. in-16..... 3 50

FRANCIS CHARMES (de l'Académie française). — **L'Allemagne contre l'Europe. La Guerre 2e série** (mai 1915 - janvier 1916). 1 vol. in-16..... 3 50

GABRIEL FAURE. — **De l'autre côté des Alpes. Sur le Front Italien.** 1 vol. in 16..... 2 50

PAUL DE SAINT-MAURICE. — **La Ville envahie.** 1 vol. in-16..... 3 »

RENÉ PINON. — **La Suppression des Arméniens.** Méthode Allemande. Travail Turc. 1 brochure in-16..... 1 »

BARONNE J. MICHAUX. — *En Marge du Drame.* **Journal d'une Parisienne pendant la Guerre** (1914 - 1915). 1 vol. in 16..... 3 50

VICTOR TISSOT. — **L'Allemagne casquée.** Préface d'Onésime Reclus. 1 vol. in-16..... 3 50

FERRI-PISANI. — **Le Drame Serbe.** 1 vol. in-16..... 3 50

HENRY SPONT. — **La Femme et la Guerre.** 1 vol. in-16..... 3 50

COMTE DE CHABROL. — **Pour le Renouveau.** Expiation - Conversion - Rédemption - Méditations d'un isolé (1915 - 1916). 1 vol. in-16..... 3 50

MARCEL WYSEUR. — **La Flandre Rouge.** Poèmes. 1 vol. in-16.. 3 50

ABBÉ FÉLIX KLEIN. — **Les Douleurs qui espèrent.** 1 vol. in-16..... 3 50

ABBÉ PIERRE LELIÈVRE, Aumônier volontaire aux Armées. — **Leur âme est immortelle.** 1 vol. in-16.. 2 50

MAITRE D'ARGUIBERT. — **Journal d'une Famille Française pendant la Guerre.** 1 vol. in-16..... 3 50

COMTE FR. DE JEHAY, Ministre plé[illegible] potentiaire belge. — **L'Invasion d[illegible] Grand Duché de Luxembourg e[illegible] Août 1914.** 1 brochure in-8°... 1 [illegible]

ALBERT DE BASSOMPIERRE. — **L[illegible] Nuit du 2 au 3 Août 1914** [illegible] Ministère des Affaires Etrangères [illegible] Belgique. 1 brochure in-8°..... 1 [illegible]

LÉON WASTELIER DU PARC. — **Sou[illegible] venirs d'un Réfugié.** Douai - Lille Paris - Boulogne-sur-Mer (1914-191[illegible] 1 vol. in-16..... 3 5[illegible]

J. DESSAINT. — *Les Enseignements [illegible] la Guerre.* **Avant Tout, Un Pouvo[illegible] Central!** 1 vol. in-16..... 3 [illegible]

G.-JEAN AUBRY. — **La Musiq[illegible] Française d'Aujourd'hui.** 1 vo[illegible] in-16..... 3 [illegible]

HENRY CARTON DE WIART. — **L[illegible] Cité Ardente.** 1 vol. in-16.... 3 [illegible]

— **Les Vertus Bourgeoises.** — 1 vo[illegible] in-16..... 3 [illegible]

FRANÇOIS OLYFF. — **La Belgiqu[illegible] sous le Joug.** L'Invasion 1. vo[illegible] in-16..... 3 [illegible]

PHILIPPE MILLET. — **En liaison ave[illegible] les Anglais.** Souvenirs de campagn[illegible] in-16..... 3 5[illegible]

JEAN DES VIGNES ROUGES. — **Bourru[illegible] soldat du Vauquois.** 1 volu[illegible] in-16..... 3 [illegible]

ANDRÉ SALMON. — **Le Chass'bi.** Not[illegible] de campagne en Artois et en Argon[illegible] en 1915. 1 vol. in-16..... 3 5[illegible]

NOËLLE ROGER. — **Le Cortège d[illegible] Victimes.** Les rapatriés d'Allemag[illegible] 1914-1916, avec une notice historiq[illegible] par Eugène PITTARD et 8 planches h[illegible] texte. 1 vol. in-16..... 3 [illegible]

Capitaine HASSLER, ancien instructe[illegible] à l'Ecole militaire de Joinville. — **[illegible] Campagne au jour le jour.** 1 o[illegible] 1914-Décembre 1915. Préface de Mau[illegible] rice BARRÈS, de l'Académie françai[illegible] avec 8 planches hors texte. 1 volu[illegible] in-16..... 3 [illegible]

EUGÈNE PIC. — **Dans la Tranché[illegible]** Des Vosges en Picardie. Tableaux d[illegible] front. Préface de Georges BLONDE[illegible] 1 vol. in-16..... 2 5[illegible]

PIERRE COUTRAS. — **Propriétai[illegible] pendant la Guerre!** 1 volum[illegible] in-16..... 3 5[illegible]

FRANÇOIS BOUSGARBIÈS. — **Les Cla[illegible] rons et les Glas.** 1 vol. in-16.. 3 5[illegible]

Paris. — Imp. E. CAPIOMONT et Cie, rue de Seine, 57.

YA 07265

M304732

THE UNIVERSITY OF CALIFORNIA LIBRARY